

véLa **rité**

Revue théorique de la IV^e Internationale



Actualité internationale :
***« Nous ne connaissons
ni le jour ni l'heure... »***

Algérie :
**30 ans de combat
du Parti des travailleurs**

N° 102

Nouvelle série (n° 708) - Juin 2019 - Prix : 4 euros - 6 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky
(1929)

La Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

- **Actualité internationale :**
**« Nous ne connaissons
ni le jour ni l'heure... »** p. 3
- **Algérie – 30 ans de combat
du Parti des travailleurs** p. 17
- **Etats-Unis – A quelques mois des primaires,
la crise politique se poursuit** p. 57

***La Vérité*, n° 103 (septembre 2019) va se concentrer sur la situation en Amérique latine, notamment concernant le Brésil et les conséquences de la grève générale pour la défense de la Prévoyance (régime de sécurité sociale) six mois après l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro, et sur les tâches de la section brésilienne de la IV^e Internationale.**

Face aux menaces de l'administration Trump contre la nation mexicaine, nous reviendrons sur la politique de front unique anti-impérialiste de la section mexicaine de la IV^e Internationale.

Enfin, devant la résistance du peuple vénézuélien face à l'ingérence de l'agression impérialiste, nous publierons une première contribution sur le bilan de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) et le « socialisme du XXI^e siècle ».



Revue théorique de la IV^e Internationale

Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :



Chèque à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

« *Nous ne connaissons ni le jour ni l'heure... »* »

CE serait une erreur de ne voir qu'une simple coïncidence dans le surgissement révolutionnaire du peuple algérien et dans le résultat cataclysmique de l'élection européenne du 26 mai.

Sans vouloir atténuer ce qui différencie le surgissement révolutionnaire de tout un peuple de ce qui n'est encore que le signe annonciateur — aussi éclatant soit-il — de la mobilisation des travailleurs et des peuples qui mûrit à l'échelle de toute l'Europe, il n'en demeure pas moins que les deux événements sont étroitement reliés.

Dans les deux cas, l'épuisement de toutes les forces qui ont garanti ces dernières décennies le maintien de l'ordre impérialiste ouvre une nouvelle situation.

Dans le pays qui a symbolisé pour tous les peuples du monde, depuis les années 1960, la lutte victorieuse contre la domination coloniale, l'appareil de l'ex-parti unique inféodé aux oligarques s'est disloqué sous la pression de la résistance des masses refusant d'être vendues à l'impérialisme et condamnées à la misère et à la déchéance.

A l'autre bout de la chaîne, au cœur du continent européen, foyer historique du développement de la société bourgeoise et de l'expansion impérialiste, les peuples confrontés à une offensive meurtrière sans précédent de leurs gouvernements respectifs, coordonnée par les fondés de pouvoir du capital financier dans le cadre de l'Union européenne (UE) et de ses institutions, viennent de manifester avec éclat leur rejet de l'UE et de ses traités.

En dépit d'un matraquage sans précédent sur le thème « L'UE ou le chaos ! », « Progressisme contre nationalisme ! », la moitié de la population des 28 pays de l'UE a refusé le chantage.

Elle a refusé de se rendre aux urnes, accélérant la dislocation de tous les vieux partis (de droite comme de gauche) qui se sont relayés au pouvoir ces cinquante dernières années. Il y a fort à parier que le « ouf de soulagement » poussé par quasiment tous les commentateurs au soir du 26 mai sera de courte durée.

Tout le monde retient son souffle, comprenant la lourde menace que fait peser sur toute la situation le silence assourdissant de cette masse que représente la moitié de la population des 28 pays de l'Union européenne qui a refusé de se rendre aux urnes.

Le fragile échafaudage que constitue l'UE est ébranlé comme il ne l'a jamais été. Un nouveau pas dans la voie de sa désintégration vient d'être franchi. Dans toute l'Europe, à des rythmes et sous des formes propres à chaque pays, la même question surgit à l'arrière-plan de chacun des grands combats qui s'annoncent. Celle de savoir comment arracher des mains du capital financier le sort des peuples qu'il condamne à une irrémédiable décadence d'ouest en est et du nord au sud du continent.

Ce qui relie étroitement le combat engagé par un peuple dépossédé de la victoire qu'il a remportée contre la domination coloniale il y a 57 ans à celui des travailleurs et des peuples des vieilles forteresses impérialistes européennes, ce sont les nouvelles conditions politiques dans lesquelles le combat émancipateur des travailleurs et des peuples se développe sur tous les continents.

C'est en ce sens que l'on peut affirmer que le surgissement révolutionnaire du peuple algérien est une première et éclatante manifestation de toute une vague de soulèvements révolutionnaires en train de mûrir à l'échelle du monde entier.

Il annonce l'entrée dans une nouvelle phase de la lutte des travailleurs et des peuples pour en finir avec le système de domination impérialiste. Il annonce un tournant dont la nature doit être saisie et donc largement débattue par tous les militants qui se fixent pour objectif de prendre leur place dans ce combat.

L'ORDRE MONDIAL "RECONSTRUIT" EN 1945 AGONISE

Pour saisir la nature de ce tournant, revenons 75 ans en arrière. En 1945, l'impérialisme américain « reconstruisait » laborieusement, avec la collaboration de la bureaucratie stalinienne du Kremlin, l'ordre impérialiste mondial ébranlé par la guerre. Les conférences de Yalta et de Potsdam organisées en 1945 témoignaient de l'entière collaboration apportée à cette reconstruction par Staline aux côtés de Roosevelt et Churchill.

Ce fragile échafaudage politique a, certes, été ébranlé à plusieurs reprises. La grève générale de mai-juin 68, en France, combinée aux développements de la révolution politique en Tchécoslovaquie et en Pologne dans les années 1970-1980 ont révélé la profondeur de la crise qui s'approfondissait conjointement au sein de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne qui lui était subordonnée. Mais le dispositif de collaboration contre-révolutionnaire, bien qu'ébranlé, réussissait à faire refluer la classe ouvrière et les peuples.

C'est paradoxalement, dans les années 1989-1991, la destruction de l'URSS soumise à la pression de l'impérialisme (la guerre des étoiles de Reagan) relayée à l'intérieur de l'Etat ouvrier dégénéré par la bureaucratie restaurationniste qui ouvre un processus de déstabilisation de tout le système de maintien de l'ordre mondial.

Si la destruction des restes de la propriété collective des moyens de production héritée de la révolution d'Octobre a représenté un coup porté à la classe ouvrière internationale, la dislocation de l'appareil international du Kremlin qu'elle a provoquée a ouvert des brèches dans le contrôle exercé par le stalinisme sur des secteurs déterminants du mouvement ouvrier mondial.

Elle a profondément déséquilibré et durablement miné les bases sur lesquelles la

reconstruction de l'ordre impérialiste s'était opérée.

Trente ans après cet effondrement, ce sont tous les vestiges de cet « ordre mondial », toutes les institutions internationales (OMC, FMI, etc.), tous les traités et alliances (OTAN, OTASE) qui se disloquent les uns après les autres.

La vague de soulèvements révolutionnaires qui s'annonce peut être comparée, sans risque de se tromper, à celle qui a déferlé sur le monde dans les années 1945-1950. Mais l'impérialisme ne dispose plus à son service de l'appareil international du Kremlin. L'impérialisme ne dispose plus, comme dans les décennies qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, de la collaboration active qui lui a permis de colmater les brèches et de contenir — au prix de concessions qu'il doit aujourd'hui éradiquer — le soulèvement des peuples qui se dressaient contre lui.

Et ce précisément au moment où, parallèlement, dans son offensive débridée contre toutes les conquêtes politiques et sociales de la classe ouvrière, il doit détruire, pour tenter de sauver les capacités d'accumulation du capital, les bases matérielles dont vivaient, en les « gérant », les bureaucraties réformistes installées à la tête des principales organisations de classe.

L'impérialisme en crise s'enfoncé dans un monde où toutes les forces qui se sont portées garantes de l'ordre bourgeois (feu l'appareil stalinien, l'appareil social-démocrate et les diverses variantes des bureaucraties réformistes...) sont, ou bien désintégré, ou bien en voie de désintégration.

C'est en ce sens que l'on peut dire que le fragile équilibre du monde de 1945 est terminé. Les limites dans lesquelles ont été contenues, depuis la guerre, les luttes de classe à l'échelle mondiale sont remises en cause.

La mobilisation révolutionnaire des masses qui se développe aujourd'hui en Algérie pour chasser le régime qui a dépossédé le peuple de la victoire remportée contre l'impérialisme français en 1962 plonge ses racines dans une résistance qui n'a jamais cessé.

Et si cette mobilisation renoue — 57 ans après — avec le soulèvement révolutionnaire qui a libéré le pays, elle le fait en s'inscrivant dans le cadre de l'ouverture d'une nouvelle période. Une période dans laquelle les questions posées, et non réglées, par la suc-

cession de soulèvements des travailleurs et des peuples ces dernières décennies resurgissent, aiguës par la décomposition de l'ordre impérialiste dans un cadre politique totalement bouleversé à l'échelle du monde.

Posant la question de la réappropriation de la révolution de 1962 contre ses fossoyeurs, le peuple algérien pose une question qui s'adresse à tous les peuples qui se sont, comme lui, engagés dans la voie de leur libération et qui ont été contraints par leurs propres directions, pour respecter le « statu quo », de refluer, comme ce fut le cas à Cuba, au Brésil ou en Azanie.

“L'IRRUPTION DES MASSES DANS LE DOMAINE OÙ SE RÈGLE LEUR PROPRE DESTINÉE”

Dans son *Histoire de la révolution russe*, Léon Trotsky écrivait à propos de « *l'irruption des masses dans le domaine où se règle leur propre destinée* », que les événements « *s'enchaînent, non point avec un plan tout fait de transformation sociale, mais dans l'âpre sentiment de ne pouvoir tolérer plus longtemps l'ancien régime* » (1).

C'est précisément ce qu'illustre aujourd'hui le peuple algérien, qui ne se laisse pas distraire de son objectif : « Que le régime dégage ! » Et c'est cette détermination qui est à l'origine de l'énorme écho qu'il a rencontré auprès de tous les peuples.

Face à ce torrent révolutionnaire, le régime en crise cherche une solution « continuiste » pour sauver le pouvoir des spoliateurs. Il cherche par tous les moyens à associer les différentes forces politiques au sauvetage du régime en le « rénovant ».

Nous sommes au cœur des questions qui se posent à toutes les véritables révolutions, comme en témoigne la brûlante actualité des *Thèses d'avril* lues par Lénine à son arrivée à Petrograd le 4 avril 1917 devant la fraction bolchevique (*Œuvres complètes*, tome 24, pages 11 à 16).

Même si le régime, issu du régime du parti unique, a dû concéder aux masses des acquis non négligeables pour tenter de consolider son pouvoir dans les années qui ont suivi la victoire de la révolution, même s'il a « résisté » ponctuellement à la pression de l'impérialisme en s'appuyant sur la mobilisation contrôlée de ces mêmes masses pour défendre ses intérêts propres d'oligarchie, il ne peut faire oublier qu'il a soumis le pays

aux lois des puissants intérêts impérialistes. Il ne peut faire oublier au peuple algérien qu'il a directement mis en œuvre, ces dernières années, toutes les exigences du capital financier international en crise, remettant en cause l'existence de tout ce qui survivait des acquis de la révolution. Et c'est ce que le peuple algérien clame dans la rue tous les vendredis depuis le 22 février.

La révolte est partie « d'en bas », en dehors de toutes les organisations. Elle s'est étendue comme une traînée de poudre à tout le pays, entraînant toute la population. Au premier rang de ce soulèvement : la classe ouvrière. Les travailleurs, par réflexe de classe, se sont tournés vers leurs organisations, et notamment l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA). Ils veulent — disent-ils eux-mêmes — se réapproprier l'UGTA, organisation historique de la classe ouvrière, et donc en expulser le secrétariat national, qui a pris fait et cause pour le régime.

La volonté réaffirmée à chaque manifestation d'aller jusqu'au bout pour chasser le régime pose concrètement la question de la prise du pouvoir par le peuple rassemblé derrière la classe ouvrière. Elle pose donc la question des moyens à mettre en œuvre pour atteindre cet objectif.

LE MOT D'ORDRE DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

Dans ce cadre, le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine qui a surgi dans les manifestations ne peut en aucun cas être compris comme la revendication d'une forme parlementaire destinée à démocratiser le pays, elle est une revendication démocratique transitoire que seule la prise du pouvoir par le prolétariat pourra satisfaire. Le combat des plus larges masses pour la convocation d'une Assemblée constituante souveraine laboure le terrain sur lequel se développe et s'organise le combat pour la liquidation des institutions du régime et pour la construction des organes qui devront matérialiser, sous l'impulsion de la classe ouvrière, le pouvoir du peuple souverain.

Rappelons en quels termes Léon Trotsky définissait les revendications transi-

(1) Préface du 14 novembre 1930 de Léon Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, tome 1, éditions du Seuil, 1967, pages 33 à 38.

toires « *partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière, et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat* » (*Programme de transition*, éd. Sélio, 2013, page 30).

Le mot d'ordre de l'Assemblée constituante est à la fois un mot d'ordre de la démocratie politique et un mot d'ordre de transition qui exprime consciemment la volonté du peuple de chasser le régime pour prendre entre ses mains son propre sort.

Il est un levier pour aider la mobilisation des masses à franchir les différentes étapes du processus révolutionnaire, car — répétons-le — la question qui est posée est celle de la conquête du pouvoir politique par les plus larges masses, entraînées par la classe ouvrière, et donc la question du surgissement des organes autonomes qui assureront au peuple la conquête du pouvoir politique.

L'ARRESTATION DE LOUISA HANOUNE

C'est précisément la raison pour laquelle, après trois mois de manifestations monstres, les débris de l'appareil d'Etat regroupés autour du chef d'état-major de l'armée ont décidé de donner un coup d'arrêt à l'approfondissement de ce processus. Pour tenter de terroriser la population et les militants, la justice militaire a décidé d'arrêter et d'incarcérer Louisa Hanoune sans qu'aucune charge n'ait été retenue contre elle.

Ils ont décidé d'arrêter la secrétaire générale d'un parti, le Parti des travailleurs d'Algérie, qui s'est donné comme axe d'intervention le combat contre la convocation d'une élection présidentielle « continuiste » en juin et la convocation d'une Assemblée constituante souveraine.

Tous craignent que dans la situation de crise révolutionnaire que connaît le pays, l'existence d'un parti politique comme le PT d'Algérie, profondément enraciné depuis des décennies dans la vie politique nationale, polarise la situation et fournisse un instrument capable de servir de point d'appui à l'organisation d'assemblées populaires couvrant tout le pays et incarnant concrètement le combat pour la Constituante souveraine.

La campagne engagée en Algérie pour la libération immédiate de Louisa Hanoune

s'inscrit naturellement dans le mûrissement et le renforcement du mouvement de méfiance de tout le peuple algérien à l'égard de toute solution « à l'égyptienne ». Les travailleurs et le peuple algérien ont en mémoire le sort réservé par le coup d'Etat du général Al Sissi au mouvement révolutionnaire du peuple égyptien et le font savoir chaque jour en scandant « *Dégage Gaïd Salah !* ».

L'impressionnant déploiement de la campagne internationale pour la libération de Louisa Hanoune organisée à partir des militants de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT) témoigne de l'immense intérêt pour les développements de la situation en Algérie porté par des milliers de militants, de cadres ouvriers, de responsables politiques et syndicaux, de responsables d'associations démocratiques à l'échelle internationale. Il témoigne de l'immense disponibilité à l'égard de toute action commune pour la défense de la démocratie indispensable au combat des peuples. Là se concentre toute la valeur des relations établies par l'EIT, dont Louisa Hanoune est coordinatrice.

UN IMMENSE ÉCHO

La question du surgissement des organes autonomes indispensables à la prise du pouvoir par le peuple dépasse le cadre de l'Algérie et de la région. Elle s'impose dans le cours des développements révolutionnaires comme la seule issue à l'impasse explosive dans laquelle les gouvernements inféodés à l'impérialisme entraînent les peuples, qu'il s'agisse de pays dominés ou des vieilles puissances impérialistes en déclin.

La déflagration qui a ébranlé tout le système financier mondial avec la crise de 2007-2008 a fragilisé toute la chaîne des relations politiques et économiques qui forment le marché mondial et la division internationale du travail. Elle révèle l'épuisement et la décadence de toutes les formes gouvernementales attachées au maintien de l'ordre impérialiste. Elle pose comme jamais — répétons-le — aux travailleurs et aux peuples la question de savoir comment arracher le pouvoir des mains du capital financier, qui entraîne l'humanité dans une irrémédiable décadence.

Dans cette situation, la mobilisation du peuple algérien doit être comprise comme

une première expression de tout le processus de déstabilisation de l'ordre impérialiste — et pas seulement en Afrique. Elle rencontre un écho chez tous les peuples en Amérique latine, en Afrique, au Moyen-Orient, mais aussi en Europe... Tout particulièrement en France, où l'on a vu apparaître, dans des manifestations de Gilets jaunes, des pancartes soutenant la mobilisation révolutionnaire du peuple algérien.

Les peuples cherchent, sous de multiples formes dans les différents pays, à forcer le barrage déjà ébranlé des vieilles directions traîtres pour ouvrir les brèches dans lesquelles elles pourrissent s'engouffrer pour en finir avec ce système failli et ouvrir la voie à une réorganisation de fond en comble de la société, qui ne sera rendue possible que par l'expropriation du capital.

TOUTES LES CONTRADICTIONS REMONTENT POUR SE CONCENTRER AU CŒUR DU SYSTÈME

En 1944, la conférence de Bretton Woods a dessiné les contours d'un système monétaire mondial reconstruit — non sans contradictions — autour du dollar et correspondant aux nouveaux rapports de force entre puissances issus de la Deuxième Guerre mondiale.

L'impérialisme a été contraint par la mobilisation révolutionnaire des masses à de sérieux reculs, même s'il a réussi à préserver, avec l'aide de l'appareil international du Kremlin et de la social-démocratie, ce qui constituait pour lui l'essentiel : le système de la propriété privée des moyens de production. Que ce soit en Europe face à la classe ouvrière, en Afrique face aux peuples coloniaux en lutte pour leur émancipation ou encore en Asie face aux développements de la révolution chinoise. Mais surtout, l'impérialisme n'a réussi à surmonter aucune des contradictions fondamentales qui le minent. Elles n'ont fait que s'approfondir.

La position dominante de l'impérialisme américain lui a conféré, conformément aux accords de Bretton Woods, le privilège d'être le seul à pouvoir imprimer des dollars — à la fois monnaie nationale et monnaie de réserve internationale. Ce privilège a paradoxalement mis le cœur du système financier américain à la merci des brusques variations du cours du dollar, elles-mêmes

expression des désordres du marché mondial.

Toutes les contradictions de tout le système mondial d'exploitation capitaliste n'ont cessé de remonter se concentrer en son sein, avec leurs conséquences dévastatrices sur l'appareil productif américain. Des conséquences qui ont nourri la crise politique qui n'a fait que s'approfondir sous les présidences de Nixon, Reagan, Bush, Obama, pour aboutir à l'élection de Trump et à la rupture profonde au sein de la société américaine qu'elle exprime.

Adam Tooze écrit dans *Crashed*, livre consacré à la crise de 2008 :

« L'empreinte la plus évidente de la crise financière de 2008 sur l'élection de 2016 est le fait que Bernie Sanders ait pu être le plus sérieux candidat à l'investiture démocrate. Sanders n'est même pas membre du parti. C'est un socialiste démocratique autoproclamé. En 2008, il a voté contre les TARP (2). Il a appelé à la dissolution des grandes banques. Il souhaite que les banquiers soient mis derrière les barreaux, il réclame le retour à la réglementation du New Deal. »

Sans commentaire !

La puissance des appareils productifs mis en mouvement par les puissants monopoles impérialistes (en particulier américains — GAFA...) n'a cessé de se heurter aux limites d'un marché capitaliste qui étouffe dans le cadre étroit des frontières nationales. La puissance de ces monopoles a besoin de la profondeur du marché mondial pour se déployer. Ils réorganisent en permanence leurs « chaînes de valeurs » sans se soucier des frontières et provoquent la désintégration cataclysmique des bases productives de tous les vieux pays impérialistes, à commencer par celles des États-Unis.

Rien ne peut empêcher les monopoles impérialistes d'orienter leurs investissements vers l'Asie, la Chine et l'Inde, provoquant une véritable « rupture » dans la société américaine que Trump a utilisée dans sa campagne « *America First* » et à laquelle sa politique est incapable d'apporter la plus petite réponse.

Léon Trotsky écrivait en 1939 (3) :

« La vie du capitalisme de monopole de notre époque n'est qu'une succession de

(2) *Troubled Asset Relief Program* (TARP) — Programme de sauvetage des actifs à risque adopté par la Chambre des représentants le 3 octobre 2007.

crises. Chaque crise est une catastrophe. La nécessité d'échapper à ces catastrophes partielles au moyen de barrières douanières, de l'inflation, de l'accroissement des dépenses gouvernementales et des dettes, etc., prépare le terrain à de nouvelles crises plus profondes et plus étendues. La lutte pour les marchés, pour les matières premières, pour les colonies, rend les catastrophes militaires inévitables. Celles-ci préparent inéluctablement des catastrophes révolutionnaires. »

Toutes les tentatives faites par Trump ou par ses concurrents pour échapper à la crise en ayant recours à des politiques protectionnistes les entraînent dans une impasse. La même impasse que celle de la guerre commerciale Etats-Unis/Chine.

Les Etats-Unis et la Chine sont engagés dans une guerre commerciale à mort, mais les Etats-Unis ont besoin de la Chine et de la profondeur de son marché. Quant à la Chine, elle a besoin d'avoir accès au marché mondial, au dollar, et donc elle a besoin des Etats-Unis.

Le vice-Premier ministre chinois, Liu He, l'homme qui a conduit la délégation chinoise dans les négociations avec les Etats-Unis durant ce mois de mai, concentre dans sa personne la nature complexe des relations Chine/Etats-Unis. Economiste, responsable de la « réforme » économique, spécialiste des marchés, il est un familier du monde des affaires américaines et a suivi une maîtrise en administration publique dans la prestigieuse université John F. Kennedy School de Harvard.

L'auteur de *Crashed* explique comment, derrière des déclarations guerrières de part et d'autre, des relations de collaboration productives sont contraintes de se nouer :

« En 2008, la question était de savoir si la Chine abandonnerait ses avoirs en dollars et déstabiliserait les Etats-Unis. Huit ans plus tard, grâce à l'intégration financière plus poussée de la Chine, la question s'est inversée. Alors que Pékin lutte pour reprendre le contrôle de son marché boursier et de la fuite des devises, la question n'est plus de savoir si la Chine abandonnera le dollar, mais si la Fed coopérera avec les efforts de la Chine pour stabiliser le yuan (...). Pour Pékin, la tolérance de la Fed est un soulagement. Les Chinois apprécient l'idée que la Fed reconnaisse l'interdépendance. »

Et pourtant, la guerre commerciale ne peut pas être évitée.

LA "FUITE EN AVANT" !

Le capital financier a dû, dans une véritable « fuite en avant », chercher dans le parasitisme, la spéculation et un perfectionnement infini des techniques financières un débouché aux masses de capitaux qui ne trouvent plus à s'investir dans la production. Le basculement, d'un point du globe à un autre, de masses gigantesques de capitaux n'a cessé de provoquer crises monétaires, crises de la dette... manifestant simultanément sur tous les continents avec une extrême brutalité les effets de l'interconnexion de tous les marchés financiers à l'échelle de la planète, interconnexion qui n'a fait que se renforcer depuis la crise de 2008.

Le 15 août 1971, c'est Nixon qui a porté le premier coup aux accords de Bretton Woods. Pour éviter une « déflation », il décide de rompre l'accord de convertibilité du dollar en or.

Dans les années qui suivent, la déréglementation financière a été poussée à des sommets, « *les flux de capitaux ne sont plus soumis à aucune restriction* », commente l'historien Adam Tooze. Cette déréglementation a préparé le terrain à l'explosion de la crise de 2007-2008 — la plus importante crise financière depuis celle de 1930. Les banques centrales adoptent des mesures de *Quantitative Easing*, elles rachètent des milliards de dettes souveraines, elles inondent le marché de centaines de milliards de dollars, elles font monter à des sommets hallucinants l'endettement public, formant de gigantesques bulles financières menaçant à tout moment d'éclater.

On peut considérer à juste titre qu'il s'agit là de la réplique de la crise de 1971 et d'un sérieux avertissement pour l'avenir immédiat.

Voici ce qu'écrivait le 8 mai 2018 sur son blog Georges Ugueux, ancien vice-président du New York Stock Exchange :

« Nous ne connaissons ni le jour ni l'heure. Mais nous ne pouvons plus ignorer les risques d'un tsunami qui va déferler sur nos économies au plus tard à la fin 2020 sous les coups de l'indiscipline des Etats-Unis et de la hausse des taux. L'enjeu est redoutable : 63 billions de dollars de dette souveraine sont en circulation. Une crise de la dette sou-

(3) Léon Trotsky, *Le marxisme et notre époque*, coll. Classiques du marxisme, éd. Sélio, 2009, page 26.

veraine serait donc un vrai tsunami dont nous commençons à ressentir les premiers soubresauts. Le FMI vient de pousser un cri d'alarme, accusant les pays de ne pas avoir mis d'ordre dans leurs finances. »

L'IMPITOYABLE COMBAT DU CAPITAL CONTRE LA BAISSSE TENDANCIELLE DU TAUX DE PROFIT

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre l'utilisation par le capital financier de ce qu'ils appellent la « révolution technologique ».

L'économie numérique permet aux monopoles impérialistes de restructurer en permanence leurs « chaînes de valeur », de délocaliser brusquement, sans difficultés, vers des zones d'emplois non qualifiés et de bas salaires des productions industrielles qui exigeaient jusque-là une division technique du travail fondée sur des qualifications reconnues.

Personne n'est épargné. Un exemple parmi des centaines d'autres : Foxconn, le premier sous-traitant électronique mondial (chinois) produisant des iPhones Apple, délocalise ses usines géantes chinoises de Shenzhen vers l'Inde, où — selon les dires de son P-DG — la paye est trois fois plus faible qu'à Shenzhen.

Les investissements dans l'économie numérique mobilisent des centaines de milliers de milliards de dollars, modifiant, au profit d'une augmentation vertigineuse du capital constant, la composition organique du capital. Ils accélèrent de manière phénoménale la tendance à la baisse du taux de profit.

Le capital, pour préserver ses capacités d'accumulation, se doit d'engager une bataille à mort pour aggraver toutes les conditions d'exploitation sur tous les continents. Une offensive qui exige que tout ce qui a été concédé ces dernières décennies pour préserver « l'ordre mondial » soit irrémédiablement détruit.

Que les codes du travail, les systèmes de retraite, les systèmes de santé, les systèmes d'instruction publique, que tous les services publics soient privatisés et livrés au capital. Bref, que tout ce qui, de près ou de loin, a été intégré à la valeur collective de la force de travail soit détruit.

S'il est impossible de parler de crise finale du système capitaliste — car,

comme le souligne Trotsky, combattant contre toute attitude passive, « *un ordre social qui s'est survécu à lui-même ne cède jamais la place à son successeur sans résistance* » (4) et doit être abattu —, il est indispensable, en revanche, de comprendre ce que la crise dans laquelle nous sommes entrés a de spécifique pour pouvoir contribuer à l'abattre.

La puissance des forces productives concentrées entre les mains des monopoles impérialistes se transforme en forces destructrices de tous les appareils productifs construits sur tous les continents, et qui constituaient les fondements des Etats nationaux.

La crise fondamentale du système de domination impérialiste — qui s'est survécu en entraînant l'humanité dans deux guerres mondiales, dans une multitude de conflits sanglants en Afrique et au Moyen-Orient, et qui fait peser aujourd'hui les plus graves menaces contre des pays comme l'Iran et le Venezuela — a, pour l'essentiel, réduit les différences qui existaient, comme produit de l'histoire du développement du système de production capitaliste, entre peuples des différents continents et des différents pays.

L'étroite interconnexion des marchés financiers a, comme jamais, profondément et simultanément relié le destin de chaque peuple à l'avenir de tous les peuples engagés dans le combat commun pour abattre le système.

Le degré de déliquescence atteint par le système pousse les millions de travailleurs qui se mettent en mouvement pour leur survie à se méfier de toute illusion dans une régénération du système.

La période qui se termine a mis à mal les subterfuges qui ont servi à prolonger l'agonie du système, ainsi que les forces qui les ont incarnés : les partis sociaux-démocrates et stalinien, ainsi que leurs satellites.

C'est ce que nous dit le formidable déferlement du peuple algérien, qui pose la question de la réappropriation des conquêtes de la révolution qui lui ont été arrachées des mains après 1962.

(4) Léon Trotsky, *Le marxisme et notre époque*, coll. Classiques du marxisme, éd. Sélis, 2009, page 36.

LES VIEILLES QUESTIONS NON RÉGLÉES RESURGISSENT AVEC UNE FORCE DÉCUPLÉE

Le peuple algérien, en se mobilisant pour se réapproprier 1962, fait resurgir — répétons-le — une question qui se pose aujourd'hui, sous des formes qui leur sont propres, au peuple cubain, au peuple brésilien, celle de l'émancipation politique à l'égard des directions castriste, luliste...

L'expérience de la révolution cubaine est parlante. En 1959, dans des circonstances exceptionnelles, la combinaison de la poussée des masses et du blocus impérialiste a mené le Mouvement du 26 juillet plus loin que son programme ne le prévoyait. L'expropriation de secteurs entiers du capital a donné à la révolution un caractère de révolution prolétarienne, même si l'Etat qui s'est constitué a pris les traits d'un Etat ouvrier déformé sous la pression du Mouvement du 26 juillet qui s'était subordonné à l'appareil international du stalinisme.

Cette contradiction a marqué la politique internationale du castrisme. L'appareil castriste, subordonné à la politique de « coexistence pacifique » impulsée par le Kremlin, s'est constitué comme un obstacle au développement de la révolution en Amérique latine.

La réforme de la Constitution cubaine, adoptée par référendum le 26 février 2019, confirme l'orientation restaurationniste de la direction du PC cubain. La défense des conquêtes de la révolution cubaine implique de se dégager de l'emprise de l'appareil castriste.

Cet appareil a eu une influence sur tout le continent. Il a exercé son influence sur les conditions de la constitution du PT du Brésil. A la fin de la dictature au Brésil, et comme un élément majeur de son démantèlement, la constitution du Parti des travailleurs (PT) par une couche importante de responsables syndicaux qui ont rompu avec les syndicats officiels a représenté l'expression la plus élevée du combat pour l'indépendance de classe. Se posait la question de faire de la chute de la dictature l'ouverture d'une crise révolutionnaire.

Mais l'appareil luliste a surfé sur la puissance du mouvement de classe pour l'enfermer dans un cadre qui se gardait de rompre avec l'impérialisme. Le bilan politique de la

direction luliste se concentre dans le dernier gouvernement de Dilma, qui s'est placé directement sous le contrôle du FMI et s'est engagé dans la voie des contre-réformes, notamment dans la contre-réforme du système de sécurité sociale.

La victoire de Bolsonaro à la dernière élection est le produit de cette politique qui a amené de larges secteurs de la classe ouvrière et des masses populaires à tourner le dos au PT. Si le combat pour la libération de Lula fait partie intégrante de toute politique indépendante de classe, le lulisme comme courant politique à l'échelle du continent a montré ses limites. En refusant d'être jusqu'au bout l'instrument d'émancipation sociale qui exige la défense intransigeante de la souveraineté nationale face à l'impérialisme, il se dresse comme un obstacle sur la voie des masses.

C'est aujourd'hui une question qui se pose de façon aiguë dans toute l'Amérique latine. C'est la question à laquelle est confronté le peuple du Venezuela, soumis par l'impérialisme américain à un blocus criminel qui condamne un peuple à mort et menace tous les peuples de la région de les condamner à l'avenir qu'il a réservé aux peuples d'Amérique centrale. C'est, sous des formes propres, la question qui traverse l'Azanie et s'est imposée dans l'élection du 8 mai 2019, où la politique suivie par l'ANC depuis 1994 a été au centre des débats.

La crise qui menace d'entraîner toute l'humanité dans le chaos pose partout la question de se libérer des obstacles qui ont interdit aux masses, de l'intérieur de leur mouvement, d'aller jusqu'au bout, jusqu'à la prise du pouvoir, jusqu'à l'expropriation du capital.

Mais cette question se pose, sous des formes propres à chaque pays, dans toute l'Europe.

En Europe centrale et orientale, trente ans après la chute de la bureaucratie stalinienne, seize ans après leur intégration dans l'UE, l'immense espoir des peuples de voir rétablie leur souveraineté, de voir sauvée la propriété sociale de la faillite organisée par la bureaucratie parasitaire a été piétiné. L'UE, instrument du capital financier, a, au nom de la « transition » vers l'économie de marché, dépecé leur industrie et soumis leur classe ouvrière à une exploitation forcenée au service des monopoles impérialistes — en particulier allemands.

Elle se pose dans les vieux pays impérialistes.

Elle se pose en France, où l'offensive contre toutes les conquêtes sociales arrachées par la vague révolutionnaire de 1936 et de 1945 met à l'ordre du jour la question de leur reconquête, et donc des moyens à mettre en œuvre pour cette reconquête, ravivant la mémoire des vagues révolutionnaires de 1936 et 1945.

En Espagne, où la nécessité d'en finir avec le « compromis » de 1975-1978 qui a préservé le cœur de l'Etat franquiste en restaurant la monarchie se pose chaque jour avec plus d'acuité à la classe ouvrière et aux peuples.

Au Portugal, où la volonté de reconquête des acquis de la révolution portugaise de 1975 est mise à l'ordre du jour par la politique de contre-réformes dont le peuple portugais ne cesse d'être l'objet.

Face à ce processus d'intense maturation politique, l'impérialisme — répétons-le — ne dispose plus de l'aide décisive que lui a fournie l'appareil international du Kremlin, appuyé par les partis sociaux-démocrates, lorsque les peuples ont déferlé dans les années 1945-1950 en France et en Italie, dans les années 1960 en Algérie et à Cuba, dans les années 1975 en Espagne et au Portugal.

Mais si la désintégration des vieux partis ouvriers traditionnels rejetés par les larges masses prive l'impérialisme des principaux instruments qui lui ont permis de dresser un barrage contre les masses, elle ne produit pas spontanément la reconstruction d'un système d'organisation dont la classe ouvrière et les peuples ont besoin pour leur émancipation. La désintégration de l'édifice politique qui a préservé le système depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale ouvre en revanche, dans un processus inévitablement chaotique, un immense champ et dégage des forces nouvelles pour cette reconstruction.

La survie de l'humanité entraînée dans la barbarie par la crise de décomposition de tout le système exige que toutes les questions politiques non réglées dans la période des 75 ans qui nous séparent de la Deuxième Guerre mondiale, et qui resurgissent aujourd'hui avec une puissance inégalée, le soient sur la base de toute l'expérience accumulée par les travailleurs et les peuples au cours de ces dernières décennies.

LA RÉSISTANCE DES PEUPLES

Alors que, pour se survivre, le capital disloque les Etats et les nations, installe un état de guerre permanent (au Moyen-Orient, en Afrique, en Amérique latine), alors qu'il menace directement d'intervention des pays comme le Venezuela et l'Iran, une situation d'instabilité s'installe où le moindre accident, un choc boursier, une brusque variation du cours des matières premières, une hausse des taux peuvent provoquer une catastrophe politique et sociale ouvrant la voie à un soulèvement révolutionnaire.

Personne n'avait prévu le soulèvement révolutionnaire du peuple algérien : les masses se sont engouffrées dans la brèche ouverte dans les sommets de l'Etat paralysés par la question de la succession. Pas plus que l'explosion révolutionnaire au Soudan.

Personne n'avait prévu la façon dont le mouvement des Gilets jaunes a bousculé la chape de plomb des vieilles directions pour faire entendre la voix des anonymes et des couches les plus exploitées de la population.

Personne n'avait prévu que la puissance de la mobilisation pour le Brexit des circonscriptions du Labour les plus ouvrières de Grande-Bretagne, qui a exprimé un rejet profond de la politique réactionnaire mise en œuvre depuis des décennies par les Thatcher, Blair, Brown, Cameron et May..., et la condamnation sans appel de la politique pro-UE des dirigeants du TUC et du Labour feraient basculer la situation et ébranleraient toute l'Europe.

Tous ces mouvements, traduisant les lignes de force à l'œuvre dans les profondeurs de la société, ont d'emblée débordé le cadre fixé par les vieilles directions usées du mouvement ouvrier. Dans tous les pays et sur tous les continents, la révolte gronde contre la politique d'accompagnement et de sauvetage du système suivie par les directions de ces vieilles organisations traditionnelles discréditées, les partis sociaux-démocrates et stalinien. Elle gronde aussi, sur un autre plan, contre les directions bureaucratiques contrôlant les organisations de classe, ou bien encore dans les pays dominés au sein des partis « anti-impérialistes » traditionnels.

Elle gronde et se fraie son chemin...

C'est un mouvement qui part d'en bas, qui prend des formes inattendues n'excluant

pas, ici et là, des confusions liées aux inévitables tâtonnements qui jalonnent le processus de reconstruction d'un dispositif libéré de la tutelle des vieilles directions et capable de permettre aux masses de déployer leurs forces pour défaire l'offensive dont elles sont l'objet.

Ce mouvement qui part le plus souvent de l'extérieur des organisations, mobilisant les couches les plus exploitées pour entraîner les larges masses, s'inscrit comme un segment indispensable du combat pour créer les formes d'organisation contrôlées par les masses capables de vaincre la politique contre-révolutionnaire des appareils. Il appelle l'appui sans réserve des militants révolutionnaires, laissant aux exégètes impuissants le soin de regretter que la réalité s'écarte de leur conception académique de la stratégie du « front unique ouvrier » et qui n'ont qu'une fonction : tenter de subordonner le mouvement aux directions des appareils traîtres.

C'est le mouvement même de la révolution prolétarienne. Personne n'avait prévu la révolution de 1905 et les soviets — partis des couches les plus basses de la société russe. Rappelons à ce sujet la mise en garde formulée par Lénine en 1916 (5) :

« Quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra *jamais* assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution.

La révolution russe de 1905 a été une révolution démocratique bourgeoise. Elle a consisté en une série de batailles livrées par toutes les classes, groupes et éléments mécontents de la population. Parmi eux, il y avait des masses aux préjugés les plus barbares, luttant pour les objectifs les plus vagues et les plus fantastiques, il y avait des groupuscules qui recevaient de l'argent japonais. Il y avait des spéculateurs et des aventuriers. *Objectivement*, le mouvement des masses ébranlait le tsarisme et frayait la voie à la démocratie, et c'est pourquoi les ouvriers conscients étaient à sa tête.

La révolution socialiste en Europe *ne peut pas être* autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents de toute espèce. Des éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement — sans cette participation, la lutte de masse *n'est pas possible*, aucune révolution n'est possible — et tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantai-

sies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais *objectivement*, ils s'attaqueront au *capital*, et l'avant-garde consciente de la révolution, le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir... »

LE CONTENU DU "DÉGAGISME"

C'est dans ces conditions que les militants révolutionnaires, au premier rang desquels les militants de la IV^e Internationale et de ses sections, doivent s'attacher à suivre, sans a priori, pas à pas, la façon dont surgissent et s'articulent les formes d'organisation originales que cherchent à se donner les masses pour submerger les obstacles des vieilles directions et se donner les moyens de contrôler leur propre mouvement. C'est la condition pour s'inscrire dans ces processus afin de les aider à se développer et à s'intégrer consciemment dans la perspective du combat de la classe ouvrière pour son émancipation.

Toute cette résistance s'exprime dans le rejet de toutes les forces institutionnelles subordonnées aux exigences de survie du système d'exploitation capitaliste.

En Europe, ce mouvement prend la forme, dans chaque pays, d'un rejet sans précédent de tous les partis qui, depuis des décennies, se sont arc-boutés sur la défense de l'ordre impérialiste, comme vient d'en témoigner avec éclat le résultat de l'élection européenne du 26 mai.

Ce « dégagisme » est progressiste.

Les militants de la IV^e Internationale sont engagés dans le combat pour la destruction, par le mouvement des masses, des partis staliniens, sociaux-démocrates et de leurs satellites qui ont mis en œuvre toutes les exigences du capital.

Mais ce « dégagisme » menace de s'étendre aux organisations syndicales qui restent, elles — contrairement aux partis —, le cadre élémentaire de l'organisation de la classe ouvrière. C'est la subordination des directions des organisations de classe au

(5) V. I. Lénine, *Œuvres complètes*, tome 22, pages 383-384. Texte de juillet 1916, publié en octobre 1916 dans le « *Recueil du Social-démocrate* », n° 1. Ce texte a été récemment publié dans *La Lettre de La Vérité*, n° 925 (13 décembre 2018).

capital et à ses gouvernements qui menace de destruction l'organisation de classe.

Un combat sans pitié est engagé entre les militants qui veulent se réapproprier leurs organisations pour se battre et les appareils qui leur opposent la politique de « concertations ».

En France, cette confrontation a pris un aspect spectaculaire. D'un côté, les travailleurs, les militants et les cadres ouvriers qui aspiraient à faire bloc avec les Gilets jaunes, et, de l'autre, des directions qui n'ont eu de cesse de se désolidariser de leurs actions, au point de rester silencieuses quand la répression s'est déchaînée contre eux.

Mais elle a lieu aussi en Grande-Bretagne, en Italie, en Allemagne, en Pologne, en Serbie..., comme l'ont expliqué les délégués à la « Rencontre européenne » du 4 mai.

Le combat pour la reconquête de l'indépendance des organisations de classe par les syndiqués mûrit dans tous les pays, rappelant la validité des positions de principe de la IV^e Internationale, qui appelle clairement à organiser dans les organisations de classe le combat pour chasser les bureaucraties bourgeoises qui menacent leur existence.

« De ce qui précède — écrit Léon Trotsky dans des notes qu'il rédigeait lorsqu'il a été assassiné (6) —, il découle clairement qu'en dépit de la dégénérescence continue des syndicats et de leur intégration progressive dans l'Etat impérialiste, le travail au sein des syndicats non seulement n'a rien perdu de son importance, mais reste comme auparavant, et devient dans un certain sens même, révolutionnaire. L'enjeu de ce travail reste essentiellement la lutte pour influencer la classe ouvrière. Chaque organisation, chaque parti, chaque fraction qui se permet une position ultimatisée à l'égard des syndicats, c'est-à-dire qui, en fait, tourne le dos à la classe ouvrière simplement parce que ses organisations ne lui plaisent pas, est condamné à périr, et il faut dire qu'il mérite son sort. »

En France, le mouvement des Gilets jaunes a contourné le cadre des confédérations syndicales, contraint de le faire en réaction à l'attitude adoptée par les directions. La jonction entre le mouvement ouvrier organisé, les syndicats et les Gilets jaunes n'a pu s'organiser que « par en bas », par l'action de militants lutte de classe — au sein desquels les militants trotskystes ont occupé toute leur place — qui ont fait adop-

ter des prises de position de syndicats au plan local ou d'unions départementales, rétablissant l'organisation syndicale à sa place et dans son rôle, et le lien fraternel avec les Gilets jaunes.

L'ACTUALITÉ DE LA MÉTHODE DE TRANSITION

Ce basculement mondial exige de soumettre la stratégie de toutes les sections de la IV^e Internationale à un examen critique. Une nouvelle situation s'ouvre.

« Il nous faut comprendre ce que cela veut dire pour nous, militants de la IV^e Internationale, qui combattons pour construire le parti révolutionnaire par la méthode de la transition — *écrivions-nous dans les notes sur l'Europe adoptées en janvier 2019 (7)* —. Sans méconnaître les “scories” politiques inévitablement charriées par un tel mouvement, il nous faut écarter toutes les équivoques.

Le mouvement des Gilets jaunes nous indique dans quelle direction et autour de quelles lignes de force la classe ouvrière et les immenses masses paupérisées vont chercher à se doter des instruments leur permettant de surmonter l'obstacle des directions et s'ouvrir une issue politique conforme à la défense des intérêts de l'immense majorité.

Il nous faut comprendre que s'exprime dans ce mouvement une recherche qui, dans la classe ouvrière et ses organisations, s'inscrit plus généralement dans le mûrissement des conditions politiques qui conduiront au surgissement des “comités de grève” qui ont cruellement fait défaut dans la grève générale de mai-juin 68.

Il nous faut comprendre comment ce mouvement bouleverse le terrain politique sur lequel les révolutionnaires construisent le parti.

S'il était juste, par exemple en France, après la grève générale de mai-juin 68, de nous axer sur les éléments qui se dégageaient de la crise des vieilles organisations, et donc d'élaborer des formes de transition répondant à l'aspiration de ces

(6) Léon Trotsky, « *Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste* », publié dans le dossier de *La Vérité* n° 88 (décembre 2015), document n° 8, pages 26 à 31 (l'extrait cité se trouve à la page 28).

(7) « *Notes sur l'Europe* », janvier 2019, *La Vérité*, n° 101, pages 33 à 37.

militants à reconstruire l'authentique parti ouvrier que n'étaient plus leurs partis ; s'il était juste de calquer les formes d'organisation que nous leur proposons sur le modèle du "parti" (PT, POI) ; si le combat que nous avons mené sur cette ligne durant des années pour construire la section française en construisant le PT, puis le POI, pour nous implanter dans la classe en combattant pour la défense de l'indépendance des organisations de classe autour du journal *Informations ouvrières...* a eu pour résultat — et ce n'est pas un résultat négligeable — que notre courant "trotskyste-lambertiste" soit clairement identifié dans le mouvement ouvrier sous le sigle POI, il nous faut aujourd'hui nous livrer à un réexamen de notre méthode de construction en rapport avec la période.

Tous les vieux partis se sont pratiquement désintégrés ou bien sont en voie de désintégration. Au sein de la couche de jeunes militants qui se dégage pour aider la masse à se frayer sa voie, la méfiance à l'égard de toutes les directions s'étend à tout ce qui, de près ou de loin, ressemble à une tentative de faire renaître des formes et des structures de "parti". Il nous revient de trouver les formes qui nous permettront d'aider ces militants à faire le tri entre ce qui relève d'une aspiration progressiste et les vieilles "scories" réactionnaires. A la veille d'un surgissement des masses dans toute l'Europe, nous ne disposons pas du temps nécessaire à la formation et à l'enracinement d'un parti capable d'y jouer d'emblée un rôle dirigeant. Le tri s'opérera sur le terrain de l'action.

En ce sens, la forme souple, "ouverte", que nous avons expérimentée avec les "comités locaux de résistance et de reconquête" (CLRR) et qui met aujourd'hui à la disposition des cadres syndicaux et des Gilets jaunes un cadre pour se rencontrer et établir un lien organisé de solidarité en prévision des combats qui s'annoncent, représente — pour autant qu'on puisse en juger — le meilleur creuset pour la construction du parti.

A l'intersection de l'intervention locale (Gilets jaunes) et de l'intervention dans les entreprises pour y construire les points d'appui indispensables au combat pour submerger, au sein des organisations de classe, la résistance contre-révolutionnaire des directions, le "comité local pour la résistance et la reconquête" s'inscrit dans la préparation politique des "comités d'action" qu'il nous reviendra d'aider à construire lorsque les masses déferleront. »

La conférence des « comités de résistance et de reconquête » a eu lieu. Elle s'est

tenue à Paris le 30 mars 2019. Elle a rassemblé plus de 300 militants délégués de comités locaux venus de toute la France. Trois cents militants politiques d'origines diverses, militants et responsables syndicaux, Gilets jaunes engagés dans la bataille pour structurer ensemble, localement, la force qui aidera à faire converger « par en bas » la lutte des classes. Une force qui a déjà accumulé sur ce plan une précieuse expérience.

LE COMITÉ DE CORRESPONDANCE EUROPÉEN

« Jamais, en Europe — *poursuivions nous dans cette note* —, la question du pouvoir ne s'est posée simultanément en des termes aussi proches (...). Jamais le besoin d'un échange entre militants ouvriers des différents pays européens ne s'est fait ressentir avec une telle force. »

Et nous nous interrogeons, en nous inspirant et en l'adaptant à la situation actuelle, sur la méthode qui a précédé la fondation de la Première Internationale :

« Ne devrions-nous pas lancer très largement — à l'initiative de militants français d'origines politiques diverses et qui se sont retrouvés ces derniers jours dans le cadre des CLRR rassemblant dans l'action militants syndicaux et Gilets jaunes — une invitation à constituer un "Comité de correspondance européen" ? »

Cette « Rencontre européenne », s'est tenue le 4 mai. Seize pays étaient représentés. Deux pays empêchés ont fait savoir qu'ils s'inscrivaient dans la constitution du « Comité de correspondance ».

Le succès de cette « Rencontre » a tenu pour beaucoup au fait que son invitation s'adressait sans exclusive à tous ceux qui, quelles que soient leurs origines politiques et syndicales, décidaient de manifester leur solidarité, contre la campagne de calomnies, avec le mouvement des Gilets jaunes, authentique expression de la résistance populaire, et qui décidaient de faire de cette question une ligne de démarcation politique avec tous les partisans du statu quo, avec les directions bureaucratiques.

Le besoin d'échanger sur toutes les manifestations de la résistance des peuples, à la veille de ce que tous ont perçu, dans chacun de leurs pays, comme les signes avant-coureurs de soulèvements en plein

cœur de l'Europe, s'y est exprimé avec force. Comme s'y est exprimé le besoin de réaffirmer l'unité de la lutte de la classe ouvrière dans toute l'Europe en réintégrant à sa place — comme l'ont souligné les délégués de Serbie, de Hongrie et de Pologne — la lutte de la classe ouvrière des pays de l'est de l'Europe qui n'a jamais cessé et fait partie intégrante de la classe ouvrière européenne.

Après le séisme politique qu'a représenté le résultat de l'élection européenne du 26 mai, les premiers échanges entre tous les membres du « Comité de correspondance » vont répondre à l'intense besoin de rétablir les faits et l'ampleur du rejet qui a traversé tout le continent.

« LE TRI S'OPÉRERA PARTOUT »

Pour conclure, nous citerons une nouvelle fois la préface à l'édition péruvienne du programme de la IV^e Internationale écrite par le camarade Pierre Lambert en avril 1989 (8), qui résume parfaitement notre orientation en matière de construction du parti :

« Toute l'expérience dans la lutte des classes atteste qu'un parti ouvrier indépendant, une Internationale sont indispensables en raison de ce que le résultat final de la lutte de classes n'est pas d'obtenir un changement dans la société bourgeoise. Il s'agit de l'existence même de l'humanité entraînée à l'abîme par l'impérialisme.

Et pour accomplir les tâches révolutionnaires, il n'y a pas de solution toute prête. Le marxisme est la méthode scientifique de construction organisée de l'instrument indispensable pour aider les masses à œuvrer elles-mêmes à leur émancipation. Mais la solution ne figure dans aucun livre. Nous partons de la IV^e Internationale, nous établissons à l'aide du programme qu'il n'est pas d'autre issue à la crise de l'humanité que le socialisme garanti par l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production et la démocratie ouvrière. D'innombrables difficultés ont surgi. D'autres surgiront. Nous persévérons.

Et il n'y a rien de contradictoire à constater la complexité des processus révolutionnaires et d'en conclure que pour les révolutionnaires, les choses sont simples.

Les choses sont simples : partir de ce qui est, et pour comprendre ce qui est, partir du

programme. La victoire de la révolution mondiale a tardé, les retards entraînent souffrances et échecs ; mais les échecs sur la route de la révolution, organisés de concert par les trahisons social-démocrate et stalinienne, font ressortir tout particulièrement la puissance du mouvement révolutionnaire des masses, la réceptivité des ouvriers, de la jeunesse, aux idées politiques, aux principes dégagés par le *Programme de transition*. Personne ne saurait prévoir les étapes inévitables, les combinaisons imprévues par lesquelles se poursuivra la marche vers la révolution, mais le marxisme reste la seule méthode scientifique parce que, en unifiant la théorie et la pratique, il fournit le seul moyen politique — donc d'organisation — pour hisser le combat de l'avant-garde à la hauteur des nécessités de l'histoire.

Pour conclure, au risque de nous répéter, nous disons : c'est sur le plan de la pratique organisée que les événements devront vérifier, ce n'est pas par des mots mais par la vie que les discussions, les divergences seront tranchées. Il est absolument inévitable que se développe la plus grande diversité d'opinions politiques, car la marche à la révolution mondiale embrassant des centaines de millions d'hommes, à travers tous les continents, amènera à la surface, partout, dans tous les pays, dans toutes les organisations, les scories produit de la décomposition du système de l'impérialisme et de la bureaucratie, et les éléments les plus avancés à la recherche de solutions progressives. Le tout s'enchevêtrera. Le tri s'opérera partout. Fidèles au marxisme, au bolchevisme, aux principes du programme, nous ne nous laisserons pas détourner de notre voie.

Car l'impérialisme est condamné. Car les usurpateurs bureaucratiques sont condamnés. Car la crise révolutionnaire se poursuivra à travers échecs et avancées, elle s'étendra. Et c'est elle qui fournit les matériaux pour, à la lumière des principes du programme, élaborer les moyens de construire la IV^e Internationale. Et c'est bien cela qu'on ne nous pardonne pas. »

Marc Gauquelin

(8) Préface de Pierre Lambert publiée dans le *Programme de transition, L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale*, coll. Classiques du marxisme, éd. Sélio, avril 2013, pages 22-23.



Alger, le 22 février 2019 : par centaines de milliers, les manifestants défilent contre le 5^e mandat.

ALGERIE

30 ans de combat du Parti des travailleurs

EN février 2019, 57 ans après la victoire contre le colonialisme et l'indépendance, le soulèvement révolutionnaire du peuple algérien est profond. Il est une expression des processus internationaux qui se font jour (voir à ce sujet l'article en page 3 : « *Nous ne connaissons ni le jour, ni l'heure...* »).

Le début de mobilisation, le 22 février, contre le 5^e mandat de Bouteflika a mis dans la rue des millions d'Algériens. Le refus du 5^e mandat est en réalité la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. C'est d'emblée le régime qui est mis en cause.

Au fil des jours et des mobilisations s'est en effet affirmée l'exigence que le « *régime dégage, partez tous !* ». De très nombreuses banderoles expriment ce mouvement de fond. « *En 1962, nous avons libéré la terre, en 2019, nous allons libérer le peuple.* » C'est la mise en cause d'un régime qui, en 1962, a confisqué la révolution et établi le régime du parti unique.

AUX ORIGINES DU PARTI DES TRAVAILLEURS

Le PT, fondé en mai 1990, plonge ses racines à la fois dans le mouvement national et dans le mouvement ouvrier international (1).

Le 8 mai 1945, à Sétif, Guelma et Kherrata, le colonialisme français se livre à un massacre de dizaines de milliers d'Algériens qui manifestent pour l'indépendance.

Mustapha Ben Mohamed, jeune militant du Parti du peuple algérien (PPA), cheminot, syndiqué CGT, engagé dans la lutte nationale, trouvera par hasard le journal *La Vérité*, qui dénonce les crimes de l'impérialisme français. Il prendra contact avec *La Vérité*, et c'est ainsi qu'il établira des rapports politiques et personnels étroits avec Pierre Lambert.

Responsable de l'Organisation spéciale (OS) autour d'Alger, il sera arrêté et emprisonné, ne devant sa libération, après sept ans de prison, qu'à la victoire du peuple algérien en 1962.

Le moment clé, c'est que, face à l'abandon de la position traditionnelle du PPA par Messali Hadj, Mustapha Ben Mohamed ira le voir pour lui expliquer son désaccord et rompra politiquement et organisationnellement avec lui.

En Algérie, bien que n'étant pas membre du Front de libération nationale (FLN – parti unique), Mustapha Ben Mohamed bénéficie du statut de moudjahidin (combattant de la lutte de libération nationale) du fait de son passé de combattant et de son emprisonnement, ce qui le protège, même de manière limitée. Il peut ainsi rassembler autour de lui, dans la clandestinité, un petit groupe de révolutionnaires.

L'année 1980 marque un tournant. En avril, un colloque sur les questions culturelles berbères est organisé. Le régime algérien, régime de parti unique qui bafouait

(1) Dans une période marquée par la révolution russe et par son appel à la libération des peuples, Messali Hadj, travailleur en France, fondera au milieu des années 1920 l'Etoile nord-africaine. A cette époque, il travaille avec le PCF. Mais le tournant stalinien entraînera la rupture, l'Etoile nord-africaine demeurant la plus importante organisation de lutte pour l'indépendance de l'Algérie.

Dans les années 1930 et après-guerre, Messali Hadj est en contact étroit avec les trotskystes et les anarchistes. Plusieurs fois, Messali Hadj sera emprisonné, son organisation dissoute, mais elle renaîtra sous les noms de Parti du peuple algérien (PPA), puis du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), etc. Au début des années 1950, deux fractions s'opposent au sein du parti, l'une qui donnera naissance au FLN, l'autre qui restera fidèle à Messali Hadj. L'affrontement est violent, y compris après le déclenchement de l'insurrection.

En 1957, Messali Hadj cède à la pression du colonialisme français. Il n'en reste pas moins qu'il est le véritable fondateur du mouvement pour l'indépendance de l'Algérie.

toutes les libertés démocratiques les plus élémentaires, ne pouvant tolérer aucune forme d'expression libre, interdit le colloque.

Utilisant la phraséologie nationaliste, il s'oppose avec force aux revendications même culturelles de la composante berbérophone du peuple algérien.

Face aux manifestations qui protestent contre l'interdiction de ce colloque, il réprime. Mais la mobilisation en Kabylie est massive. C'est ce qu'on appelle « le printemps berbère ». Au-delà de la revendication démocratique culturelle et linguistique, le « printemps berbère » était la première mobilisation de masse contre le régime depuis l'indépendance. Le régime était mis en cause et fragilisé, ouvrant de premières brèches en son sein.

C'est cette même année que les militants regroupés autour de Mustapha Ben Mohamed vont fonder, dans la clandestinité, l'Organisation socialiste des travailleurs (OST). Dans le texte de fondation de l'OST, on peut lire :

« La grève générale de Kabylie, qui a pris le caractère d'une véritable insurrection, répétition générale de la grève générale des masses, de l'ensemble du prolétariat et des masses opprimées en Algérie, met à l'ordre du jour la chute du régime bonapartiste. Et la chute du régime, quels qu'en soient la forme concrète et les développements ultérieurs, impliquera la dislocation de cet Etat, l'ouverture de la crise révolutionnaire et, au-delà, de la révolution prolétarienne.

Dans le cadre de la mobilisation du prolétariat et des masses qui s'est développée depuis 1977 avec les centaines de grèves ouvrières, la grève des lycéens et, en particulier, avec la grève générale des PTT, combattant pour le compte de toute la classe ouvrière et donnant une impulsion nouvelle au mouvement des masses, aggravant les contradictions du bonapartisme moribond, la grève générale de Kabylie a constitué l'expression la plus élevée de la crise du régime de Chadli et de la mobilisation du prolétariat, de la jeunesse et des masses opprimées contre la dictature.

La grève générale de Kabylie a mis à nu l'incapacité des institutions du régime à régler quelque problème que ce soit. Un des traits fondamentaux des rapports politiques en Algérie est que tous les problèmes, tous les conflits sociaux se concentrent directement au niveau du pouvoir. Il n'existe aucune institution intermédiaire (...).

A bas la dictature, le peuple doit décider, c'est la volonté des masses. A bas la dicta-

ture ! Le peuple doit décider ! Grève générale ! Assemblée constituante souveraine ! Gouvernement responsable devant elle.

Ces mots d'ordre esquissent la lutte pour les libertés démocratiques les plus larges et, en même temps, la nécessité pour le prolétariat de constituer ses organisations de classe indépendantes. Le combat pour l'indépendance de classe du prolétariat s'exprime de façon immédiate par :

— La lutte pour le syndicat ouvrier indépendant, pour l'UGTA indépendante.

— La lutte pour la construction du syndicat étudiant indépendant et démocratique (...).

Le combat pour la Constituante souveraine, étayée par l'ensemble des revendications nationales et démocratiques, paysannes et ouvrières, pose la question du pouvoir, donc la question du gouvernement ouvrier et paysan. »

DE L'OST AU PARTI DES TRAVAILLEURS

Dans une situation marquée par cette première irruption des masses en 1980 et ses conséquences dans la population, l'OST va se structurer, commencer un travail organisé, publier un bulletin, *Tribune ouvrière*.

Si quelques militants de l'OST travaillent au sein de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), la centrale unique sous contrôle du régime, c'est à l'université qu'il y a le plus de possibilités d'agir et de recruter.

En 1983, le régime développe une rhétorique pseudo-nationaliste, empreinte de références arabo-musulmanes. En réalité, une politique réactionnaire cherchant à se préserver des masses en flattant la fibre arabo-musulmane. C'est pourquoi, en contradiction avec la Constitution issue de la révolution algérienne qui établit l'égalité entre les hommes et les femmes (le combat des femmes algériennes dans la lutte de libération nationale y a contribué fortement), le régime annonce la mise en place d'un « Code de la famille » qui réduit la femme à être un « citoyen de seconde zone ». C'est là l'introduction de principes religieux dans la loi civile, qui favorisera ainsi le développement de l'islamisme politique, encouragé par le pouvoir contre les partis d'opposition qui se développent.

L'OST, qui est pour la séparation de la religion et de la politique, et pour la défense

des droits des femmes, engage le combat contre le « Code de la famille ».

Louisa Hanoune, jeune militante de l'OST, constitue avec d'autres femmes une association pour les droits égaux entre les hommes et les femmes, contre le Code de la famille.

Elle sera arrêtée, avec d'autres femmes, et, du fait de son appartenance à l'OST, elle sera accusée de « *complot contre l'Etat* » et passera six mois en prison.

Le régime, conscient de la nouvelle situation ouverte dans le pays, souhaite renforcer son emprise sur la société tout en cherchant à mettre en œuvre les exigences du Fonds monétaire international (FMI).

Cela s'accompagne, de la part du régime, d'une série de remises en cause sur le plan social, de hausses générales des prix, de l'anarchie bureaucratique qui entraîne la raréfaction des produits de première nécessité.

Les 4 et 5 octobre 1988, c'est à Alger une explosion de la jeunesse, qui descend de manière spontanée dans la rue. L'armée réprime. A son tour, le Parti islamiste, jusqu'alors flatté par le pouvoir, entre dans le mouvement, même s'il n'en n'a pas été l'initiateur. Le 7 octobre, la mobilisation s'étend à tout le pays. Les militants de l'OST sont partie prenante de ce combat contre le régime. Celui-ci va le réprimer dans le sang. 500 morts, des milliers d'arrestations, la torture dans les prisons. Louisa Hanoune sera de nouveau arrêtée et accusée de « *complot contre l'Etat* ».

Mais une situation nouvelle s'est ouverte. Le soulèvement d'octobre 1988 s'inscrit dans les développements mondiaux. Un an plus tard, c'est la chute du mur de Berlin. Le régime est ébranlé. Les protestations de journalistes, d'avocats se multiplient. Un « Comité national contre la torture » est créé fin octobre avec des avocats, des universitaires et des syndicalistes de l'UGTA. De nombreuses voix appellent à la fin du parti unique.

Le 16 octobre, le président Chadli annonce un référendum pour modifier la Constitution. Une série d'autres annonces suivront, comme celle de la séparation de l'Etat et du FLN, la liberté des candidatures aux municipales. Durant cette période, les militants de l'OST mènent campagne sur le mot d'ordre « *Dehors Chadli !* » et pour une Assemblée constituante. En février 1989, après le référendum, c'est la fin du parti unique. Le régime en crise, pour chercher à

se préserver, autorise le multipartisme, tout en maintenant les institutions antidémocratiques et réactionnaires, un président-bonaparte, une Assemblée aux ordres et surtout le maintien de l'état-major comme véritable source du pouvoir.

LA FONDATION DU PARTI DES TRAVAILLEURS

C'est dans cette nouvelle situation que les militants de l'OST, avec d'autres militants, vont fonder le Parti des travailleurs (PT), qui, dès sa constitution, se réclame de la double filiation : celle du mouvement national et celle du mouvement ouvrier international dont Mustapha Ben Mohamed est l'expression. Il est le secrétaire général et Louisa Hanoune la porte-parole.

Le Parti des travailleurs combat pour la défense de l'Algérie, pays soumis à la pression impérialiste, de son unité et de sa souveraineté. Pour cela, dès sa fondation, il considère que c'est la lutte de classe qui peut arracher ces conquêtes. Il considère que le socialisme seul peut garantir la souveraineté des nations.

C'est pourquoi il combat la subordination au FMI, à ses exigences, et se prononce contre tout accord de subordination avec les grandes puissances.

Dans cette voie, le Parti des travailleurs considère que les travailleurs ont besoin de leurs propres organisations, et donc combat pour l'indépendance de l'UGTA à l'égard du régime.

Contre ce régime, il préconise le combat pour une Assemblée constituante souveraine pour que le peuple puisse choisir librement son avenir.

Contre la division du peuple algérien que le régime et les grandes puissances veulent attiser, le PT considère qu'il n'y a qu'un seul peuple algérien, mais avec deux composantes, l'une arabophone et l'autre berbérophone.

C'est pourquoi il reprendra à son compte la position de l'OST : la reconnaissance à l'égalité avec l'arabe de la langue berbère nationale et officielle.

Les années 1980 et 1990 ont été marquées par les plans d'ajustement structurel exigés par le FMI et par le paiement de la dette, qui vont conduire de nombreux pays, notamment en Afrique, à la catastrophe, à la

misère et aux guerres. Le PT mène campagne en Algérie contre le paiement de la dette, qui signifie privatisations et attaques contre le peuple. Il participe également à des conférences, notamment en Afrique, contre le FMI et la dette.

Dès son congrès de fondation, le PT s'est prononcé pour le socialisme, contre le capitalisme. C'est donc tout naturellement qu'à peine fondé, Louisa Hanoune et une délégation du PT participeront en janvier 1991 à la fondation de l'Entente internationale des travailleurs (EIT), à la veille de la première guerre du Golfe contre l'Irak, matérialisant l'offensive de l'impérialisme contre les classes ouvrières et les peuples.

Depuis 30 ans, le PT a participé à toutes les initiatives et conférences. Plusieurs conférences internationales sous l'égide de l'EIT seront d'ailleurs organisées en Algérie.

Un an après sa fondation, le PT sera confronté à la nature réelle du régime, qui autorise le multipartisme mais dans le cadre des institutions héritées du régime du parti unique.

LE PARTI DES TRAVAILLEURS CONTRE LE COUP D'ÉTAT

En juin 1990, sont organisées des élections municipales. Le Front islamique de salut (FIS) remporte 57 % des suffrages et prend les commandes de nombreuses villes. Il apparaît aux yeux d'une partie de la population comme une opposition radicale au régime.

Le 26 décembre 1991 se tiennent des élections législatives, scrutin majoritaire à deux tours. Au premier tour, le FIS remporte 47,3 % des voix, contre 23,4 % au FLN, l'ex-parti unique dirigeant toujours le pays. Le second tour n'aura pas lieu. L'état-major de l'Assemblée populaire nationale (APN) organise un coup d'Etat et s'empare du pouvoir le 11 janvier. L'armée est déployée dans le pays. Sous couvert de lutte contre le FIS, une répression violente est organisée contre la population. Le président Chadli démissionne et le pouvoir revient à un Haut Comité d'Etat (HCE), c'est-à-dire à l'état-major militaire.

Les deux principaux dirigeants du FIS, Madani et Belhadj, sont arrêtés et emprisonnés au seul motif de leur position politique islamiste. Une intense campagne est menée

en Algérie (relayée à l'échelle internationale) par le régime et ses alliés « démocrates » contre l'islamisme, pour la défense de la laïcité, pour les droits des femmes... alors que c'est ce même régime qui a fait de l'islam une religion d'Etat, qui a décrété le Code de la famille et a joué avec les islamistes contre les mobilisations de masse.

Seul le Parti des travailleurs, parti qui se prononce pour la séparation de la religion et de l'Etat, pour la défense des droits des femmes, et qui combat l'islamisme politique, prend position contre l'interruption du processus électoral, contre la répression, pour la libération des dirigeants du FIS.

Louisa Hanoune et le PT vont être la cible d'une campagne de calomnies, de dénégations — « *Le PT a fait un pacte avec les islamistes* » — et de menaces. La vie de Louisa Hanoune est directement menacée. En septembre 1993, le PT lance un « Manifeste d'alarme » dont nous publions ici de larges extraits :

« L'Algérie plonge dans le chaos. Notre pays est menacé de dislocation. Devant cette situation et pour qu'elle soit dénouée positivement, le comité central du Parti des travailleurs, réuni le 30 septembre 1993, fidèle aux sacrifices des martyrs d'octobre 1988, lance un nouvel appel aux Algériens et Algériennes pour que se constitue un Front d'unité du peuple travailleur, de ses partis et organisations, afin de sortir le pays de l'impasse. Le comité central décide de consigner dans les points suivants les propositions que le Parti des travailleurs soumet à la discussion de tous les Algériens et Algériennes, de tous les partis et organisations.

En octobre 1988, le soulèvement populaire de la jeunesse et des couches les plus démunies a été précédé par un vaste mouvement de grève des travailleurs. Il était fondé sur le rejet de l'arbitraire, de la marginalisation sociale, économique et politique de plus en plus grande imposée à la majorité des Algériens pendant que la minorité aux commandes, utilisant sa position dans l'appareil d'Etat, avait construit des fortunes colossales fondées sur la corruption, le népotisme et le clientélisme (...).

La démocratie exigeait, exige toujours et plus que jamais, pour la satisfaction de ces revendications, des élections libres au suffrage universel et secret, à la proportionnelle intégrale, d'une Assemblée constituante souveraine. Il n'y a pas d'autre issue.

En juin 1991, pour maintenir un système de privilèges, d'inégalités et de corruption, les libertés ont été confisquées, la répression s'est abattue à nouveau sur la jeunesse et les travailleurs algériens, aboutissant au coup d'Etat du 11 janvier 1992. Le pouvoir du parti unique a été remplacé par un nouveau pouvoir de fait et non de droit, qui a instauré l'état d'urgence, institutionnalisé la répression et la torture, plongé le pays dans la terreur.

Octobre 1988 reste et restera une date historique du combat du peuple algérien et de la jeunesse pour la démocratie, les libertés fondamentales, contre la torture, la répression et la misère sociale, pour une vie digne pour tous les Algériens.

Le multipartisme, la naissance de chacun des partis, a été le produit direct de la révolte de la jeunesse à l'échelle nationale en octobre 1988.

Accepter la dissolution d'un de ces partis, c'est ouvrir la voie à la dissolution de tous les partis que le peuple algérien a lui-même fondés en toute liberté et démocratie, et qui constituent les seules institutions émanant de sa volonté.

Accepter la répression d'un parti, c'est accepter la répression d'une partie du peuple algérien.

Accepter l'interdiction et la répression du FIS, c'est, et les faits le démontrent, accepter la dislocation de notre pays, la guerre civile.

Libération immédiate et sans condition de tous les détenus politiques !

Levée immédiate de toutes les mesures restreignant les droits d'expression et d'organisation !

Respect de la liberté de la presse !

(...) Le Haut Comité d'Etat (HCE), pouvoir instauré par le coup d'Etat, s'apprête à brader les richesses nationales au capital étranger par le biais du plan d'ajustement structurel, des privatisations — celles du pétrole et du gaz en particulier — pour payer la dette extérieure. La dette extérieure n'est pas celle du peuple. La nomination à la tête du ministère de l'Economie d'un ancien fonctionnaire de la Banque mondiale, qui défend publiquement le recours au rééchelonnement de la dette extérieure algérienne et l'introduction d'une économie de marché, exigences du FMI, signifie l'abandon de la souveraineté du pays et sa subordination sans partage à la tutelle des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale, Club de Paris, etc.), subordination dont on connaît les conséquences dans d'autres pays.

Pour sortir le pays de l'ombre, il faut rendre la parole au peuple algérien. Seul le peuple a le droit de décider de son sort, de celui du pays, de la nation entière.

Qui peut douter que l'Assemblée constituante souveraine, émanation de la volonté du peuple et en garantissant les intérêts, dirait non à la dette extérieure, à toute ingérence extérieure et au pillage des richesses naturelles du pays ?

Nous affirmons, avec le peuple algérien uni, que l'indépendance de la nation algérienne ne peut être garantie que par la satisfaction des revendications du peuple travailleur.

Nous affirmons que l'Assemblée constituante souveraine est seule capable de définir un programme socio-économique et politique qui garantira les droits des travailleurs, de la jeunesse. »

La situation mondiale est à cette époque caractérisée par l'effondrement de l'URSS, provoqué par le torpillage bureaucratique, et, sur cette base, après la guerre contre l'Irak, par une nouvelle offensive de l'impérialisme.

Les principaux impérialismes, notamment la France, soutiennent le régime dans sa guerre d'éradication... à condition qu'il mette en œuvre les exigences du capital financier.

LE COMBAT POUR LA PAIX

L'alarme lancée par le PT va malheureusement se confirmer. Les militants du FIS persécutés par l'armée vont en partie passer à la clandestinité et à la lutte armée. L'armée, de son côté, décrète l'état d'urgence et se déploie dans tout le pays pour « éradiquer » le FIS.

Ce sera la « décennie noire », une guerre meurtrière où l'on ne sait plus qui tue qui et où toutes les manœuvres et tous les coups tordus sont permis. Cette « décennie noire » (qu'on appelle aussi « tragédie nationale ») verra la mort de 250 000 Algériennes et Algériens. Le peuple vit sous une chape de plomb. Les villes d'Algérie sont vides avant même la nuit tombée, plus aucune vie sociale et culturelle durant dix ans.

Mais le Haut Comité d'Etat (HCE), dans lequel siège le chef d'état-major Liamine Zeroual, qui deviendra président de la République en 1995, profite de cette situation pour réprimer et ouvrir l'économie

du pays aux trusts internationaux. L'organe du PT, qui s'appelle à l'époque *Tribune ouvrière* (puis deviendra *Fraternité* !), souscrit en juin 1994 dans son éditorial :

« Le pays glisse dangereusement dans la décomposition, voire même la "rwandisation". La pauvreté et la maladie qui se développent à une allure vertigineuse en conséquence du plan d'ajustement structurel ne peuvent qu'aggraver la situation. Mais que propose le pouvoir, qui s'est imposé de fait au peuple algérien comme solution ?

Après avoir installé le Conseil national de transition (CNT), s'adressant aux partis qui ont refusé d'y être intégrés, M. Zeroual a déclaré que *"les circonstances particulières que vit l'Algérie leur font obligation de prendre part à cette concertation et d'enrichir ainsi de leur avis l'évaluation des choix et des réformes majeures que notre pays devra réaliser"*.

Cela veut dire en clair que ces partis sont sommés de s'impliquer dans la politique dictée par le FMI, une politique antisociale et antinationale qui a déjà ruiné le pays (...).

Il y a un autre aspect très grave dans la déclaration du ministre de l'Intérieur, celui relatif à *"l'aménagement des horaires de travail et des congés annuels"* sous le prétexte fallacieux de modernisation.

Qu'est-ce que cela signifie réellement ? Tout simplement ouvrir la voie à la déréglementation, à la flexibilité des horaires de travail, à la remise en cause des droits aux congés. C'est en réalité la destruction du cadre juridique national qui codifie les relations de travail et assure donc un minimum de garanties et de protection pour les travailleurs. Cette mesure ne participe nullement du souci de mieux servir les citoyens. Elle est inscrite dans les injonctions du FMI, qui, pour faire passer sa politique criminelle, s'attaque aux Codes du travail, dont l'existence est indissociable de celle de ces lois dans tous les pays (...).

En Algérie, plus qu'interpellée, l'UGTA est menacée. S'agissant du cadre qui unifie nationalement les travailleurs algériens sur la base du secteur public, c'est donc toute la nation qui est menacée de désintégration. Le danger est imminent, mais les moyens existent pour y faire face : la mobilisation unie des travailleurs et de leur centrale avec l'ensemble des organisations qui ont à cœur l'intégrité du pays et les intérêts de la majorité.

C'est une question de survie. Il incombe donc à la direction de l'UGTA d'ouvrir une

issue positive au mouvement grandissant des travailleurs et des syndicalistes, qui, partout, par la grève, défendent leurs entreprises, leurs emplois et leurs salaires. »

Isolé dans la classe politique, le Parti des travailleurs va mener campagne parmi le peuple contre « l'éradication » et pour la paix.

Au fil du temps et des massacres, cette aspiration à la paix s'exprime avec force. Plusieurs autres partis qui n'avaient pas jusque-là pris position se prononcent pour un retour à la paix.

JANVIER 1995 : LE "CONTRAT NATIONAL" DE ROME

Le 13 janvier 1995, à l'initiative de la communauté catholique de Sant'Egidio, se tient à Rome une conférence des partis algériens d'opposition. Elle adoptera un « contrat national » qui énumère toutes les conditions pour le rétablissement de la paix.

Ce texte est signé par les responsables de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme, du Front de libération nationale (FLN, ex-parti unique qui se retrouve dans l'opposition de facto), du Front des forces socialistes (FFS, le parti d'Aït Ahmed, l'un des neuf chefs historiques de la révolution, qui, en 1963, va fonder ce parti et se retrouvera en 1964 en prison), du Front islamique du salut (FIS, parti à l'époque interdit en Algérie et dont les dirigeants étaient en prison), du Mouvement pour la démocratie en Algérie (le parti fondé par Ben Bella, premier président de la République algérienne), du PT, du Mouvement de la renaissance islamique-Ennadha et Jazair musulmans contemporains (JMC).

Le régime et ses alliés « démocrates » se déchaînent : « *Pacte avec le diable islamiste* » ; « *Ingérence depuis Rome, sous l'égide des catholiques* », etc. Seule femme présente et révolutionnaire, Louisa Hanoune sera particulièrement visée.

Dans le livre *Une autre voix pour l'Algérie* (2), Louisa Hanoune raconte :

« Nous étions sept partis, aussi différents les uns que les autres, plus le président de

(2) Louisa Hanoune, *Une autre voix pour l'Algérie*, Entretiens avec Ghania Mouffok, éd. La Découverte, 1996, page 198.

la Ligue des droits de l'homme. Abdenour Ali Yahia, Abdelhamid Mehri, Hocine Aït-Ahmed et Ahmed Ben Bella sont des hommes qui ont commencé leur carrière politique dans les années quarante. Ils ont tous été militants du Parti du peuple algérien, le PPA, puis du FLN du 1^{er} novembre 1954. Ils ont traversé presque un demi-siècle d'histoire politique algérienne. Ahmed Ben Bella a été le premier président de l'Algérie indépendante et il a fait emprisonner Hocine Aït-Ahmed, qui a fondé le premier parti d'opposition, le FFS, en 1963, avec Abdenour Ali Yahia. Ce dernier est l'un des fondateurs de l'UGTA, mais au moment où Ben Bella était destitué par le président Houari Boumediène, en 1965, il entraînait au gouvernement issu de ce coup d'Etat. Abdelhamid Mehri, lui, est resté au FLN avec des moments de dissidence feutrée, mais en 1988 il devenait le secrétaire général du parti unique. Abdallah Djaballah, Khaled Bensmain, du MDA, Ahmed Djeddaï, du FFS, et moi-même, nous appartenons à une autre génération et nous avons été militants contre le parti unique, bien que dans des partis différents. Anouar Haddam et ses trois camarades appartiennent à la génération des nouvelles élites islamistes. Ils représentaient un parti qui avait obtenu plus de 3,5 millions de voix aux élections législatives de décembre, et ils étaient partisans d'un Etat islamique en Algérie.

Toutes ces personnes issues d'itinéraires croisés, enfermées à Rome pendant sept jours dans une salle de réunion mise à notre disposition par la communauté Sant'Egidio, tandis qu'une partie de la presse écrite algérienne, la télévision et les radios d'Etat nous couvraient d'insultes, annonçant au mieux que nous serions déchus de notre nationalité et au pire que nous passerions devant un tribunal pour haute trahison, cela faisait beaucoup de pressions, de tensions (...).

Sortir de l'impasse

Dès ma première intervention, j'ai expliqué que nous avions des divergences de fond et qu'il n'était pas question de les oublier, mais que nous devions dégager ensemble les moyens de sortir de l'impasse politique et de la violence.

A ce propos, on a raconté tellement de mensonges, chacun projetant ses propres peurs et fantasmes sur cette rencontre, que je tiens à souligner qu'Anouar Haddam a été dans le même sens que moi, disant que nous n'étions pas là pour établir un programme commun, mais pour arrêter l'effusion de sang et empêcher la guerre civile.

Contrairement, donc, à ce qui s'écrit, nous ne nous sommes pas alliés au FIS : comme le disait Abdenour Ali Yahia, nous ne faisons pas alliance pour aller à des élections ni pour acculer qui que ce soit, ni pour nous ériger en institution de rechange, mais pour dégager une offre de paix que nous soumettrions à discussion et à toutes les parties concernées. Le premier consensus qui nous a donc permis d'avancer dans cet objectif consistait à ne pas parler de nos programmes, ni du socialisme, ni du capitalisme, ni d'Etat islamique, mais de nous fixer une priorité : comment mettre fin à la guerre. Avant d'en arriver là, il nous a fallu des heures de discussion pour nous mettre d'accord sur les origines de toute cette violence.

Sans entrer dans les détails, nous sommes tombés d'accord pour déclarer que, de manière générale, c'était l'absence de pouvoir légitime qui était la cause première de notre tragédie, et que la guerre que se livrent les différents protagonistes armés n'était que la conséquence des événements de juin et de décembre 1991, et des mesures d'exception qui en ont découlé. Le bref préambule qui ouvre le contrat national est un peu le diagnostic que nous posons afin d'identifier les remèdes nécessaires au retour à la paix et à la stabilité des institutions.

Sur le fond, le contrat national, c'est la proposition d'un cadre de négociations pour un retour à la paix, à la légalité et à la souveraineté populaire. Il propose à toutes les parties un certain nombre de valeurs, de principes, que les signataires se sont engagés à respecter et à défendre, et qui se veulent les fondations de la solution que nous proposons. Comme le respect des droits de l'homme indépendamment du sexe, de la race et de la langue, de l'alternance au pouvoir par le suffrage universel, du multipartisme, des libertés individuelles, le rejet de la violence pour accéder au pouvoir ou pour s'y maintenir. Parmi ces principes de base, il est également posé la nécessité pour l'armée de se conformer à ses attributions constitutionnelles en vertu desquelles elle ne devrait pas s'impliquer dans les luttes politiques.

Ces principes étant admis, nous avons dégagé quelques mesures concrètes qui devraient précéder des négociations : la libération des responsables du FIS, comme Ali Benhadj, Abassi Madani et Abdelkader Hachani — lequel n'a toujours pas été jugé depuis son arrestation en février 1992, ce qui est, du point de vue du simple droit, illégal — et la libération de tous les déte-

nus politiques ; la possibilité pour ces dirigeants de se réunir librement avec tous ceux dont ils jugeront la présence nécessaire afin de s'informer et de prendre des décisions allant dans le sens de la paix ; le retour du FIS dans la légalité par l'annulation d'interdiction de ce parti ; la condamnation et l'appel à la cessation des exactions et des attentats contre les civils, les étrangers, et de la destruction des biens publics. Nous demandions également l'arrêt de la répression et des représailles collectives.

Ensuite, nous avons proposé la mise en place d'une "conférence nationale" réunissant les partis et le pouvoir effectif, c'est-à-dire l'armée, pour définir ce que nous avons appelé la légalité transitoire. Cette conférence devait mettre en œuvre et surveiller l'application des accords, élaborer et définir les modalités nécessaires à l'organisation d'élections démocratiques, dans les plus brefs délais, pour mettre en place des institutions émanant de la souveraineté populaire, but ultime de toute négociation. Aucun parti, aucune force ne peut se substituer à cette légitimité ; et c'est la fonction des partis que de se battre pour donner la possibilité au peuple de s'exprimer et de choisir ses représentants et ses institutions. »

PENDANT LES MASSACRES, LES PLANS D'AJUSTEMENT S'APPLIQUENT

Le régime utilise cette période pour exécuter les plans d'ajustement structurel du FMI.

On peut ainsi lire dans l'éditorial de janvier 1996 de *Tribune ouvrière* : « *Et que prévoit Zéroual pour 1996 ?* »

« Pendant que la guerre redouble d'ampleur, financée par les recettes de la nation, la plus grande œuvre de pillage de nos richesses, de bradage de la souveraineté nationale est en cours.

Liamine Zeroual a offert nos champs gaziers et pétroliers à Exxon, British Petroleum, Arco et autres compagnies étrangères, plus particulièrement américaines, qui, tels des rapaces, détournent nos ressources des besoins de la nation.

Avec le rééchelonnement de la dette, la dévaluation permanente du dinar et les nouveaux crédits, dès 1997, l'Algérie sera confrontée à 40 milliards de dollars d'endettement.

Après avoir provoqué la même situation au Mexique, les banques américaines ont décidé, suite à l'effondrement du peso, de confisquer tout simplement les recettes pétrolières pour le remboursement de la dette. C'est le sort que réserve le FMI pour l'Algérie. C'est à cela que veut nous mener Zeroual. »

Aux élections législatives de juin 1997, le PT obtient 4 sièges de députés, dont Mustapha Ben Mohamed (secrétaire général du PT) et Louisa Hanoune (porte-parole du PT).

Pour le Parti des travailleurs, cela ne change rien à la nature de l'Assemblée populaire nationale (APN), qui est, selon le mot de Louisa Hanoune mille fois répété, « *une cathédrale dans le désert* », c'est-à-dire une institution du régime qui avalise toutes ses décisions. Pour le PT, il s'agit d'utiliser l'APN comme une tribune et y combattre pied à pied toutes les contre-réformes.

Dans un éditorial de *Tribune ouvrière*, en juin 1997, on peut lire :

« Avant même l'installation de l'APN et conformément à la devise "Après nous, ce sera encore nous", Liamine Zeroual a désigné Ahmed Ouyahia pour constituer le nouveau gouvernement, alors que se multiplient les grèves contre sa politique du bulldozer (...).

Le secrétaire général du Parti des travailleurs, Mustapha Ben Mohamed, qui a présidé en tant que doyen d'âge la séance d'ouverture de l'APN trois jours durant, incarnant la continuité de la lutte du peuple algérien pour exercer sa souveraineté, a, dans son discours d'ouverture, interpellé tous les députés quant à l'urgence de réaliser l'aspiration profonde et unanime à la paix.

Déjà, le 5 juin, et avant même l'annonce des résultats du scrutin, le porte-parole du Parti des travailleurs adressait une lettre ouverte à Liamine Zeroual en ces termes :

"Monsieur le Président,

Ce jour, jeudi 5 juin 1997, ont eu lieu les élections législatives.

Indépendamment des conditions dans lesquelles a été préparé et s'est déroulé le scrutin, de ses résultats et donc de la composition de la nouvelle Assemblée, que tout citoyen ou parti est en droit d'apprécier, les problèmes fondamentaux auxquels se trouve confronté le peuple algérien, et principalement cette guerre meurtrière, demeurent entiers. J'en veux pour preuve

les bombes qui, au cœur d'Alger, viennent de provoquer de nouveaux massacres horribles, endeuillant des dizaines de familles dans les quartiers pauvres.

Monsieur le Président,

Comme vous le savez, au nom de mon parti, j'ai signé, en janvier 1995, la plateforme du contrat national pour aider à dégager une solution politique et pacifique à même d'arrêter l'effusion de sang, de rétablir la fraternité par la restauration des conditions normales d'exercice de la politique pour toutes les Algériennes et tous les Algériens, condition sans laquelle tout avenir est hypothétique. C'est exclusivement pour cette même raison, le rétablissement de la paix, que mon parti a décidé de participer aux élections du 5 juin.

Monsieur le Président,

Durant cette campagne électorale, j'ai rencontré et écouté des milliers d'Algériens et d'Algériennes qui, au compte de l'écrasante majorité, sont venus crier leur douleur, exprimer avec force leur aspiration profonde à la paix, à une vie digne.

Meurtris par cette guerre et par des conditions de vie devenues inhumaines, les dizaines de milliers d'Algériennes et d'Algériens que j'ai rencontrés ont, par leur présence massive, par leurs appels, répété ce qu'une mère de famille blessée dans l'attentat meurtrier du 16 janvier vous a demandé à l'hôpital Mustapha sous le cri de "Monsieur le Président, faites quelque chose pour que cela cesse..." Vous aviez alors répondu : "Je ferai l'impossible..." Depuis, vous avez été réélu en novembre 1995 comme président de la République. Votre campagne électorale avait pour symbole la colombe de la paix. Malheureusement, à ce jour, des Algériennes et des Algériens continuent de mourir chaque jour, allongeant la liste macabre et insupportable des victimes de cette guerre épouvantable.

Monsieur le Président,

Après avoir constaté les dégâts terribles occasionnés par cette guerre sans issue et qui gangrène notre pays, notre tissu social et national, menaçant jusqu'à son unité, après avoir écouté tant d'appels à l'arrêt de l'effusion de sang, après avoir palpé tant de souffrances, mais aussi et par-dessus tout l'espoir que se taisent les armes pour que nous ne perdions pas tous notre part d'humanité, je considère de mon devoir de m'adresser à vous.

Au nom de mon parti, de toutes celles et de tous ceux qui m'ont chargé de leur immense espoir de voir régner à nouveau la paix, la

sérénité et la fraternité, je vous demande solennellement de me recevoir pour discuter des conditions politiques à même de permettre le rétablissement de la paix, une paix véritable, durable, pour préserver ce qu'il y a de plus cher, à savoir les vies humaines, mais aussi les infrastructures, l'intégrité du pays, car il y va de l'avenir de l'Algérie, de celui des générations futures.

Veuillez croire, Monsieur le Président, en mon attachement indéfectible à la paix et à la démocratie.

Alger, le 5 juin 1997 » (Louisa Hanoune).

(...) Dans l'APN, les députés du Parti des travailleurs ne ménageront aucun effort pour que, en plus du FFS, d'autres courants prennent en charge la revendication de la paix. Et c'est parce qu'il a démontré durant la campagne électorale qu'il est, malgré les pressions et la censure, "le parti qui dit ce qu'il fait et qui fait ce qu'il dit", et que l'arrêt de la double guerre est réaliste et réalisable, que le PT enregistre des adhésions massives, qui traduisent non seulement l'espoir que cesse cette guerre monstrueuse, mais aussi la volonté des travailleurs, paysans et jeunes de s'organiser pour la concrétisation de cet espoir. »

Dans l'APN, sur cette orientation, les députés du PT vont mener le débat sur la question des « disparus », c'est-à-dire des personnes dont on ne sait où elles sont, très probablement dans des geôles militaires ou plus certainement exécutés.

Une large campagne, menée par le PT, pour le rétablissement de la paix va rassembler des dizaines de milliers de signatures, culminant dans une « conférence pour la paix » dans la ville de Boumerdès en 1998. Ce succès traduit une montée de plus en plus forte dans la population d'exigence de paix. Le régime est dans une impasse. La guerre sans fin, combinée aux ravages dans le pays du fait de sa politique d'ajustement, menace le pays d'éclatement. Le déclenchement de la guerre en Yougoslavie en 1991, qui va entraîner sa dislocation, sonne comme un tocsin pour les partisans de la défense de l'unité et de la souveraineté de l'Algérie. Le journal du PT va expliquer, et il sera largement entendu, qu'en Bosnie en 1996, ce n'est pas une guerre entre chrétiens et musulmans, mais une guerre des grandes puissances contre tous les peuples de Yougoslavie.

Le régime vacille et, en son sein, la guerre des clans fait rage. Le clan des éradi-

cateurs jusqu'au-boutistes est mis en minorité. C'est donc pour la première fois un civil, mais ancien combattant de la Libération nationale, Abdelaziz Bouteflika, qui sera le candidat du régime à l'élection présidentielle de 1999.

A cette élection présidentielle, Louisa Hanoune sera également candidate sur trois thèmes principaux : la paix dans le pays, l'arrêt des plans de liquidation, la démocratie et l'Assemblée constituante.

Le candidat Bouteflika, pour préserver le régime, fait campagne en intégrant la question de la paix et la nécessité de correctifs à la politique économique et sociale.

LE COMBAT DU PT DANS LA NOUVELLE SITUATION OUVERTE PAR LA CRISE DU RÉGIME

Dès l'accession au pouvoir de Bouteflika, le PT, prenant au mot ses déclarations sur la paix, s'adresse, dans une lettre ouverte massivement contresignée dans tout le pays, au nouveau président de la République :

« Monsieur le Président,

Nous sommes meurtris par la violence qui déchire notre pays depuis plus de sept ans, fauche chaque jour des vies humaines, endeuille des familles, déracine des populations et décompose le tissu social. Vous savez que notre vœu le plus cher, c'est que cesse l'effusion de sang et que les problèmes soient réglés par les moyens de la politique et dans la transparence.

Alors, décrétez la paix ! Vous en avez l'autorité et les pouvoirs.

Pour la concrétiser, convoquez un Congrès national algérien dont feront partie les corps constitués, les personnalités influentes, pour ensemble et dans la transparence lancer un appel à l'arrêt de la violence.

Afin que la paix soit durable, irréversible :

— Gelez la politique économique en cours, qui a entraîné un chômage massif, des épidémies, la dégradation de la santé publique, l'exclusion massive des enfants du système scolaire.

Cette politique, qui a plongé dans la misère totale des millions d'Algériens, alimente la violence, menace l'Etat dans son existence. Nous voulons une alternative qui consacre le droit au travail, à la santé, à l'instruction, à la dignité.

En termes clairs :

— Interdisez toute fermeture d'entreprise, tout licenciement.

— Ordonnez le paiement des salaires et retraites, leur indexation sur le coût de la vie.

Et pour consacrer le respect des droits de l'homme :

— Ordonnez le règlement du dossier des disparus, des cadres emprisonnés.

— Libérez les détenus d'opinion.

— Abrogez les lois d'exception.

Monsieur le Président,

Ce sont là des mesures minimum, vitales, qui de notre point de vue sont à même d'amorcer le règlement positif des problèmes fondamentaux, dans la voie du retour effectif à la paix. Nous refusons de souffrir davantage, de voir notre pays s'installer dans le chaos, la confusion source de tous les dérapages.

Nous voulons vivre en paix, dans la sérénité, la clarté, pour construire notre avenir. »

Dans un premier temps, Bouteflika fait adopter une loi de « concorde civile » en 1999, qui prévoit une amnistie partielle pour les islamistes armés.

Il convoque un référendum pour faire adopter un texte dont le but est de « *restaurer la paix civile en Algérie* ». Celui-ci prévoit le droit à la réparation pour les familles de « disparus », l'amnistie pour ceux qui ont pris le maquis s'ils déposent les armes.

Mais le texte prévoit également une amnistie complète pour les Forces de sécurité, responsables — tout le monde le sait — de véritables carnages. L'article 46 de l'ordonnance prévoit même des peines de prison de trois à cinq ans pour « *quiconque, qui, par ses déclarations ou écrits, utilise les blessures de la tragédie nationale pour porter atteinte aux militaires de la République* ».

Avec la paix ressurgit la lutte des classes. Soumis à la guerre meurtrière durant dix ans, le peuple sous le boisseau de l'état d'urgence est écrasé par le régime. Une chape de plomb pèse sur le pays. Avec le rétablissement de la paix, qui sera effectif au début des années 2000, avec les nouvelles mesures annoncées par le président, les mobilisations ouvrières et démocratiques ressurgissent, les grèves se multiplient. Le PT va d'ailleurs mener une vaste campagne

en 2001 contre la dénationalisation des mines.

Mais cette année 2001 est marquée par une nouvelle explosion en Kabylie.

LE COMBAT DU PT POUR LA RECONNAISSANCE DE LA LANGUE BERBÈRE

Dès sa fondation, le PT avait pris position pour la reconnaissance du tamazight (la langue berbère) comme langue nationale et officielle, à égalité avec l'arabe.

Face à la vague gréviste de 2001, et notamment à l'appel de l'UGTA à une grève des travailleurs du gaz et du pétrole, le régime, une nouvelle fois, va jouer la carte de la division entre berbérophones et arabophones. Un dirigeant du PT revient, en 2002, sur les événements de Kabylie :

« Les 20 et 21 mars 2001, la fédération des pétroliers (UGTA) organisait une grève générale contre la privatisation de la Sonatrach (l'entreprise nationale des hydrocarbures, qui génère 80 % des recettes en devises du pays), grève recevant le soutien des différents secteurs d'activité et paralysant ainsi le pays pendant deux jours.

Une semaine plus tard, les travailleurs des finances, des banques et des impôts se mettaient en grève contre la réforme du système bancaire et fiscal. C'est à ce moment, dans une période où la mobilisation de la classe ouvrière s'accroît pour faire barrage à l'application des contre-réformes économiques et à la privatisation des entreprises publiques et contre leur démantèlement, que l'impérialisme et ses relais ont organisé une provocation contre le peuple travailleur algérien.

La provocation s'est matérialisée par l'assassinat d'un jeune lycéen, arrêté sans aucune raison, à l'intérieur des locaux de la gendarmerie, le 19 avril 2001, en Kabylie. Le choix du moment et du lieu de la provocation n'est pas le fruit du hasard.

En effet, en Kabylie (région berbérophone), la population se bat depuis de longues années pour une revendication démocratique nationale, c'est-à-dire la reconnaissance de la langue tamazight (langue berbère) comme langue nationale et officielle dans la Constitution algérienne.

Le 20 avril, date symbole pour la reconnaissance du tamazight, est commémoré chaque année par l'organisation de marches et de manifestations de la jeunesse,

des travailleurs, des femmes et de toute la population dans toutes les villes de la région.

Le 20 avril 1980 avait été le théâtre d'une répression sanglante de la jeunesse étudiante et des travailleurs par les forces de répression au cours de la marche organisée dans le cadre du parti unique du FLN.

Ces affrontements s'étaient prolongés plus d'une semaine dans toute la Kabylie. Trois jours après l'assassinat du jeune lycéen, la veille du printemps berbère 2001 et à la suite de déclarations provocatrices du responsable de la gendarmerie et du ministre de l'Intérieur, et à l'enlèvement d'un groupe de lycéens à Béjaïa, des manifestations de jeunes sont organisées dans toutes les villes de la Kabylie et sont féroceement réprimées par les services de la gendarmerie, causant plus de 100 morts et des milliers de blessés. Toutes les villes sont le théâtre d'affrontements sanglants, qui durent plusieurs semaines. »

En 2002, le président Bouteflika prendra de premières mesures allant dans le sens de la reconnaissance de la langue berbère.

Pour le PT, défendre l'unité du peuple algérien et la souveraineté de l'Algérie exige de reconnaître totalement les droits de la composante berbérophone, à égalité avec la composante arabophone.

Le 5 avril 2002, se tient un meeting, au Zénith de Paris, sous l'égide de l'EIT. Il se tient quelques mois après les attentats du 11 septembre 2001, qui ont été saisis comme prétexte pour déclencher la guerre en Afghanistan et développer une « guerre mondiale contre le terrorisme », en réalité une guerre contre les peuples.

Louisa Hanoune prend la parole dans ce meeting devant des milliers de participants :

« Le peuple algérien vient de commémorer le 19 mars une date historique : les accords d'Évian, le cessez-le-feu consacrant l'indépendance de mon pays. Mais, vous le savez, ces accords n'ont pu être signés que parce qu'ils garantissaient, ils reconnaissaient pour le peuple algérien le droit de se réapproprier toute sa terre, contre tout plan de partition. Et le peuple algérien, dans sa lutte pour la liberté, pour vivre en paix, ne luttait pas contre les travailleurs et la jeunesse de France, il ne luttait pas même contre ceux qu'on appelait les Français d'Algérie — un million. Il luttait parce que 11 millions d'Algériens vivaient sous statut d'indigénat. Il luttait pour pouvoir vivre sur sa terre, contre l'exploitation et l'oppression. Il voulait vivre de la richesse de cette

terre, il voulait que les enfants soient scolarisés et qu'ils soient soignés. Il voulait des logements, il voulait du travail. Ils voulaient simplement vivre comme des êtres humains.

40 ans après les accords de cessez-le-feu

Amis et camarades, en ce quarantième anniversaire des accords d'Evian, du cessez-le-feu pour l'indépendance de l'Algérie, vous le savez, mon pays compte parmi les nations les plus menacées sur terre. Menacée de dislocation. La victoire qu'avait arrachée le peuple algérien, c'était la nation. C'était enfin de fonder un Etat. Le peuple algérien s'est battu avec ses deux composantes linguistiques, parce qu'il en a deux : il a une composante arabophone et une composante berbérophone, amazighophone. Les deux composantes ont été soudées, elles ont consenti les mêmes sacrifices, un million et demi de morts, la torture, les persécutions, les camps, le bannissement, les villages rasés. Les deux composantes étaient soudées par la même aspiration nationale : fonder un Etat et vivre librement, avoir l'égalité.

Notre nation est menacée parce que, bien avant le 11 septembre, depuis dix ans déjà, une guerre de décomposition sociale ravage mon pays. Près de 200 000 morts, un million de victimes parmi les blessés et les mutilés, des milliers de disparus et de prisonniers d'opinion. Même si nous ne partageons pas leur point de vue politique, ce sont des prisonniers d'opinion. Et vingt milliards de dollars de dégâts. La guerre, malheureusement, n'est pas finie ; chaque jour sont fauchées des vies humaines. Parce que, et nous continuons à nous battre pour cela, il n'y a toujours pas d'issue politique, pacifique, à la crise. Pour rétablir la paix, pour que se taise le langage des armes. Mais les enjeux, il faut qu'on les connaisse, parce que c'est le sort de toutes les nations qui est en train d'être scellé dans la même voie : celle qui ravage mon pays.

Les enjeux, c'est le bilan qui en parle. Dix ans de guerre : restrictions en matière de libertés, mais aussi 1 500 entreprises dissoutes, parce qu'il y a eu un plan d'ajustement structurel. Près d'un million d'emplois ont été perdus. Avec, bien sûr, la propagation de toutes sortes d'épidémies, des maladies qui étaient enrayées après l'indépendance, sans oublier le travail des enfants et la déréglementation qui s'est installée. C'était donc celui-là, l'enjeu. Et comme si cela ne suffisait pas, et parce que ces dix ans de guerre n'ont pas réussi à

détruire l'unité de mon pays, depuis avril 2001, un processus a été impulsé pour démembrer la nation algérienne. Et là aussi, l'enjeu est le même, mais autrement plus important : il s'agit de la privatisation des secteurs stratégiques, y compris des hydrocarbures, qui sont la principale ressource de la nation.

Et parce qu'il y a eu mobilisation, grève générale dans les hydrocarbures, grève dans les banques, grève dans différents secteurs, un mois plus tard, une partie de l'Algérie a été ciblée par la provocation et la répression : la Kabylie. Cibler la Kabylie, c'est ouvrir la voie au démembrement de la nation, parce qu'il se trouve que la Kabylie est porteuse d'une revendication démocratique et nationale, qui remonte à des décennies : la reconnaissance de la langue tamazight comme langue nationale et officielle. Mais aussi, c'est une région qui a toujours été à l'avant-garde des luttes pour la démocratie et pour l'indépendance nationale. En ciblant la Kabylie, ce qui est à l'ordre du jour est le dépeçage de la nation algérienne. Parce qu'en réalité, c'est le sud algérien, riche en hydrocarbures, qui est visé.

Le Parti des travailleurs n'a eu de cesse, depuis le début de cette crise particulièrement dangereuse, d'interpeller, de faire des propositions, pour la satisfaction des revendications. La population, en Kabylie, comme partout ailleurs en Algérie, veut vivre en paix. Elle veut l'arrêt de l'oppression et de l'injustice. Elle veut l'arrêt de l'impunité, parce qu'il y a eu des assassins. Elle veut vivre dans la dignité : du travail, du pain. Les mêmes mots d'ordre qu'ont portés les Algériennes et les Algériens lorsqu'ils luttèrent pour l'indépendance nationale. Et malheureusement, parce qu'il y a eu une impasse qui a longtemps duré, parce que le pourrissement s'est installé, des voix, minoritaires, certes — mais elles se sont quand même élevées —, ont prôné la régionalisation du pays, l'autonomie de la Kabylie. Ces voix-là sont minoritaires, la population n'a eu de cesse de clamer son attachement à l'unité de la nation. Mais nous avons vu comment ces procédés ont été utilisés ailleurs.

Et nous savons quel en est l'enjeu. C'est comme au Zaïre : des multinationales se font la guerre pour prendre les marchés et les richesses, en utilisant les populations locales comme chair à canon dans les conflits armés prétendument ethniques. Dans mon pays, il n'y a pas de conflit ethnique. Dans mon pays, il y a un seul peuple avec deux composantes linguistiques. Il y a

des revendications démocratiques nationales. Et nous nous sommes battus, les députés du Parti des travailleurs, les militants du Parti des travailleurs, nous avons exigé l'arrêt de la répression, nous avons exigé la prise en charge immédiate de toutes les aspirations.

Le 11 septembre est arrivé pour aggraver la situation dans mon pays, parce qu'en plus de tout cela, il y a la menace d'ingérence, d'intervention directe, dans la mesure où il y a des groupes terroristes ; ils ont été intégrés par les services américains sur la liste des organisations à traquer. En réalité, l'enjeu est à chercher ailleurs, comme d'habitude.

Pour la reconnaissance du tamazight

C'est la même guerre qui est dirigée contre les travailleurs et les peuples partout. C'est à cela que sert la lutte contre le terrorisme. Demandez-le au peuple algérien, il le vit depuis maintenant dix ans. Nous avons continué à nous battre. Des élections ayant été convoquées pour le 30 mai, face à tous les dangers qui guettent la nation algérienne, pour faire barrage aux menaces de dislocation, pour fermer la voie devant l'aventure, le Parti des travailleurs a décidé de se présenter, il a préparé des listes sur l'ensemble du territoire national, et y compris dans l'émigration. Les élections ne seront pas libres, et elles ne seront pas propres. En l'absence de paix et tant qu'il y a l'état d'urgence, tant que des centaines de milliers d'armes circulent et sont utilisées à des fins particulières, il ne saurait y avoir d'élections libres. Mais dans la situation, notre responsabilité, alors que dans le monde entier sont menacés les cadres nationaux, c'est de défendre l'intégrité de la nation algérienne. Nous nous en sommes expliqués en disant : nous serons avec les Algériennes et les Algériens pour arracher les revendications, pour défendre la nation algérienne.

Mais, amis et camarades, c'est vrai que c'est une période tourmentée. C'est vrai que c'est un monde effrayant. Cela dit, nous avons déjà pu constater, un peu partout, que ce n'est pas trop tard. Alors, oui, le combat mené depuis des décennies a été payant : le 12 mars, a été annoncée la décision de constitutionnaliser le tamazight comme langue nationale, son intégration dans la Constitution algérienne. Et le 8 avril prochain, lundi prochain, l'Algérie a rendez-vous avec son destin, parce que ce jour-là, les deux chambres du Parlement devront se prononcer sur cette question. Nous avons appelé à voter massivement,

car c'est une victoire considérable. Certes, il y a encore beaucoup de problèmes à régler, mais c'est une victoire de la nation algérienne, de décennies de combat, des militants qui ont été réprimés. C'est une cause qui remonte au moins à 1949, et c'est une victoire pour l'unité du peuple algérien, menacé de désintégration.

Oui, pour nous, c'est une victoire, dans la voie de la République des citoyens égaux. C'est un point d'appui pour l'abrogation du Code de la famille, pour arracher les augmentations de salaires, pour lesquelles il y a eu des grèves en permanence ces derniers temps. Cela prouve que c'est possible, que nous pouvons encore gagner. Et nous nous battons.

Mais, camarades, je vous l'ai dit, l'enjeu et les contradictions qui s'expriment dans mon pays, ce sont des contradictions internationales. Parce que, en même temps que sont annoncées des mesures d'apaisement, des mesures politiques pour satisfaire cette revendication, la provocation et la répression ont repris férocement en Kabylie, isolant de fait cette région et la plongeant dans une situation des plus atroces. Qu'est-ce que cela signifie ? Voudrait-on imposer au peuple algérien d'aller aux élections sans la Kabylie, d'accepter de fait la mise en œuvre du processus de dislocation ? Il ne saurait en être question.

Alors, le Parti des travailleurs, tout en enregistrant la victoire, en exigeant la libération des emprisonnés, l'arrêt de la répression, a demandé aux institutions de reporter les élections, pour que soient réunies les conditions afin que chaque Algérienne et chaque Algérien, quelle que soit sa langue maternelle, se dispose librement, qu'il vote, qu'il boycotte, mais qu'il se prononce en tant que citoyen, pas sous la terreur, pas sous la contrainte.

Encore une fois, camarades et amis, je voudrais relever quelque chose qui établit que partout, à l'échelle mondiale, l'enjeu, ce sont les privatisations, c'est la déréglementation, c'est la destruction des organisations. Parce que disloquer l'Algérie, c'est disloquer les travailleurs algériens qui luttent contre les privatisations. C'est disloquer les services publics, faciliter la privatisation.

Ce n'est pas un hasard si les dernières provocations coïncident avec l'annonce de la privatisation de 242 entreprises juteuses, cependant que la Banque mondiale et le FMI considèrent que ça traîne en Algérie par rapport aux privatisations.

Oui, il y a résistance. Oui camarades, nous sommes en train de nous battre dans cette situation extrêmement difficile. Mais notre objectif, dans lequel versent toutes nos luttes, c'est la défense de l'unité, et l'intégrité de la nation algérienne. Parce que, sans cela, le cadre dans lequel peuvent s'exprimer les luttes, le cadre dans lequel on peut arracher des victoires et des droits, le cadre dans lequel on peut instaurer la démocratie et la paix, ce cadre disparaîtrait. Et nous ne pourrions donc, à ce moment-là, nous organiser nationalement. »

En avril 2002, le président Bouteflika a en effet convoqué le Congrès (Assemblée et Sénat) pour le vote de la reconnaissance du tamazight comme langue nationale. Au nom du PT, Louisa Hanoune demande la reconnaissance du tamazight et sa constitutionnalisation. Elle indique que le PT votera pour ce texte, qui est un premier pas. Puis, en 2016, à l'occasion d'un débat sur la loi de Finances, le groupe parlementaire du PT présente un amendement pour donner les moyens financiers à une reconnaissance du tamazight comme langue nationale et officielle. Cet amendement est rejeté, y compris par les partis dont la base est en Kabylie. Dans la région, surgissent des protestations de la part des jeunes, notamment à l'égard des partis kabyles.

Par crainte de nouveaux débordements, quelque temps plus tard, le président Bouteflika contredit le vote de son Assemblée nationale en reconnaissant le tamazight comme langue officielle et nationale. C'est là, d'une part, l'expression de la crise du régime, et, d'autre part, du rôle joué par le groupe parlementaire du PT, en articulation avec la mobilisation sur le terrain.

Cette question est majeure pour le PT, qui combat contre les menaces d'ingérence en Algérie et de dislocation du pays, et qui cherchent à diviser le peuple algérien entre ses deux composantes — politique dont on a vu les résultats dans d'autres pays qui sont toujours déchirés par la guerre.

Louisa Hanoune, elle-même arabophone, a toujours expliqué que s'il n'y a qu'un seul peuple algérien, il a deux composantes : arabophone et berbérophone, qui doivent être traitées à égalité. C'est pourquoi elle s'est toujours rigoureusement opposée à ce que l'on parle d'Arabes et de Berbères comme deux « ethnies » différentes en Algérie.

Lors du dernier congrès du PT, fin décembre 2018, elle est revenue sur cette

question dans son discours d'ouverture : « *Nous sommes Africains, Amazigh, et nous sommes apparentés à l'aire arabo-musulmane. Notre sort est lié à celui des peuples maghrébins.* »

LE COMBAT INTERNATIONALISTE DU PARTI DES TRAVAILLEURS

En 2010, les menaces et les pressions sur l'Algérie se renforcent. On exige de l'Algérie de s'intégrer, au nom de « la lutte contre le terrorisme », aux dispositifs militaires impérialistes en Afrique. Ce que le gouvernement algérien refuse, comme il a refusé de soutenir la guerre contre l'Irak en 2003. Cette résistance, bien que partielle, déchaîne les menaces impérialistes.

La conférence d'urgence de 2011 est appelée en commun par le PT et l'UGTA, contre la guerre et les menaces sur l'Algérie, avec l'appui de l'EIT. Elle exprime le long combat du PT, dans le cadre de l'EIT, et ce depuis sa fondation à Barcelone en janvier 1991, à laquelle participent Louisa Hanoune et une délégation algérienne.

C'est ainsi que, durant 40 ans, Louisa Hanoune et des militants algériens participent à toutes les conférences mondiales ouvertes appelées par l'EIT, mais aussi au Tribunal Afrique à Los Angeles en 2000 pour juger des crimes du colonialisme et de l'impérialisme, à une série de conférences en Afrique et ailleurs.

Le PT participera activement aux campagnes de l'EIT contre la guerre, notamment aux guerres destructrices d'Irak, de Syrie et de Libye. Il mènera campagne en Algérie face à certaines tentatives de remettre en cause la position traditionnelle de l'Algérie de soutien à la Palestine.

En 2001, face à l'agression sioniste contre Gaza, le PT décide, malgré l'interdiction des manifestations à Alger, d'organiser un rassemblement, avec les députés en tête. Les brigades anti-émeutes dispersent le rassemblement. Une photo fera le tour de la presse, celle de Louisa Hanoune, à terre, après avoir été matraquée.

En 2010, un an avant la conférence d'urgence, s'était tenue à Alger la 8^e Conférence mondiale ouverte (CMO) sous l'égide de l'EIT. A l'issue de cette conférence, est mise en place une coordination internationale de l'EIT avec une quinzaine de militants des continents africain, améri-

cain, asiatique et européen. Le PT d'Algérie et le POI de France en assurent la logistique pour les réunions à Paris et à Alger, en alternance. Aujourd'hui, Louisa Hanoune est toujours la coordinatrice de cette instance, avec Dominique Canut pour le POI. Depuis cette date, de manière régulière, cette coordination se réunira pour organiser les activités de l'EIT. Un an plus tard, cette CMO est suivie par une conférence d'urgence que nous avons évoquée précédemment.

En 2017, la 9^e CMO se tient à Alger, avec la participation de 230 délégués de 42 pays. A cette occasion sera lancée la proposition de mettre en place un Comité international de liaison et d'échanges (Cilé), qui a tenu sa première session en juin 2018, à Paris.

C'est précisément la compréhension par la direction du PT du caractère international du capital financier qui l'amène dans un même mouvement à lutter pour la souveraineté de l'Algérie, contre toute ingérence extérieure, et à situer ce combat contre l'impérialisme avec les forces qui, dans le monde entier, luttent pour l'émancipation des travailleurs.

Le combat international du PT ne relève pas d'une solidarité généreuse. Par sa double filiation, nationaliste et internationaliste, il sait le rôle qu'ont joué les révolutionnaires et les travailleurs français contre la guerre d'Algérie, et il sait ce qu'est la réalité du capitalisme, une réalité internationale dont les lois s'expriment dans tous les pays.

LA NATURE DE CLASSE DE L'ÉTAT ALGÉRIEN

Pour saisir pleinement la politique mise en œuvre par le PT, « contrat de Rome », adresse au régime pour la paix, ainsi que la tactique qui va être mise en œuvre dans les années 2000, il faut revenir sur ce qui découle de sa filiation au mouvement ouvrier et révolutionnaire, notamment en ce qui concerne les rapports entre impérialisme et pays dominés.

L'Algérie n'est pas un pays impérialiste, et, tout comme le Brésil, l'Égypte, l'Afrique du Sud, l'Inde, etc., il est un pays dominé par l'impérialisme. Certes chaque pays a ses spécificités. Dans le cas de l'Algérie, l'indépendance a été non pas octroyée, mais elle est le produit d'une victoire de la lutte de libération nationale qui a provoqué la mort

de 1,5 million d'Algériens contre le colonialisme français entre 1954 et 1962.

En 1962, la révolution algérienne mettait à l'ordre du jour la nationalisation de toute l'économie (qui, rappelons-le, était entre les mains des colons français) et l'instauration d'une démocratie. L'appareil dirigeant du FLN va, à l'inverse, établir le régime du parti unique, et, sous couvert de « socialisme à l'algérienne », soumettre le pays aux règles du marché mondial. Bien évidemment, les conditions de l'indépendance ne permettent pas au régime de soumettre totalement le pays comme le font certains gouvernements en Afrique. Il a été obligé de résister partiellement aux exigences de l'impérialisme pour privatiser une partie de l'économie, de refuser d'engager l'armée algérienne en dehors des frontières nationales, et d'autres mesures de ce type.

Le régime du parti unique n'est pas la naissance d'une bourgeoisie nationale souveraine, comme en Europe aux XVIII^e et XIX^e siècles, mais une clique petite-bourgeoise qui a confisqué la révolution et jouit de ses privilèges du fait de sa position politique, et cherche y compris face à l'impérialisme à défendre ses intérêts.

Mais fondamentalement, comme le souligne Léon Trotsky, « *les pays coloniaux et semi-coloniaux ne sont pas sous la domination d'un capital indigène, mais de l'impérialisme mondial* ». Ces régimes ne peuvent pas s'extraire des lois du marché mondial, dominé par le capital, sans se heurter aux puissances impérialistes. De ce point de vue, il y a une différence entre les régimes qui cherchent, en rapport avec les développements de la lutte des classes, à résister, même partiellement, et ceux qui appliquent l'ensemble des exigences de l'impérialisme.

Même dans le premier cas, cela ne fait pas d'eux des gouvernements ouvriers et paysans. Il faudrait pour cela qu'ils s'engagent dans une voie de rupture conséquente avec l'impérialisme.

Mais pour les masses ouvrières et paysannes et leur combat, cela fait une différence — que des révolutionnaires ne peuvent ignorer —, parce qu'ils partent de l'appréciation fondamentale selon laquelle les masses ont la capacité de s'ouvrir une issue par leur propre lutte de classe. Trotsky explique :

« Tout gouvernement peut créer dans une situation semblable une position dans

laquelle il oscille, penchant tantôt vers la bourgeoisie nationale et les ouvriers, et tantôt vers le capital étranger. Pour tenir les ouvriers, ils intègrent les syndicats à l'Etat » (*« Discussion sur l'Amérique latine », Œuvres*, tome 19, page 129).

Cela signifie pour les révolutionnaires œuvrer concrètement selon la situation du pays et la nature du régime. Et Trotsky rappelle :

« L'IC soutient tout mouvement national révolutionnaire dirigé contre l'impérialisme sans perdre de vue que seule une ligne révolutionnaire conséquente, basée sur la participation des grandes masses à la lutte active et la rupture sans réserve avec tous les partisans de la collaboration avec l'impérialisme, peut mener les masses opprimées à la victoire » (*ibidem*).

Et il ajoute :

« Dans tous les cas où elle (*la bourgeoisie nationale* — *Ndlr*) affronte directement les impérialistes étrangers ou leurs agents réactionnaires fascistes, nous lui donnons notre plein soutien révolutionnaire, tout en conservant l'entière indépendance de notre organisation, de notre programme, de notre parti » (*ibidem*).

Instaurer la souveraineté nationale exige le contrôle de l'économie, et passe donc par la rupture de tous les liens avec l'impérialisme, par la prise du pouvoir par les ouvriers et les paysans.

C'est pourquoi, au IV^e Congrès de l'Internationale communiste, les thèses sur « *la question d'Orient* » définissent la forme particulière du combat pour le front unique dans ces pays qui ne sont pas impérialistes : le front unique anti-impérialiste (FUA), qui « *est d'autant plus nécessaire que les classes dirigeantes indigènes tendent à établir des compromis avec le capital étranger, et ces accords affectent les intérêts de base des masses populaires.* »

De même que le mot d'ordre de FUA a aidé et aide encore en Occident à démasquer la trahison commise par les sociaux-démocrates contre les intérêts du prolétariat, de la même manière le mot d'ordre de front unique anti-impérialiste contribuera à démasquer les hésitations et incertitudes de divers groupes du nationalisme bourgeois » (3).

Trotsky insiste : seul le prolétariat, à l'époque de l'impérialisme, peut réaliser les tâches nationales et démocratiques :

« Dans la mesure où les tâches sont démocratiques au sens historique large, ce sont des tâches démocratiques bourgeoises, mais là, la bourgeoisie est incapable de les résoudre (...). Dans le cours de la lutte pour les tâches démocratiques, nous opposons le prolétariat à la bourgeoisie. »

La seule révolution « démocratique » conséquente, c'est la révolution prolétarienne expropriatrice du capital, par la conquête du pouvoir politique de la classe ouvrière à travers les soviets.

En mai 1940, la Conférence extraordinaire de la IV^e Internationale adoptera, outre le document fondamental — le *Manifeste d'alarme* (4) —, une résolution intitulée « *Le monde colonial et la seconde guerre impérialiste* ». Ce document souligne la portée révolutionnaire des mots d'ordre démocratiques et transitoires comme levier pour rassembler autour des ouvriers les masses paysannes et populaires, qui, ainsi, vont trouver la voie de l'organisation indépendante en comités, préfigurant les soviets, et d'une situation de double pouvoir :

« Le mot d'ordre d'Assemblée nationale ou Constituante reste le levier le plus puissant pour mener les masses au combat. Mais dans ce mot d'ordre, le parti révolutionnaire des travailleurs doit inclure tout le contenu de la révolution agraire et de la lutte pour la libération nationale (...).

Il ne faut pas laisser la lutte démocratique aux mains de la bourgeoisie nationale, mais il faut, dans une situation de montée du mouvement des masses, qu'elle s'exprime par la création de conseils ouvriers, de paysans, de soldats au niveau local, provincial et national en tant qu'organes de lutte de masse, et, tôt ou tard, en tant qu'organes du pouvoir des travailleurs » (5).

C'est ainsi que, par son propre mouvement d'organisation en comités et conseils ouvriers, le prolétariat, entraînant les masses, dépassera le cadre de la démocratie politique par l'instauration du pouvoir ouvrier des conseils, forme la plus élevée de la démocratie.

(3) *Les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste*, Bibliothèque communiste, Librairie du travail, juin 1934, page 177.

(4) Léon Trotsky, « *Le Manifeste d'alarme* », *Œuvres*, tome 24, page 27.

(5) *Les congrès de la IV^e Internationale*, tome 1 (1930-1940), éd. La Brèche, 1978, page 419.

POUR LA DÉFENSE DE L'INDÉPENDANCE DE CLASSE DES ORGANISATIONS

La tactique de front unique anti-impérialiste en direction des forces nationalistes petites-bourgeoises et même bourgeoises exige en permanence pour les révolutionnaires de mettre au centre la classe ouvrière, qui elle seule peut garantir la souveraineté nationale contre l'impérialisme.

De manière indissociable du FUA, il est nécessaire de combattre pour le front unique ouvrier.

C'est pourquoi Trotsky, soulignant le rôle de la classe ouvrière, insiste sur le combat pour l'indépendance des syndicats, parce que le prolétariat va jouer un rôle déterminant et décisif. Ce qu'il précise ailleurs :

« Chaque organisation, chaque parti, chaque fraction qui se permet une position ultimatisée à l'égard des syndicats, c'est-à-dire qui en fait tourne le dos à la classe ouvrière simplement parce que ses organisations ne lui plaisent pas, est condamné à périr. Et il faut dire qu'il mérite son sort.

Dans la mesure où le rôle principal dans les pays arriérés est joué par le capitalisme étranger, la bourgeoisie nationale occupe, pour ce qui est de sa position sociale, une situation inférieure à celle qui correspond au développement de l'industrie. Dans la mesure où le capital étranger n'importe pas de travailleurs mais prolétarise la population indigène, le prolétariat national joue rapidement le rôle le plus important dans la vie du pays. Dans ces conditions, le gouvernement national, dans la mesure où il essaie de montrer de la résistance au capital étranger, est forcé de s'appuyer plus ou moins sur le prolétariat.

Par contre, les gouvernements de ces pays, qui considèrent comme inévitable et comme plus profitable pour eux-mêmes de marcher la main dans la main avec le capital étranger, détruisent les organisations ouvrières et instaurent un régime plus ou moins totalitaire. Ainsi, la faiblesse de la bourgeoisie nationale, le manque de traditions du gouvernement intérieur, le développement plus ou moins rapide du prolétariat ébranlent les fondements de tout régime démocratique stable.

Les gouvernements des pays arriérés, c'est-à-dire coloniaux ou semi-coloniaux, prennent un caractère bonapartiste ou semi-

bonapartiste et diffèrent les uns des autres en ceci que les uns essaient de s'orienter dans une direction démocratique en cherchant un appui chez les ouvriers et les paysans, pendant que d'autres installent une forme de dictature militaire et policière.

Cela également détermine le sort des syndicats. Ou bien ils se trouvent sous le patronage de l'Etat, ou bien ils sont soumis à une cruelle persécution. Le patronage de l'Etat est dicté par deux tâches qui s'affrontent : premièrement, se rapprocher de la classe travailleuse tout entière et gagner ainsi un appui pour résister aux prétentions excessives de l'impérialisme ; deuxièmement, discipliner les travailleurs en les plaçant sous le contrôle d'une bureaucratie » (Léon Trotsky, « *Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste* », publié dans le dossier de *La Vérité*, n° 88, décembre 2015, document 8, pages 26 à 31).

Cette orientation est importante pour l'Algérie, qui a vu, du fait des conditions de son indépendance et du développement économique, se constituer une classe ouvrière puissante, organisée dans l'UGTA.

Celle-ci, lors de la confiscation par le régime de la révolution, a été partiellement intégrée au régime. Pendant des décennies, la direction était partie prenante du régime, mais en même temps le syndicat organisait les travailleurs, qu'ils soient arabophones ou berbérophones, matérialisant ainsi qu'il n'y a qu'une seule classe ouvrière. Depuis sa fondation, le PT combat pour l'indépendance de l'UGTA.

Avec la crise du régime, à la fin des années 1990, l'UGTA, centrale jusqu'alors semi-intégrée, a pris une relative autonomie. Les mobilisations massives des travailleurs l'ont contrainte à de nombreuses reprises à appeler à des grèves générales. Le PT, qui avait inscrit dans son programme de fondation le combat pour l'indépendance de l'UGTA, a commencé à recruter de manière importante des syndicalistes de l'UGTA.

Dans la nouvelle situation qui s'ouvre, le PT et ses militants vont mener des combats avec des structures régionales de l'UGTA. C'est ainsi que, face à la privatisation du plus grand complexe sidérurgique d'Afrique vendu à Arcelor Mittal, El Hadjar (dans la ville d'Annaba), le combat commun va durer trois ans. En 2010, un meeting avec des milliers d'ouvriers se tient dans la ville, avec les responsables de l'UGTA et Louisa Hanoune. En 2013, le gouvernement annonce renationaliser le complexe, et le

numéro d'octobre de *Fraternité* titre : « *Arcelor Mittal d'Annaba, renationalisation sans indemnités ni rachat. Une grande victoire pour la nation.* » Cette situation qui voit se matérialiser le travail commun entre la direction de l'UGTA et le PT débouchera sur de nombreux autres combats communs sur le terrain économique et social, mais aussi amènera l'UGTA à participer, en tant que coorganisateur avec le PT, à des conférences internationales.

Mais l'évolution de la direction de l'UGTA, ces dernières années, sous l'effet de la réorientation de la politique du régime et de la pression qu'il exerce sur la centrale, la conduira progressivement à renoncer à son autonomie et à se raccrocher au régime.

Dès 2015-2016, le PT va se différencier publiquement.

En juin 2016, *Fraternité* prend une position claire à l'occasion de la tripartite gouvernement-patronat-syndicats :

« (...) Tandis que la décision de supprimer la retraite anticipée a été prise avec le consentement de tous, y compris donc de l'UGTA. S'il est vrai que, comme le rappelle le communiqué de la tripartite, "*l'ordonnance n° 97-13 du 31 mai 1997 instituant le départ à la retraite sans condition d'âge est survenue dans une conjoncture particulière de mise en œuvre du programme d'ajustement structurel, à titre transitoire, pour atténuer les effets induits par la fermeture d'entreprises et les compressions d'effectifs*", il n'en demeure pas moins que cela est devenu un acquis, un échappatoire pour les travailleurs qui se sentent menacés par les réformes dans ce domaine, par la pénibilité dans certains postes ou par l'incertitude économique.

C'est d'ailleurs l'avenir incertain de leur entreprise, sans véritable plan de charge depuis des années, qui a fait réagir les travailleurs du complexe industriel SNVI (Société nationale des véhicules industriels) de Rouiba, en observant un sit-in devant leur entreprise. De nombreuses sections syndicales, dont celle de la SNVI, avaient pris d'assaut le siège de l'union locale de Rouiba en signe de protestation et menaçant d'aller plus loin dans leur réaction si cette mesure venait à s'appliquer.

En place et lieu de bavardages sur "*la sortie de l'économie nationale de la dépendance aux hydrocarbures*" et de "*la promotion de la production nationale*", le seul cas de la SNVI asphyxiée, illustratif à lui seul de la politique réelle du gouvernement envers les entreprises publiques et la pro-

duction nationale, aurait dû être inscrit par qui de droit à l'ordre du jour d'une telle réunion. »

Au sein de l'UGTA, une profonde maturation se produit, qui voit nombre de cadres nationaux ou départementaux de l'UGTA vouloir préserver son indépendance. Dans cette nouvelle situation d'alignement du secrétariat national de l'UGTA sur le régime, le PT, pour sa part, combine à la fois l'intervention dans l'UGTA et le travail avec les syndicats autonomes, qui se sont développés dans plusieurs secteurs du fait de la politique de blocage de la direction de l'UGTA. Des responsables des syndicats autonomes discutent régulièrement avec Louisa Hanoune et des dirigeants du PT, notamment de la perspective d'un congrès pour la constitution d'une nouvelle confédération syndicale.

Les militants du PT participent au combat pour la réappropriation de l'UGTA qui se mène en 2019, en plein processus révolutionnaire :

« Nous, unions des wilayates de Saida, Tlemcen, Tizi Ouzou et Bejaia, Fédération de la mécanique, métallurgie et électronique, union locale de la zone industrielle de Rouiba et membres du comité exécutif national, réunis le 22 avril 2019 au siège de l'union de wilaya de Tizi Ouzou...

Après un débat responsable et fructueux visant la réorientation de l'organisation vers sa ligne originale et son autorité historique telle que voulue par les martyrs Aissat Idir et Abdelhak Benhamouda :

1. Saluons la large et historique réponse du grand rassemblement national organisé le 17 avril 2019 et ayant provoqué tergiversation et panique dans le secrétariat national, et l'ayant poussé à tenir une réunion urgente le 21 avril 2019 des unions de wilayates et des fédérations nationales à l'effet de tromper les bases ouvrières par l'annonce de la date de la tenue du congrès national de l'organisation les 21 et 22 juin 2019, faisant fi du statut et en particulier de ses articles 36 et 44.

2. Nous attachons au rejet catégorique des décisions émanant de la session extraordinaire du comité exécutif national tenue en l'absence du quorum à Oran le 11 avril 2019.

3. Dénouons les décisions arbitraires et répressives prises à l'encontre des syndicalistes femmes et hommes opposés à la politique actuelle et adhérents aux revendications du peuple, telle la décision honteuse portant abrogation du détachement de la

sœur secrétaire de la wilaya de Tlemcen, les pressions et menaces exercées contre de nombreux syndicalistes.

Tout en condamnant ces pratiques irresponsables et ces manœuvres tendancieuses :

— Appelons tous les travailleurs, syndicalistes et retraités hommes et femmes à un grand rassemblement le mercredi 1^{er} mai 2019 à 9 h 30 minutes au siège de la centrale syndicale aux fins de restituer l'organisation aux travailleurs et insister sur le départ immédiat et sans condition du secrétariat national, et à sa tête le secrétaire général.

— Invitons les membres du comité exécutif national à une réunion le 1^{er} mai 2019, qui se tiendra au siège de la centrale syndicale immédiatement après la fin du rassemblement national.

Vive l'UGTA, Gloire à nos valeureux martyrs, Vive l'Algérie. »

LE COMBAT DU PARTI DES TRAVAILLEURS POUR L'UNITÉ ET LA SOUVERAINETÉ DE L'ALGÉRIE

En 2005, l'Algérie avait d'ailleurs signé un accord d'association avec l'Union européenne. On sait que c'est ce type d'accord qui a été un des éléments de liquidation sociale en Tunisie. Même si l'accord signé avec l'Algérie comportait moins de clauses drastiques que celui signé avec la Tunisie, il n'en demeurerait pas moins un accord de destruction des droits ouvriers et du peuple algérien.

En 2005, le PT a été le seul parti qui a pris position contre la signature de l'accord d'association avec l'Union européenne par l'Algérie et a mené une intense campagne pour la dénonciation de cet accord. C'est dans cette même période que l'impérialisme américain a essayé d'imposer au gouvernement algérien d'entrer dans le dispositif militaire Africom sous son contrôle. Le gouvernement algérien a dû refuser une telle atteinte à la souveraineté nationale algérienne.

Dans la période qui suit les événements de Kabylie, la lutte des travailleurs s'approfondit. En 2005, le PT combat le projet de dénationalisation des hydrocarbures. Le groupe parlementaire à l'APN s'y oppose pied à pied, tandis que le parti lance une

pétition qui recueillera 1,2 million de signatures. Finalement, les hydrocarbures ne sont pas privatisés, par décision du président contredisant le gouvernement et l'APN.

Utilisant l'embellie des rentes financières issues de la vente du gaz et du pétrole, le gouvernement lance une série de grands travaux comme la construction du métro d'Alger et, dans le cadre d'un plan de 150 milliards de dollars, la construction d'un million de logements publics.

Le régime, sachant que l'Algérie est une véritable cocotte-minute qui risque d'exploser à tout moment, cherche à lâcher du lest. Mais le régime n'est pas homogène pour autant. Les clans s'affrontent sur fond de prébendes et de corruption. Certains se disent nationalistes, d'autres libéraux. Ils se divisent et s'affrontent.

Les années 2008-2009 vont être marquées par un vigoureux combat du groupe parlementaire du PT et une intense campagne du PT dans tout le pays. C'est tout d'abord une bataille contre les plans de privatisation et contre la signature d'un accord d'association avec l'Union européenne. En 2008, le président Bouteflika est obligé de reconnaître publiquement que la politique antérieure de privatisation a été un échec.

En 2009, le gouvernement promulgue par ordonnance une loi de finances complémentaire qui rétablit partiellement le contrôle de l'Etat sur l'économie et décide que, dans les entreprises en partenariat avec des compagnies étrangères, la part algérienne doit être de 51 %. Le Parti des travailleurs (PT) a dit qu'il s'agissait là d'un premier pas.

Deux mois plus tard, lors du débat sur la loi de finances annuelle, les députés du PT présentent une série d'amendements, notamment pour une allocation chômage, pour l'augmentation du SMIG (salaire minimum), la réouverture des entreprises fermées, la renationalisation des entreprises privatisées, à commencer par celles qui avaient été vendues au capital étranger (par exemple à Arcelor Mittal, Lafarge, Lindt). Ces amendements sont rejetés par le vote de l'ensemble des groupes de la majorité présidentielle. Considérant que les 51 % sont un premier pas, les députés du PT voteront malgré tout cette loi de finances. Dans la préparation du congrès du PT qui s'est tenu en août 2010, la discussion a porté sur une question centrale qui a d'ailleurs abouti à l'adoption par le congrès d'une résolution

de politique générale expliquant que si « 51 %/49 % » était un premier pas, en précisant que les 51 % devaient être exclusivement publics, le PT se prononçait pour « 100 % », soit la renationalisation de l'économie.

L'Union européenne (UE), les investisseurs étrangers, notamment américains, le Medef (le patronat français) ont protesté avec virulence contre cette loi de finances. D'autant plus que la loi de finances complémentaire de 2009 et celle de 2010 prennent également des mesures de protection de l'économie nationale, dont la préférence nationale pour les entreprises publiques, par l'interdiction, par exemple, d'importer des médicaments dont l'équivalent est produit en Algérie ; de même, la révision de certains points de l'accord d'association avec l'UE sur la protection de la production locale. Des mesures élargies en 2010 par un soutien à l'industrie qui permit la reconstitution de 200 entreprises publiques, une augmentation des salaires de 50 à 115 % dans la fonction publique. Une déclaration du FMI datée de 2010 s'inscrit dans une offensive d'ensemble pour que l'Algérie remette en cause ce qui a été décidé en 2009 et ouvre son économie au pillage du capital étranger.

Depuis l'indépendance de l'Algérie en 1962, produit de la lutte nationale du peuple algérien, une partie de l'économie avait été nationalisée, notamment tous les secteurs clés. C'était là le produit de la révolution algérienne, contenue par la direction du FLN en instaurant un régime de parti unique, caractérisé par des traits nationalistes petit-bourgeois. L'impérialisme n'a jamais accepté ces nationalisations. Dans les années 1980, pendant la période très active des plans d'ajustement structurel, il a accentué sa pression sur le régime algérien. Après l'interruption du processus électoral par un coup d'État militaire en 1992, l'arrestation de ses dirigeants et l'interdiction du FIS, une violente « guerre civile » s'est déchaînée. Derrière la guerre des clans au sein du régime se profile la confrontation entre l'impérialisme français et l'impérialisme américain, ce dernier cherchant à éliminer le premier. C'est d'ailleurs durant cette période que les entreprises américaines sont passées en tête de l'exploitation des hydrocarbures algériens, reléguant la France à une place secondaire. La politique de l'impérialisme de privatisation-liquidation et les

contradictions inter-impérialistes menaçaient l'Algérie dans son existence.

LE COMBAT DU PARTI DES TRAVAILLEURS POUR LA DÉFENSE DES CONQUÊTES OUVRIÈRES

À la fin de l'année 2010, le gouvernement algérien prend des mesures contre la spéculation et le secteur informel, qui représente environ 17 % de l'import-export en Algérie. De gros spéculateurs algériens sont à la tête du secteur informel, qui fait vivre des milliers de jeunes sans emploi qui travaillent « au noir ». La combinaison de ces mesures et l'annonce, du fait des spéculateurs, d'une hausse des prix jusqu'à 70 % sur les produits de base a provoqué en quelques jours une émeute de certains secteurs de la jeunesse déshéritée.

Dans une déclaration d'urgence, le PT explique :

« Pour le PT, parce que la preuve est établie que cette situation est dangereuse et, par-delà la spéculation sur le marché mondial, est le produit direct de la fermeture des EPE (entreprises publiques économiques) du secteur de l'agroalimentaire, dans le cadre du PAS (plan d'ajustement structurel) et du programme de privatisation et du désengagement de l'État du commerce intérieur et extérieur, les solutions à même de stopper la spéculation consistent en :

— Dans l'immédiat, le plafonnement des prix des produits concernés, à savoir l'huile et le sucre.

— La restauration même de façon provisoire du monopole de l'État sur le commerce externe et interne pour que le contrôle des prix soit effectif...

— La réouverture des grandes surfaces publiques réservées aux produits subventionnés par l'État et à la production nationale.

— La réouverture des EPE de l'agroalimentaire fermées (...).

Parce que l'heure est grave et que rien ne saurait être supérieur aux intérêts de la nation, le secrétariat du bureau politique considère que cette colère des jeunes soulève l'urgence d'une prise en charge durable du problème du chômage par de vraies solutions créatrices d'emplois permanents à même d'assécher le vivier du désespoir, à savoir la précarité sociale. »

Puis, dans une déclaration commune avec l'UGTA, il a affirmé :

« A la suite des violentes émeutes des jeunes touchant plusieurs wilayas du pays, provoquées par une flambée subite des prix des produits de base et de rumeurs diverses, l'Union générale des travailleurs algériens et le Parti des travailleurs dénoncent et condamnent les actes de spéculation qui, sous couvert du marché mondial, ont provoqué cette augmentation abusive des prix touchant les produits de large consommation (...).

L'Union générale des travailleurs algériens et le Parti des travailleurs, solidaires des préoccupations sociales légitimes des jeunes, considèrent le saccage des services publics, des biens privés, des établissements scolaires, des unités sanitaires, sociales et de production comme une atteinte aux biens de la collectivité nationale et également à la manifestation démocratique des préoccupations de la jeunesse » (paru dans *Fraternité*, décembre 2010).

Loin de prendre de telles mesures, le gouvernement a cédé aux spéculateurs en gelant les mesures prises, en baissant les taxes douanières et en exonérant les patrons de charges sociales pendant huit mois. Dans une conférence de presse, Louisa Hanoune dénonce ces mesures en faveur des spéculateurs et appelle à ce que soient prises des mesures d'urgence en faveur de la jeunesse. Trois semaines après ces événements, le gouvernement annonce le rétablissement du contrôle du commerce par l'Etat. Puis, il annonce ensuite que l'Etat sera présent à 50 % dans ce secteur (5 % actuellement), que des mesures seront prises contre la spéculation et que l'Office national du commerce va rouvrir. Des mesures de plafonnement des prix sont également annoncées. C'est une nouvelle fois l'expression des contradictions au sein du régime face à la pression du peuple et alors qu'une révolution se produit en Tunisie.

Dans l'éditorial de *Fraternité* (18 janvier 2011), Louisa Hanoune écrit :

« La défense de la révolution tunisienne implique pour nous, outre l'expression de toutes les formes de solidarité avec le peuple tunisien frère que dictent l'histoire et les sacrifices communs pour arracher les indépendances nationales, d'intensifier la lutte en Algérie pour la rupture franche avec les politiques héritées du PAS avec l'accord d'association avec l'UE dont l'équivalent a ruiné la Tunisie, la réappropriation de la propriété collective de la

nation par la renationalisation et la réouverture des entreprises privatisées ou fermées, par le rétablissement du monopole d'Etat sur le commerce extérieur pour désarmer les barons de l'import-export responsables de la spéculation criminelle, et une véritable réforme politique restituant la parole au peuple algérien pour qu'il définisse lui-même la forme et le contenu des institutions dont il a besoin pour l'exercice de sa souveraineté.

Pour nous, cette perspective passe par la convocation d'une Assemblée constituante souveraine, afin que le peuple souverain donne le contenu politique et social à la démocratie, et donc à la Constitution devant la consacrer, et qu'il puisse élire ses représentants, les contrôler et les révoquer.

Ce faisant, il s'agit de fermer la parenthèse de la tragédie nationale, de se libérer des institutions vestiges du système de parti unique, et par là même de nourrir la révolution tunisienne, conformément aux traditions de l'Etoile nord-africaine (ENA). »

Pour le PT, défendre toutes les mesures qui s'opposent à l'impérialisme, dénoncer celles qui s'y subordonnent constitue le levier pour mobiliser le peuple algérien.

Comme l'indique l'éditorial de *Fraternité* :

« Le comité central appelle à l'intensification de la campagne de signatures autour de la lettre au président de la République pour renforcer la mobilisation dans notre pays dans le cadre de la souveraineté nationale, pour la satisfaction des revendications sociales des travailleurs, des jeunes, des retraités, des handicapés, notamment l'emploi et le pouvoir d'achat impliquant une indemnité de chômage à raison de 50 % du SMIG, pour la levée des restrictions sur l'exercice des libertés démocratiques, l'ouverture des médias lourds au débat, pour en finir avec les institutions héritées du système de parti unique et de la tragédie nationale, par la restitution de la parole au peuple pour qu'il définisse la réforme politique à même d'instaurer la démocratie véritable lui permettant de choisir ses vrais représentants dans les assemblées élues dans des élections anticipées, libres et démocratiques consacrant une séparation franche entre les affaires et la politique, le respect du mandat.

Dans cette perspective, le comité central appelle les militants, les adhérents et les sympathisants à constituer des comités populaires avec les signataires de la lettre au président de la République, les travailleurs, syndicalistes et les jeunes, pour,

par le libre débat, inscrire leurs revendications, élargir la mobilisation pour leur réalisation par des solutions exclusivement nationales, algériennes. »

2013-2014 : UNE NOUVELLE PÉRIODE S'OUVRE

La révolution qui se développe en Tunisie va chasser l'un des régimes les plus policiers et répressifs de la région, qui s'effondre comme un château de cartes. Si cette révolution menace les positions de l'impérialisme, elle sème la panique au sein des cercles dirigeants du régime algérien.

Dans l'éditorial de *Fraternité* (4 mars 2011), Louisa Hanoune insiste :

« Il serait, par conséquent, pour le moins absurde de prétendre que notre pays serait à l'abri, comme le fait notamment le secrétaire général du FLN, relayé en cela par des responsables du RND martelant qu'il n'y a pas de crise politique chez nous.

Ces responsables, qui reconnaissent tout de même qu'il existe une "crise sociale" dans notre pays, ignoreraient-ils que la révolution en Tunisie a éclaté à cause de la précarité sociale et que, dans toute révolution, le contenu social est fondamental ?

(...) Alors, les responsables du FLN et du RND peuvent jouer à l'autruche, mais la situation est enceinte de développements majeurs. Et s'il n'y a pas de débouché politique à cette lame de fond, "le saut vers l'inconnu" qu'agit le secrétaire général du FLN à propos de l'Assemblée constituante souveraine sera au rendez-vous. Parce que, précisément, toutes les revendications convergent vers l'élection d'une telle Assemblée à même d'inscrire les garanties nécessaires dans la Constitution, sa convocation, ou tout au moins l'organisation de vraies élections législatives anticipées, est une question de sauvegarde nationale.

Et c'est précisément pour corriger la dérive de 1963, lorsque l'Assemblée constituante a été victime d'un coup d'Etat organisé par le parti unique qui l'a dépossédée du droit de rédiger la Constitution, que le plénum du PT, réuni les 25, 26 et 27 mars, a mis au centre de ses travaux la généralisation de la constitution de comités populaires, initiée depuis les émeutes des jeunes en janvier, leur centralisation à l'échelle des wilayas, puis à l'échelle nationale. Et s'appuyant sur différentes expériences en la matière, dont la révolution portugaise en 1974, il a conclu à la nécessité de mettre à l'ordre du

jour des comités populaires d'unité, outre les revendications sociales urgentes, le débat autour de la Constitution à même de consacrer la démocratie véritable avec son contenu politique, économique, social et culturel, impliquant la consécration de la souveraineté nationale.

Ce faisant, il s'agit de faire échec à la volonté affichée des tenants du statu quo et du système du parti unique de confisquer le droit du peuple d'exercer la plénitude de sa souveraineté, matérialisée dans la discussion et donc l'élaboration d'une Constitution conforme à ses aspirations. »

Le régime se divise et oscille sur l'attitude à adopter : resserrer la répression, lâcher de nouvelles mesures au peuple ? Un événement va précipiter cette crise. En 2012-2013, le président Bouteflika est très sévèrement malade et est victime d'un AVC, avec de graves conséquences. Il disparaîtra de la vie politique tout en restant président.

Le régime algérien, issu du parti unique, a toujours été composé de clans rivaux s'opposant à coups de rapports de force, avec toujours l'état-major en toile de fond. Premier civil élu président et ancien moudjahid, Bouteflika s'appuie sur sa popularité réelle lors de ses deux premiers mandats du fait du rétablissement de la paix et va dans un premier temps — au début des années 2000 — mettre à la retraite un certain nombre de généraux.

De nouveaux responsables accèdent alors aux premières places du régime, autour de Bouteflika. C'est ainsi qu'en 2013, Gaïd Salah, chef d'état-major, devient ministre de la Défense. Après son AVC et son incapacité de facto à diriger, un clan est notamment dirigé par sa famille, et ses affidés vont utiliser l'autorité du président pour diriger la marche du pays. Il ne s'agit pas d'une question purement algérienne. Les clans et les oligarques, dépendant du capital financier mondial, sont soumis à l'offensive de celui-ci, qui frappe tous les continents où une série de contre-réformes sont adoptées. En réaction à la période précédente, ils vont réorienter l'appareil dirigeant. Le chef historique de la DRS (service de renseignement qui dépend directement du président et qui, de facto, est un Etat dans l'Etat depuis près de 60 ans), connu sous son pseudonyme de Toufik, est mis brutalement à la retraite. Plus tard, la DRS est dissoute et le nouveau service de renseignement est placé sous la responsabilité du chef d'état-major, Gaïd Salah.

Les règlements de compte s'intensifient, à la mesure de la profondeur de la crise du régime. Les scandales de corruption se multiplient, mais ils ne sont que la pointe émergée de l'iceberg. De fait, le noyau dirigeant le clan qui s'arroge les pouvoirs du président est totalement lié aux oligarques prédateurs mafieux dont la principale figure est Ali Haddad (président du Forum des chefs d'entreprises — FCE, l'organisation patronale algérienne). Avec encore plus d'avidité qu'auparavant, les oligarques se livrent à un minutieux pillage du pays.

Le PT va dénoncer et combattre ce pillage. On peut lire dans *Fraternité* (février 2015) :

« Agissant comme un “chef d'Etat parallèle”, le président du FCE a donné une “feuille de route” quasiment à tous les ministres du gouvernement qu'il a rencontrés depuis son élection à la tête de cette organisation syndicale des patrons.

En fait, il compte réussir là où les gouvernements des grandes puissances et les multinationales ont échoué. C'est-à-dire changer ce pays de fond en comble pour faciliter son pillage (...).

Ignorant cyniquement l'article 17 de la Constitution qui énumère les secteurs stratégiques, il appelle à l'ouverture de tous les secteurs au privé. Ainsi, sans n'occuper aucune fonction officielle, Ali Haddad annonce le retour de la politique de privatisation des entreprises publiques, pourtant arrêtée depuis les lois de finances complémentaires de 2009/2010. »

Ce clan qui s'arroge le pouvoir va décider que Bouteflika se représenterait à la présidentielle de 2014 pour un 4^e mandat. Il sera réélu avec une très faible participation et un trucage massif.

2015-2018 : LA LUTTE CONTRE LE POUVOIR OCCULTE ET LA LETTRE DES 19

Dans cette nouvelle situation, le PT va être amené à combattre avec force le clan des oligarques. A l'Assemblée d'abord, où le gouvernement, prenant prétexte de la chute des cours du pétrole, va mettre en œuvre une politique d'austérité, de privatisations (au compte des oligarques), et même remettre en cause des mesures limitées qui avaient été décidées par le président. Les clans poursuivent leur affrontement : cer-

tains sont pro-Français, d'autres pro-Américains, d'autres se disent nationalistes et veulent maintenir le statu quo de la période précédente. La crise se fait jour dans les déclarations contradictoires des dignitaires du régime, et même entre ministres. Le président demeure invisible.

Louisa Hanoune et les députés du PT vont, à de nombreuses reprises, chercher à utiliser cette crise et ses contradictions pour, au sein de l'Assemblée populaire nationale, s'opposer aux contre-réformes. Ils opposent les déclarations de Bouteflika à ce que font en réalité les ministres. Les députés du PT vont en permanence opposer les déclarations du président quand il s'exprimait encore avant 2013 et les mesures, mêmes limitées, qu'il a prises à la politique actuelle mise en œuvre à partir de 2015 sous l'égide de ce même président, alors que tout le monde savait que c'était le clan qui s'était arrogé son pouvoir qui agissait. Louisa Hanoune ne manque pas de révéler toute cette situation à la presse, mettant en cause directement tel ou tel ministre et en pointant en permanence la responsabilité de « *Haddad, l'oligarque prédateur* ». Pour préserver ce qui peut être préservé, au compte du peuple algérien, elle va multiplier les démarches en direction des ministres, du chef d'état-major Gaïd Salah, des conseillers du président, mais plus du tout avec le président, devenu depuis 2014 l'homme invisible.

Le 1^{er} novembre 2015 (le 1^{er} novembre est la date de l'insurrection algérienne de 1954), Louisa Hanoune et 18 personnalités algériennes dont de nombreux moudjahidines (combattants de la libération nationale) adressent une lettre ouverte au président Bouteflika :

« A M. le Président de la République.

Monsieur le Président,

A l'occasion de la commémoration du déclenchement de notre glorieuse guerre de libération nationale, nous estimons qu'il est de notre devoir de patriotes algériens d'attirer votre haute attention sur la dégradation du climat général dans notre pays, et qui peut être caractérisée principalement par les faits suivants :

— le renoncement à la souveraineté nationale, attribut de l'indépendance nationale chèrement acquise, par notamment l'abandon du droit de préemption de l'Etat auquel vous avez toujours été âprement attaché ;

— la déliquescence des institutions de l'Etat, à la construction desquelles vous avez tant consenti, met en péril les acquis de la nation et affaiblit le front politique et social national, au moment où le niveau des menaces extérieures est si élevé ;

— la substitution d'un fonctionnement parallèle, obscur, illégal et illégitime, au fonctionnement institutionnel légal, en faveur duquel nous connaissons votre engagement ;

— la grave dégradation de la situation économique et sociale qui frappe la majorité du peuple algérien, à laquelle sont apportées des réponses inquiétantes de la part des autorités du pays, augurant de l'extrême précarisation des plus vulnérables, tout en livrant le pays, ses richesses, ses capacités aux prédateurs et aux intérêts étrangers contre lesquels vous avez tant lutté ;

— l'abandon des cadres algériens livrés à l'arbitraire, aux sanctions partiales, en violation des lois et règlements de la République et des procédures légales dans un climat d'oppression que vous haïssez tant.

Malheureusement, ce tableau triste et alarmant est loin d'être exhaustif... Seuls l'amour et le respect que nous partageons avec vous pour notre pays nous empêchent d'en accentuer le trait.

Cependant, nous sommes convaincus que cet état de fait n'est conforme ni à votre qualité de moudjahid, ni à votre éthique, ni à vos convictions, ni à votre sens de l'Etat, ni à votre pratique de président.

C'est pourquoi nous vous prions, Monsieur le Président de la République, de bien vouloir nous recevoir en audience afin de vous faire partager nos profondes inquiétudes quant à l'avenir du pays et de solliciter vos interventions sur l'extrême gravité de la situation.

Enfin, loin de toute intention indélicate et dans le vif espoir que vous en preniez connaissance, c'est contraints et forcés que nous rendons publique notre lettre. Le recours à la presse pour vous faire parvenir notre demande d'audience est dicté par notre crainte légitime qu'elle ne vous parvienne jamais par les canaux institutionnels officiels.

Veuillez croire, Monsieur le Président de la République, en l'expression de notre très respectueuse considération et de notre conviction de partager avec vous un patriotisme désintéressé.

Alger, le 1^{er} novembre 2015.

Liste des signataires de la lettre demandant audience au président de la République :

Abdelkader Guerroudj, moudjahid, ancien condamné à mort par le pouvoir colonial ; Mustapha Fettal, moudjahid, ancien condamné à mort par le pouvoir colonial ; Zohra Drif-Bitat, moudjahida, ancienne condamné à perpétuité par le pouvoir colonial ; Lakhdar Bouregaâ, moudjahid, commandant de l'Armée de libération nationale (ALN) ; Miriam Benhamza, moudjahida, Fédération de France du FLN (1954-1962) ; Mohamed Lemkami, moudjahid, ancien ambassadeur ; Rachid Boudjedra, moudjahid, écrivain ; Abdel Hamid Aberkane, professeur de médecine, ancien ministre ; Louisa Hanoune, ex-candidate à l'élection présidentielle ; Khalida Toumi, militante des droits des femmes, ancienne ministre ; Fatiha Mentouri, ancienne ministre ; Nouredine Benissad, avocat, militant des droits de l'homme ; Zehira Yahi, militante des droits des femmes, cadre de la nation ; Rachid Hadj Naceur, cadre de la nation, retraité ; Dalila Azoug, militante des droits des femmes, chirurgien-dentiste ; Badia Sator, militante des droits des femmes, cadre de la nation retraitée ; Boudjema Ghechir, avocat, militant des droits de l'homme ; Fetouma Ousliha, comédienne ; Samia Zennadi, éditrice. »

Comme l'explique aujourd'hui Zohra Drif, une des 19 signataires, « *nous étions inquiets de la caporalisation de l'Etat et de ses institutions par "des forces occultes, illégitimes et illégales", et nous demandions audience à l'ex-Président de la République dans le but de vérifier que c'était bien lui qui prenait "toutes ces décisions antisociales et antinationales", car nous nous doutions bien qu'il n'exerçait plus ses fonctions* ».

Cette lettre ouverte est une mise en cause directe et publique du clan occulte qui s'arroge le pouvoir. Elle fait l'effet d'un choc et est largement reprise par la presse. La réaction du clan ne se fait pas attendre.

En 2016, une violente campagne de calomnies contre les signataires est entreprise, allant jusqu'à mettre en cause leur qualité de moudjahid !

Mais l'offensive la plus violente est dirigée contre le PT et contre Louisa Hanoune. Utilisant les moyens mafieux, le clan tente de disloquer le PT en s'appuyant sur quelques-uns de ses membres. Et c'est surtout du côté de certains dirigeants de l'UGTA, qui avaient durant une dizaine

d'années coopéré avec le PT, d'où viendra la plus forte offensive contre les militants du PT qui ont des responsabilités syndicales.

Malgré des pertes, le PT surmonte la provocation. Mais la direction de l'UGTA poursuit, elle, sa politique d'accompagnement du clan occulte en acceptant — en contradiction avec sa politique passée — les contre-réformes du pouvoir et en s'opposant brutalement à de nombreuses grèves. C'est cette situation qui conduit à une crise de l'UGTA.

POUR L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

En 2018, dans ces conditions de fin de régime agonisant, le PT va engager, à nouveau, une large campagne d'agitation sur l'exigence de l'Assemblée constituante et souveraine qui va rassembler des centaines de milliers de signatures, en s'adressant, toujours selon la même tactique, au président contre le clan occulte :

« Monsieur le Président,

Nous sommes des Algériennes et des Algériens épris de paix, attachés à l'intégrité et la souveraineté de notre pays. C'est précisément pour cela que nous nous adressons à vous, car nous sommes saisis d'angoisse. En effet, à la précarité sociale qui ne cesse de s'aggraver depuis 2015, comme produit d'une politique d'austérité de plus en plus cruelle qui touche les plus larges couches, plongeant notre pays dans la récession, s'ajoute une confusion politique qui va en s'accroissant, rendant la situation illisible... (...).

Et le projet provocateur du gouvernement visant à lever les subventions sociales de l'Etat, déjà réduites à chaque loi de finances (LF) depuis 2015, risque de provoquer un affaissement social mortel et une réaction imprévisible chez les larges couches. En réalité, c'est la liquidation de la nature sociale de l'Etat. Déjà, en plus des énormes disparités sociales, la continuité de la République se trouve menacée par les disparités entre les régions qui se creusent dangereusement.

Dans le même temps, les droits démocratiques sont constamment violés. En effet, le droit de grève est systématiquement criminalisé par la judiciarisation des conflits sociaux, les manifestations pacifiques sont empêchées. Pourtant, ces droits sont garantis par la Constitution. Ces pratiques oppressives poussent à la confrontation (...).

Monsieur le Président,

De ce qui précède, nous tirons comme conclusion que la grave crise sociale et économique dans laquelle se débat notre pays n'est pas le produit de la chute du prix du baril de pétrole, qui n'a fait que lever le voile sur une réalité hideuse : des responsables dans les institutions de la République, profitant de l'absence de contrôle effectif, ont violé les lois au profit d'une minorité prédatrice. Par conséquent, c'est fondamentalement une crise politique. C'est la nature même des institutions, en délitement très avancé, qui constitue l'obstacle majeur devant le règlement des problèmes. Plus encore, elle est à l'origine du délabrement social et politique qui constitue un danger pour le pays. Ainsi, au lieu des élections transparentes que vous avez annoncées en 2012 pour "*construire des institutions transparentes, inattaquables*", les différents scrutins de 2012, puis 2017, ont anéanti tout espoir de construction d'une véritable représentation politique locale et nationale dans le cadre du système en place ; en témoigne la jonction violente et assumée entre les affaires et la politique, qui gangrène mortellement les institutions élues (...).

Alors, nous vous demandons d'intervenir en toute urgence pour empêcher le chaos.

Monsieur le Président,

Vous venez de prendre des décisions historiques consacrant pleinement notre amazighité. Alors, pour ouvrir une issue positive à la crise grave qui risque d'emporter notre pays, convoquez des élections à une Assemblée nationale constituante (ANC), pour jeter les bases d'un véritable renouveau politique institutionnel à même de sauver l'Etat algérien et d'immuniser notre pays (...).

Monsieur le Président,

Donnez la parole au peuple pour qu'il définit lui-même la forme et le contenu des institutions dont il a besoin pour exercer sa pleine souveraineté, des institutions réellement crédibles à même d'élaborer des politiques conformes à la démocratie avec son contenu social, économique et politique.

14 février 2018. »

Bien évidemment, il n'y a pas eu de réponse du président à cette lettre, d'autant plus que le clan occulte et le régime ne pouvaient en aucun cas répondre à cette exigence. Mais cet appel a constitué un levier pour l'aide à la mobilisation contre le régime.

DÉCEMBRE 2018 : 7^e CONGRÈS DU PT

Ce congrès se tient dans une situation marquée par la crise du régime. Les clans s'affrontent : qui va être candidat du régime à la présidentielle. Des noms circulent. Les rumeurs bruissent. C'est un brouillard total. Le fait est que le clan occulte n'a pas de solution. Dans son rapport d'ouverture du congrès, Louisa Hanoune explique :

« Notre 7^e Congrès ordinaire se tient dans un contexte régional lourd de danger pour l'ensemble des nations, dont la nôtre, comme produit de la crise du système capitaliste, des guerres d'intervention-pillage qui alimentent le terrorisme et le crime organisé.

Depuis 2015, la politique d'austérité accable la majorité du peuple sous couvert de chute du prix du baril de pétrole, menaçant le tissu social national et grippant les ressorts de la nation.

Il est très significatif que 50 % des crédits dont bénéficie le secteur privé ont profité à cinq opérateurs économiques seulement selon les sources officielles. La rapine et la prédation sont érigées en système.

Depuis le début de l'année, les désaccords au sommet de l'Etat sur l'orientation économique sont publics. Les contradictions sont donc désormais assumées au plus haut sommet de l'Etat, confirmant l'existence de fractures sérieuses qui, en l'absence de clarté et de perspectives, menacent la pérennité de l'Etat central déjà fragilisé par la décomposition politique.

Pris de panique devant la montée des mobilisations et la volonté de la majorité de s'affranchir du carcan hérité du système de parti unique, les partisans du statu quo qui sert leurs intérêts économiques et/ou politiques s'entredéchirent dans un rapport de force instable tout en réprimant toute contestation populaire.

Il est évident que l'exacerbation de la crise politique est en rapport avec la présidentielle de 2019. Cette crise sans précédent est alimentée par la combativité des travailleurs, des jeunes et des larges couches qui défient la répression pour exprimer leur rejet des politiques de désertification et de déréglementation, défendant par là même les bases matérielles de la nation.

Et ce dernier semestre est caractérisé par le déclenchement d'un processus de renouveau syndical et de mobilisation ouvrière dans le cadre de l'UGTA, et contre les pré-

dateurs, à partir de la wilaya d'Annaba, dans la production industrielle et les travaux publics, alors que les syndicats autonomes viennent de fonder une nouvelle confédération syndicale, ce qui renforcera l'unité et la combativité de tous les travailleurs. Ils en ont besoin pour défendre leur survie face à la précarité sociale qui s'aggrave depuis 2015 pour la majorité.

Comme tout le monde le sait, le PT est un parti indépendant qui tire ses origines du mouvement national et du mouvement ouvrier, et, en toute circonstance, il cherche des solutions algériennes aux problèmes. C'est pourquoi, face à la crise grave que traverse le pays, il est en campagne pour la convocation d'une Assemblée constituante nationale élue consacrant la souveraineté du peuple, afin qu'il puisse enfin définir, pour la première fois depuis 1962, la forme et le contenu des institutions dont il a besoin pour l'exercice de sa pleine souveraineté...

Cela étant, nous ne sommes ni dogmatiques ni fétichistes. C'est pourquoi, nous ne pouvons être indifférents à toute question qui concerne le sort du pays, et donc aux initiatives politiques qui sont annoncées et qui convergent sur la tenue d'une conférence nationale...

Nous sommes attentifs à tous les développements, car seuls comptent pour nous les intérêts de la nation. Alors, une conférence nationale pour quels objectifs ? Qui la convoque ? Quelle sera sa composante ?

Ce type de conférence a été expérimenté dans les années 1990 en Afrique et en Europe de l'Est après la chute du mur de Berlin et la dislocation de l'URSS. Il s'agissait officiellement d'organiser la transition vers l'ouverture démocratique, mais c'est devenu une vente concomitante, puisque des contre-réformes économiques ont été imposées, et dont les conséquences ont été néfastes pour tous les pays concernés, voire même dislocatrices pour certains pays africains.

Et nous entendons certains acteurs chez nous, qui prônent la tenue d'une conférence nationale, dire qu'il faut aller vers des réformes économiques douloureuses et, pour cela, il faut faire un consensus...

Nous ne saurions partager cet avis, car notre pays a déjà payé un prix très cher à travers les PAS désertificateurs imposés par le FMI et la Banque mondiale, qui ont mis à profit la tragédie nationale, l'alimentant par les privations sociales et l'effondrement économique. Pour nous, au

contraire, le sauvetage du pays passe par l'arrêt des contre-réformes économiques en cours depuis 2015 et que le gouvernement accélère depuis le début de l'année, des contre-réformes porteuses de chaos et qui menacent la sécurité nationale. »

Le congrès se conclut alors sur la décision d'attendre, concernant l'élection présidentielle, que les choses se clarifient, tout en indiquant que la seule issue reste celle de l'Assemblée constituante.

Au début de l'année 2019, le clan occulte qui dirige le régime annonce que le président Bouteflika est candidat à la présidentielle pour un 5^e mandat.

Le 11 février 2019, Louisa Hanoune est interviewée par le quotidien *TSA*, qui rapporte :

« *“Le système ne possède plus de ressorts et ses partisans savent que s'ils font bouger quoi que ce soit, tout l'édifice va s'effondrer. Ils n'ont pas eu d'autre choix”*, analyse-t-elle.

Bouteflika n'est donc pas le problème, mais tout le système, dont “la date de péremption a expiré en 1988, mais prolongé plusieurs fois depuis”.

“*Même si le système avait présenté un autre candidat, le danger serait le même, avec le trucage du scrutin pour le faire passer en force. On est pour le départ de tout le système et on se bat pour l'élection d'une Assemblée constituante*”, rappelle-t-elle. »

La clarification s'opère — si l'on peut dire.

Louisa Hanoune dénonce le 5^e mandat et annonce qu'elle ne sera pas candidate à cette élection pour ne pas cautionner cette farce et cette mascarade antidémocratique qui vise à prolonger le régime.

LE 22 FÉVRIER, LA RÉVOLUTION COMMENCE EN ALGÉRIE

L'annonce d'un 5^e mandat pour un président invisible est la goutte qui fait déborder le vase. Et le peuple, par centaines de milliers, déborde dans les rues ce vendredi 22 février de manière spontanée sans appel de quiconque.

La jeunesse est aux avant-postes. La plupart d'entre eux sont nés quand Bouteflika était déjà président. Provocation ultime pour ces jeunes (dont le taux officiel de chômage pour la tranche 20-24 ans est de 30 %), pour ces étudiants qui, à coups de contre-réformes

universitaires, ne peuvent plus étudier correctement ! Pas d'avenir pour eux qui voient une bande de vieillards s'accrocher depuis des décennies au pouvoir.

Débutée sur le refus du 5^e mandat, puis attisée par la tentative désespérée du régime d'annoncer que l'élection présidentielle prévue pour avril est reportée et que le 4^e mandat du président est prolongée pour une période transitoire, la mobilisation touche par millions les Algériens, qui exigent : « *Partez tous !* »

Le PT, dans un communiqué, affirme :

« Hier, le 22 février 2019, la jeunesse et les larges masses se sont réapproprié le droit démocratique et constitutionnel de manifester pacifiquement. Un droit confisqué par les gouvernements successifs depuis deux décennies, notamment à Alger, sous des prétextes sécuritaires.

Hier, il a été établi que le système périmé et putréfié n'a pas réussi à briser les ressorts de la majorité du peuple, et donc de la nation. Il s'agit d'un processus politique de recomposition amorçant un tournant politique pour la nation.

Pour le SPBP (*secrétariat permanent du bureau politique*) du PT, il ne s'agit pas d'un orage d'été, mais bien d'une lame de fond traduisant l'aspiration profonde à la rupture avec le système en place, la volonté de la majorité d'exercer sa pleine souveraineté et d'en finir avec les institutions en totale déliquescence. Des institutions illégitimes qui sont discréditées, gangrenées par la corruption, le despotisme et l'argent sale.

Ce qui s'est exprimé ce 22 février 2019 est la volonté d'en finir avec un système oppresseur au service d'une minorité de très riches qui organise le pillage des deniers publics et plonge l'immense majorité du peuple dans le dénuement total.

Un processus politique de recomposition avec un contenu politique, économique, social et culturel est mis en marche. Un tournant politique s'est opéré par ce soulèvement populaire national massif à travers des mots d'ordre exprimant clairement la volonté de rupture avec un système disqualifié. »

Le PT, qui combat depuis des décennies le régime, appelle à la dissolution de l'Assemblée populaire nationale (APN). En conséquence, il vote la démission de son groupe parlementaire de cette APN. Dans un communiqué, le PT estime :

« Du point de vue de la démocratie, cela signifie soit la démission, soit le départ du président de la République à la fin de son mandat. Cela signifie le départ de toutes les institutions au service de ce système, à commencer par le Parlement et le gouvernement, afin que le peuple exerce sa pleine souveraineté.

La déclaration du chef d'état-major diffusée hier à partir d'Ouargla apparaît comme dirigée contre la volonté de l'écrasante majorité du peuple de chasser un système corrompu et décomposé, et de disposer d'elle-même. C'est une immixtion dange-reuse du militaire dans le politique.

En effet, l'application de l'article 102 implique le maintien du gouvernement actuel et des deux chambres du Parlement, dont l'écrasante majorité du peuple réclame le départ, car non légitimes. Elle vise donc le sauvetage du système et sa continuité. Et l'application de l'article 102 est porteuse de tous les risques pour la nation, pour sa souveraineté et son intégrité, ouvrant la voie aux ingérences étrangères tant rejetées par les millions de manifestants.

Pour le Parti des travailleurs, la seule issue positive, à même de préserver la nation du chaos, réside dans le respect de la volonté de la majorité du peuple d'exercer sa pleine souveraineté, de définir elle-même la nature du régime à mettre en place, et donc la forme et le contenu des institutions dont elle a besoin pour la satisfaction de toutes ses aspirations démocratiques, économiques, sociales et culturelles.

Pour le PT, c'est là la voie du salut, et c'est pourquoi il appelle à la convocation de l'Assemblée constituante nationale souveraine.

Le Parti des travailleurs, qui a toujours combattu depuis sa fondation en 1990 le système en place pour l'avènement de la démocratie, se range inconditionnellement du côté de la majorité du peuple qui exige le départ du système et du régime dans leur totalité, ne saurait participer à une opération de replâtrage et donc de sauvetage du système. Il ne cautionnera pas le contournement, voire la confiscation de la volonté de l'écrasante majorité du peuple.

C'est pourquoi le bureau politique du Parti des travailleurs a décidé la démission du groupe parlementaire du parti de l'APN. »

C'est dans cette situation de crise que le régime va écarter une partie du clan Bouteflika avec l'annonce du retrait du président. En application de la Constitution du régime, le président du Conseil constitution-

nel, A. Bensalah, devient président par intérim. Il propose alors une conférence nationale à tous les partis et organisations. Un certain nombre d'entre eux s'y déclarent favorables, d'autres hésitent, certains, comme le PT, s'y opposent. Il considère qu'il s'agit d'associer les partis à la préservation du régime.

Le 21 avril, le PT déclare :

« Le secrétariat du bureau politique confirme que M^{me} Louisa Hanoune, secrétaire générale du PT, a reçu un appel de la présidence le mercredi 17 avril 2019 pour une consultation avec le président de l'Etat issu du coup de force du 9 avril dernier en application de l'article 102 de la Constitution, puis le vendredi 19 avril une invitation de la présidence pour prendre part à une réunion de "consultations", qui s'annonce comme une foire d'empoigne et qualifiée de souveraine alors que ceux qui vont y participer n'ont aucun mandat populaire.

Le secrétariat permanent du bureau politique informe que la position du parti sur cette question, prise la veille après consultation des membres du bureau politique, est la non-participation.

Il ne peut donc s'inscrire dans une opération de sauvetage du système et du régime.

En effet, décider d'aller à l'élection présidentielle le 4 juillet prochain contre la volonté de la majorité est un coup de force et un contournement de la souveraineté populaire visant à confisquer le droit de l'immense majorité de choisir la nature du régime, la forme et le contenu du système qu'elle voudra mettre à la place du système présidentieliste actuel, commode et favorable à toutes les dérives absolutistes et arbitraires.

Pour le SPBP, la question nodale posée par l'immense majorité de la population qui porte la révolution du 22 février 2019 s'articule autour du droit du peuple algérien d'exercer sa pleine souveraineté, qui commence par le départ du système comme condition sine qua non de tout changement réel. »

«PARTEZ TOUS !»

Sous l'effet de la mobilisation révolutionnaire du peuple, cette conférence nationale fera un flop. Aucun parti n'osera finalement répondre favorablement.

Au fil des semaines, la mobilisation ne cesse de s'amplifier et de se radicaliser contre le régime. Dans un pays frappé par

les contre-réformes, en particulier à partir de 2014, au cours du 4^e mandat, les revendications démocratiques se combinent aux revendications économiques et sociales. Ce n'est pas une simple révolution politique (changer le gouvernement), mais une révolution sociale qui veut en finir avec ce régime et sa politique antipopulaire. Et comme dans toute révolution prolétarienne, c'est la question du pouvoir qui est posée. L'exigence d'une Assemblée nationale constituante se fait jour dans les manifestations.

En plus du vendredi, les étudiants manifestent tous les mardis. Et toutes les professions se mobilisent, et notamment les juges, les avocats et les journalistes. Cette situation révolutionnaire, qui voit les travailleurs se mobiliser massivement, se heurte au secrétariat national de l'UGTA, qui a soutenu le 5^e mandat, puis le prolongement du 4^e, puis la conférence nationale, et ainsi de suite. Le secrétariat national soutient le régime en contradiction avec l'aspiration de l'écrasante majorité des syndiqués UGTA. Expression de la situation révolutionnaire, un mouvement pour la réappropriation de l'UGTA se développe, exigeant la démission de Sidi Saïd, le secrétaire général, et de ses adjoints au secrétariat national.

Dans cette même période, face aux agressions du régime et des oligarques, des grèves de travailleurs se déclenchent.

La crise de régime est à son comble. Le président par intérim et le Premier ministre, cibles favorites des manifestants, sont de facto sur la touche. C'est Gaïd Salah, le chef d'état-major et ministre de la Défense nommé par Bouteflika qu'il a défendu bec et ongles jusqu'à son limogeage, qui monte au front. Il combine appels au dialogue et menaces.

Face à la proposition d'un certain nombre de personnalités et de partis pour une période de transition, il répond par la négative et maintient la perspective des élections, prévues le 4 juillet. Il menace les manifestants qui créent, selon lui, « *une forme d'anarchie* », et les accuse de « *tomber dans le piège de l'infiltration par des individus ayant des plans suspects (...). Le but (...) étant de barrer la route à toute solution possible et d'entraîner le pays vers le vide constitutionnel.* »

Pour le chef-d'état major, le « vide constitutionnel » est en réalité la fin du régime. Bref, toute personne qui réclame la fin du régime est suspecte.

Le résultat dans les manifestations, c'est que se concentrent contre Gaïd Salah les mots d'ordre suivants : « *Dégagez tous, quand on dit tous, c'est tous !* », « *Etat civil, pas de régime militaire* », « *L'armée est le peuple, Gaïd Salah est avec les traîtres* », « *Y'en a marre des généraux !* » Gaïd Salah répond : « *Nul doute que les têtes de la discorde sont aujourd'hui en train de subir la sanction juste et équitable qu'elles méritent par la force de la loi (...). Ceux-là mêmes que les enquêtes en cours ne manqueront pas de dévoiler seront également eux aussi sanctionnés par la force de la loi.* » Et le 9 mai, le tribunal militaire (et non civil), placé sous l'autorité de l'état-major, convoque Louisa Hanoune comme témoin, pour finalement l'incarcérer pour « *complot pour changer le régime* ».

En Algérie, une intense campagne se développe, dans l'unité avec neuf partis politiques, des associations de défense des droits de l'homme, des syndicalistes, des personnalités. Un comité national pour la libération de Louisa Hanoune se met en place. A l'échelle internationale, sous l'égide de l'EIT, une large campagne, sur tous les continents, voit des confédérations syndicales, des partis, des députés, des responsables syndicaux, des démocrates et même le Parlement portugais prendre position pour la libération de Louisa Hanoune.

Et dans toute l'Algérie, malgré la période de Ramadan, la mobilisation se poursuit, contraignant le régime et Gaïd Salah à annuler l'élection du 4 juillet en la différant sine die. Le président par intérim, Bensalah, est réapparu à la télévision pour appeler au dialogue et à la nécessaire tenue d'une élection présidentielle. Le lendemain, lors de la 16^e marche du vendredi, première manifestation après la fin du ramadan le 7 juin, ce sont des millions qui rejettent le discours de Bensalah et exigent le départ du régime.

LIBÉREZ LOUISA HANOUNE !

Le PT, le 8 juin, s'exprime :

« Dans le cadre de la préparation de la réunion du comité central prévu pour le 22 juin prochain, le BP a fait le point sur l'élargissement de la campagne pour la libération de la secrétaire générale du parti, M^{me} Louisa Hanoune, injustement incarcérée depuis le 9 mai dernier. Il a apprécié la multiplication de prises de position et des initiatives en faveur de la libération de

Louisa Hanoune, notamment la lettre déposée au niveau du ministère de la Défense à l'attention du chef d'état-major de l'armée nationale populaire par la moudjahida Zohra Drif, coordinatrice du Comité national pour la libération de Louisa Hanoune (CNLLH), ainsi que les nombreux meetings, rassemblements et prises de parole qui ont eu lieu dans plusieurs wilayas du pays.

Le BP s'est félicité de la qualité et de l'étendue de la campagne internationale pour la libération de Louisa Hanoune, coordinatrice de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT), qui touche à présent 62 pays répartis sur quatre continents. Dans ce cadre, le 20 juin 2019 sera consacré journée internationale dédiée à l'exigence démocratique de libération d'un responsable politique emprisonné pour ses positions politiques. Lors de cette journée dans plusieurs pays, des dizaines rassemblements et de délégations se tiendront devant les ambassades et les consulats algériens pour déposer des motions exigeant la libération de Louisa Hanoune.

Le même jour, avec la collaboration du CNLLH, un rassemblement sera organisé à Alger devant le siège national du PT sis à Belfort (El Harrach).

Le BP rappelle que Louisa Hanoune, coordinatrice de l'EIT, est connue dans le monde entier pour sa défense acharnée de la souveraineté nationale, son opposition aux ingérences et guerres impérialistes, et pour la démocratie et les droits des travailleurs.

Le BP, qui réaffirme son soutien inconditionnel à la secrétaire générale du PT, rappelle que Louisa Hanoune est depuis un mois en détention préventive. Elle a passé tout le mois de ramadan en prison. Son seul "crime", qu'elle reconnaît et assume, c'est d'avoir agi comme premier responsable du PT, comme elle l'a toujours fait et assumé, pour trouver des solutions algériennes conformes aux revendications de l'immense majorité du peuple, mobilisé dans une authentique révolution depuis bientôt quatre mois, réclamant clairement et nettement le départ du système/régime en place.

Le BP tient à informer l'opinion publique sur l'injuste et incompréhensible maintien de Louisa Hanoune en détention provisoire alors qu'elle présente toutes les garanties légales de rester à la disposition de la justice.

La santé de Louisa Hanoune, atteinte de plusieurs maladies chroniques, se détériore dangereusement, nécessitant les meilleures conditions de soins hors du milieu carcéral où elle est jetée depuis un mois. Elle a elle-

même alerté la direction du pénitencier de Blida sur plusieurs malaises qu'elle a eus depuis son emprisonnement.

Le BP rappelle qu'une demande pour qu'elle soit auscultée par ses médecins traitants ainsi qu'une demande d'une rencontre entre ces derniers avec les médecins de la prison ont été rejetées. Tout comme a été rejetée la demande de libération provisoire de la secrétaire générale du PT, car rien ne justifie son maintien en détention provisoire.

"Les pouvoirs publics sont responsables quant à tout développement fâcheux concernant Louisa Hanoune"

Le BP tient comme responsables les pouvoirs publics quant à tout développement fâcheux dans le dossier de l'affaire Louisa Hanoune, notamment après la tragique disparition en détention du militant des droits de l'homme K-E- Fekhar.

Le BP informe les militantes et militants, les adhérentes et adhérents que parallèlement à l'arbitraire qui frappe la secrétaire générale dans l'objectif d'empêcher le PT d'agir en faveur de la révolution, une opération est engagée de l'intérieur du parti pour tenter de le déstabiliser et de changer sa nature. Cette entreprise est menée par les députés du PT qui ont choisi de rester à l'APN en violation de la décision du BP (démission du groupe parlementaire du PT) du 26 mars 2019 et des résolutions votées à l'unanimité du comité central du 5 avril 2019. Ces réunions des instances de direction ont été tenues sous la présidence de la secrétaire générale, M^{me} Louisa Hanoune, avant son incarcération.

Les députés non démissionnaires qui ont ainsi rejoint la contre-révolution se targuent, dans leurs agissements contre le parti, d'avoir des appuis au sein du pouvoir en place.

Ces députés non démissionnaires, dont deux ont assisté et voté pour le coup de force anti-révolutionnaire qui a intronisé A. Bensalah président de l'Etat, tentent d'entraîner des membres du comité central sur une voie de domestication du PT afin de l'arrimer au régime en place. Ils se sont définitivement mis hors du parti et, de ce fait, ces députés qui ont choisi les privilèges liés à la députation et au maintien des institutions du régime ne peuvent en aucune manière parler au nom du Parti des travailleurs.

Le BP, en respect des résolutions du CC du 5 avril 2019 présidé par la secrétaire générale du PT, veillera à l'application des mesures qui en découlent.

Le PT, engagé depuis des décennies pour le changement du système et impliqué dans le soulèvement révolutionnaire du peuple algérien, continuera sans relâche à apporter sa contribution militante et de proposition pour que triomphe la majorité du peuple algérien qui réclame l'exercice de sa pleine souveraineté.

Sur le plan politique, le BP a discuté sur le contenu du discours du président de l'Etat, qui prétend appeler à un dialogue au moment où des militants dont un chef de parti politique, Louisa Hanoune, croupissent en prison, foulant aux pieds les moindres attributs de la démocratie et du multipartisme.

Toujours à propos de la déclaration du président de l'Etat qui s'est engagé à rester au pouvoir jusqu'à l'organisation de l'élection présidentielle, le BP considère que cela équivaut à maintenir en place le système et la nature du régime présidentieliste foncièrement antidémocratique, rejetés par l'immense majorité des citoyens qui l'ont exprimé clairement une nouvelle fois ce vendredi 7 juin dans tout le pays. Pour le PT, seule la mise en place d'une Assemblée nationale constituante souveraine est à même de permettre au peuple algérien d'exercer sa souveraineté et de choisir le régime à mettre en place afin de satisfaire toutes ses aspirations exprimées avec force depuis le 22 février 2019.

Le BP appelle tous les bureaux de wilayas à réunir les militants et les structures de base du parti pour intensifier la lutte pour la libération de Louisa Hanoune et de tous les détenus d'opinion, à multiplier les initiatives en soutien à cette exigence démocratique et apporter toute l'aide politique nécessaire au triomphe de la révolution » (Alger, 8 juin 2019).

LE RÔLE DU PT ET DE L'EIT

Le PT, s'il se heurte d'une part à l'offensive du régime contre lui (arrestation de Louisa Hanoune, provocations), s'appuie d'autre part sur la profondeur du processus révolutionnaire qui veut chasser le régime. Alors que toutes les forces impérialistes et leurs relais en Algérie font pression pour préserver le régime, certains en Algérie se prononcent pour une période transitoire de dialogue, d'autres pour aller à l'élection présidentielle tout de suite, d'autres pour une Constituante.

Le PT a l'expérience de ce qu'il s'est passé lors de la révolution tunisienne, durant

laquelle a jailli de la masse en révolution l'exigence de l'Assemblée constituante. Le gouvernement de transition avait dû convoquer des élections à une Assemblée constituante, mais, avec le concours d'un certain nombre de partis laïques et islamistes, il l'a transformée de facto en élections législatives, arène de la compétition entre de nombreux partis. De ce fait, il a vidé de sa substance l'Assemblée constituante, détourné le mouvement de son but pour préserver la « transition » au compte de l'impérialisme, notamment français, afin de préserver l'ordre.

Comme Lénine l'expliquait :

« Il ne suffit pas en effet qu'une assemblée soit qualifiée de "constituante", il ne suffit pas de réunir en session des représentants du peuple, fussent-ils élus au suffrage universel, égal et direct et au scrutin secret, et la liberté des élections fût-elle garantie dans les faits ; outre toutes ces conditions, il faut encore que l'Assemblée constituante ait le pouvoir et la possibilité matérielle d'instituer des structures nouvelles » (« *Bureaucratie révolutionnaire et efficacité révolutionnaire* », *Œuvres complètes*, tome 10, pages 57 à 61 — Lénine en novembre 1905 à propos de la Constituante).

Et Lénine d'insister :

« Instituer une nouvelle organisation du pouvoir d'Etat "avec l'autorisation" du chef de l'ancien gouvernement, cela équivaut à légitimer deux pouvoirs, deux pouvoirs suprêmes égaux (sur le papier) : celui du peuple insurgé et celui de la vieille autocratie. Il est aisé de voir que l'égalité entre ces deux pouvoirs est purement apparente... Le mot d'ordre d'Assemblée constituante se trouve transformé en phrase creuse (...). »

C'est là tout le sens du combat du PT depuis 30 ans pour en finir avec le régime, pour une Assemblée constituante qui réalise la souveraineté de la nation. Cela n'est possible que par la combinaison de l'exigence de la démocratie et de la rupture des liens de subordination à l'impérialisme. La seule voie pour répondre aux exigences révolutionnaires des masses se concentre sur la base de la liquidation du vieux régime, de l'instauration du pouvoir du peuple travailleur algérien s'organisant par lui-même, avec ses propres organes de combat, pour réaliser son émancipation nationale et sociale. Et c'est donc toute la place que le PT occupe comme parti.

L'ampleur jamais égalée de la campagne en Algérie et à l'échelle internationale pour la libération de Louisa Hanoune est une expression de la place du PT et de Louisa Hanoune, sa secrétaire générale, coordinatrice de l'EIT, et aussi du rôle et de la place de l'EIT, fondée en 1991.

C'est là toute la signification du combat internationaliste qui rassemble dans tous les

pays des militants, des organisations sous l'égide de l'EIT qui combattent pour une authentique représentation politique de la classe ouvrière. Ils ont fait leur la fière devise de la Première Internationale : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* »

Lucien Gauthier
10 juin 2019

¡ JORNADA INTERNACIONAL POR LA LIBERTAD DE LOUISA HANOUNE !

Mitin en la embajada de Argelia
Jueves 20 de junio 12 hrs.
Sierra Madre 540, Lomas de Chapultepec
11000 Ciudad de México, CDMX

Dirigente del Partido de Trabajadores de Argelia
presa en la prisión militar por su apoyo en las movilizaciones del pueblo argelino que grita
¡FUERA EL RÉGIMEN!

FIRMANTES:
Periódico El Trabajo, Sindicato Univo de Académicos del Estado de Jalisco Magisterio Mexicano contra la Reforma Educativa, Dr. Octavio Moya Quesada, Presidente del Congreso del Trabajo de Baja California, Movimiento Magisterial Popular Veracruzano AMPM, Javier Gutiérrez Prieto, dirigente del Sindicato Estatal de Trabajadores de la Educación, Grupo Escolar Agrario Unión Nacional de Técnicos y Profesores, ristas Penales UNITEPS, Sec de Prensa Alberto Dávalos y Sec. de Relaciones Carlos Galdino SUTUNAM.



Liberdade para
Luisa Hanune

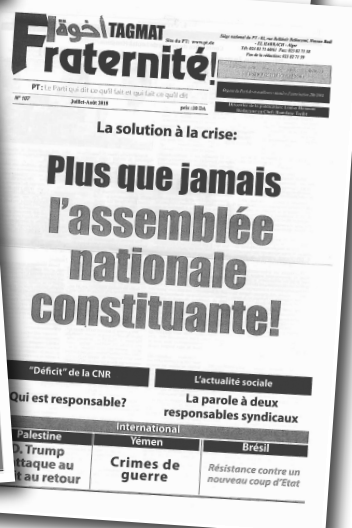
Delegação à Embaixada da Argélia

Quarta-feira - 19/06 - 10h30
Endereço: QL 9 - Conjunto 13 - Lago Sul
Ônibus: linha 102 - Aeroporto, Saindo da rodoviária do Plano Piloto

CONVOCAM: DEPUTADOS FEDERAIS: Paulo Pimenta (PT-RS), Vicentinho (PT-SP), Marília Arraes (PT-PE).
DISTRITAIS: Arlete Sampaio (PT), Fabio Felix (PSOL), PCdoB-DF, PT-DF, CONDSEF, UNE, SINDSEP-DF, JRPT.



Les affiches parues au Mexique et au Brésil préparant la journée internationale du 20 juin 2019 pour la libération de Louisa Hanoune.

Octobre
2013.Novembre
2015.Décembre
2016.Avril
2017.Novembre
2017.Juillet
2018.Quelques « unes » de *Fraternité*, organe du Parti des travailleurs d'Algérie.

Janvier
2019.



Février
2019.



1^{er} mars
2019.



15 mars
2019.



15 avril
2019.





Alger, le 1^{er} mars 2019.



Alger, le 5 mars 2019.



Alger, le 5 avril 2019 : « Quand on dit tous, c'est tous ! »



Alger, le 12 mars 2019 : sur la banderole, le portrait de Messali Hadj.



Alger, le 12 avril 2019.



Alger, le 24 mai 2019.



Tizi Ouzou, le 24 mai 2019.

comité de soutien et de solidarité de bejaia à la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT),

Appel



Le Comité de soutien de bejaia à Mme Louisa Hanoune. APPELLE A UN RASSEMBLEMENT DE SOLIDARITE PC

Louisa HANOUNE et de TOUS LES
MARDI 28 MAI 2019 à 21h30. A L/

Soyez nombreux e
pour dire non à la répression e

L'affiche
du comité de soutien
de Bejaia
et celle du Comité national
pour la libération
de Louisa Hanoune.

Comité National pour la LIBÉRATION

de LOUISA HANOUNE



Le Comité National pour la Libération de Louisa Hanoune organise

Un Sit-in

Samedi 18 mai 2019 à 11h

au niveau de la placette de la Grande Poste, Alger.

**Libération immédiate et inconditionnelle
de la détenue politique LOUISA HANOUNE !**



20 JUIN 2019

Journée internationale POUR LA LIBÉRATION DE LOUISA HANOUNE !



Pour la libération de Louisa Hanoune !

«**N**ous sommes opposés au placement sous mandat de dépôt et de l'arrêt des journalistes de Louisa Hanoune, secrétaire générale du MEV, le 9 mai. Elle était venue à une simple concentration pour être entendue comme témoin. Nous ne comprenons pas cette arrestation arbitraire qui viole ses droits humains.»

Louisa Hanoune est connue partout depuis des années pour ses prises de position et son combat international en défense de la démocratie, des libertés, des droits des femmes et toujours du côté des peuples et des opprimés. Que l'on soit d'accord ou pas avec ses positions politiques, elles ne peuvent l'empêcher d'être entendue.

NOUS DEMANDONS SA LIBÉRATION IMMÉDIATE.

RASSEMBLEMENTS DES SIGNATAIRES DE L'APPEL



■ À Paris

En direction de l'ambassade d'Algérie, à partir de 18 heures (le lieu du rassemblement sera communiqué par la préfecture vers le 17 juin, nous en aurons connaissance, nous vous en tiendrons au courant).

■ En province

Devant les consulats de Besançon, Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Saint-Étienne, Strasbourg, Toulouse.

Initiative de l'EIT, délégations, associations et les consulats, lire page 14.

Journée internationale pour la libération de Louisa Hanoune

20 juin 2019

Mercredi 19 juin:
Délégation d'élus et de syndicalistes à Berne auprès de l'Ambassade d'Algérie à 13h 30

Jeudi 20 juin:
Rassemblement à Genève devant la Poste du Mt-Blanc dès 16h 30

LIBÉRATION SANS CONDITIONS DE LOUISA HANOUNE !

Les affiches parues en Espagne, en Grande-Bretagne, en France et en Suisse préparant la journée internationale du 20 juin 2019 pour la libération de Louisa Hanoune.

ETATS-UNIS

A quelques mois des primaires, la crise politique se poursuit

CET article se concentre sur la situation intérieure aux Etats-Unis, réfraction de la situation mondiale décrite dans les notes éditoriales. La place spécifique des Etats-Unis sur l'arène internationale les amène à concentrer toutes les contradictions de l'économie mondiale. Les menaces de Donald Trump sur l'Iran, sur le Venezuela, les sanctions économiques qu'il met en place contre la Chine et le Mexique déstabilisent l'ensemble des relations mondiales. Elles ne parviennent pas pour autant à stabiliser la situation intérieure des Etats-Unis.

LA SITUATION SOCIALE APRÈS LA CRISE DE 2008

L'ensemble des forces politiques tente de faire comme si la crise financière de 2008 n'avait jamais eu lieu. Depuis la crise, le produit intérieur brut (PIB) américain a repris sa progression régulière, le chômage est revenu au niveau négligeable d'avant la crise. Mais elle a profondément touché les travailleurs américains, jetant les plus fragiles dans la misère et fragilisant ceux qui avaient une situation mieux assurée.

Le taux de chômage très bas (moins de 4 %) masque des disparités importantes. Travailler ne protège pas de la pauvreté, même aux Etats-Unis : cela dépend de la couleur de peau, cela dépend aussi du secteur d'activité. Le salaire annuel moyen aux Etats-Unis est de 62 745 dollars par équivalent temps plein (1). Dans l'industrie, il est plus de 10 % supérieur. Dans la santé, en revanche, le salaire moyen est plus faible de 10 %, dans l'éducation de 25 %, et pour les employés travaillant dans le secteur des services hôteliers et de bouche, de 50 %. Au-

delà du salaire, les dépenses des employeurs pour la couverture santé ou la retraite de leurs salariés sont également bien plus importantes dans le secteur industriel que dans les autres.

Or depuis 2010, alors que le nombre de salariés (en équivalents temps plein) a augmenté de 12,9 millions (9,5 %), le nombre de salariés dans l'industrie a baissé de 4,8 millions (28 %). Dans le même temps, le nombre d'équivalents temps plein a augmenté dans la santé de 6,2 millions (53 %), dans l'enseignement il a bondi d'un million (50 % d'augmentation), dans les services de bouche de 2,7 millions (33 %). En 2010, 13,7 % des équivalents temps plein étaient dans l'industrie, alors qu'aujourd'hui ils sont 9 %, et il y a maintenant plus de travail dans la santé (13 %) que dans l'industrie. Le salaire médian a augmenté de 58 % en dix ans (4,7 % en dollars constants) quand le salaire des 10 % les mieux payés a augmenté de 69 % (2).

Pour les Noirs américains, dont les salaires sont en moyenne 20 % moins élevés, l'augmentation n'a été que de 46 %, et l'écart des salaires continue donc de se creuser. Leur taux de chômage est également plus élevé que celui de l'ensemble de la population, à près de 7 %.

C'est un sentiment de déclassement massif qui frappe donc les millions d'ouvriers blancs chassés des emplois industriels, comparativement stables et bien payés, vers les emplois de service. Les huit années de présidence d'Obama, d'autre

(1) Sauf mention contraire, toutes les données chiffrées utilisées dans cet article sont issues du *Bureau of Economic Analysis* du département du Commerce américain et sont accessibles sur son site www.bea.gov.

(2) Chiffres du Bureau du travail, disponibles sur son site www.bls.gov.

part, n'ont pas amélioré la situation économique des Noirs américains.

La crise de 2008 a également eu un impact important et durable sur le logement : l'investissement immobilier n'a toujours pas retrouvé son niveau de 2007. La dette moyenne d'un Américain est actuellement de plus de 50 000 dollars, dont 34 000 de crédit hypothécaire et 5 500 de crédit étudiant. L'année dernière, 284 000 saisies ont eu lieu, et les crédits avec des retards de paiement représentent 4,5 % de la somme totale (3) (11,42 % pour les prêts étudiants, chiffre dont la Réserve fédérale avertit qu'il est sous-estimé).

Après 2008, la consommation de biens a chuté, a reculé, et n'a retrouvé son niveau de 2007 qu'en 2012. La consommation de services, en revanche, a continué d'augmenter : il s'agit principalement de dépenses contraintes telles que le logement, les assurances, les frais de santé.

En effet, malgré les promesses de l'Obamacare (4), six ans après sa promulgation, les frais de santé viennent de dépasser en 2017 ceux du logement, devenant le premier poste de dépense des ménages américains.

HUIT ANS D'OBAMA, TROIS DE TRUMP

Cette situation a amené à l'élection de Donald Trump il y a trois ans. Ceux qui avaient eu un espoir, même limité, de voir leurs conditions de vie s'améliorer sous la présidence d'Obama ont été déçus. Le niveau de vie des Noirs a augmenté moins vite que celui de la population générale. Les expulsions de 2008-2009 les ont tout particulièrement touchés, vidant des quartiers entiers dans les zones noires des centres-villes pour les livrer aux promoteurs immobiliers. Les travailleurs croulant sous le poids des frais de santé qui avaient cru que l'Obamacare permettrait d'améliorer, même marginalement, leur situation ont constaté que ce n'était pas le cas. Ces millions n'ont pas voté pour Clinton en 2016.

L'appareil républicain n'offrait aucune alternative à cela et a été balayé dès les primaires avec l'élection de Trump. Tout le discours de Trump s'adressait à ces ouvriers déclassés, leur promettant de faire revenir les emplois industriels aux Etats-Unis en dénonçant l'Accord de libre-échange nord-

américain (ALENA) (5) et en menant une guerre commerciale contre la Chine, de chasser les clandestins latino-américains pour leur redonner de vrais emplois.

Ce sont ces millions de travailleurs rejetés des emplois industriels dans des petits boulots, endettés pour s'acheter une maison (qui a perdu de sa valeur avec la crise de 2008), submergés de factures de santé, qui ont fourni sa base électorale à Trump. Attirés par les promesses de réindustrialisation, synonymes de vrais emplois, des millions de travailleurs des zones historiquement industrielles des Etats-Unis ont voté pour le candidat républicain.

Ce résultat est particulièrement visible sur les cartes électorales de 2016 : au-delà des Etats traditionnellement républicains, Trump a obtenu la victoire dans les Etats de la *Rust Belt* (6), les anciens Etats industriels de la région des Grands Lacs, où se concentrait notamment la production automobile des Etats-Unis.

Mais il est illusoire de faire revenir aux Etats-Unis les emplois industriels délocalisés en Asie ou au Mexique. Trump ne pouvait pas apporter de solution à ceux qui l'ont élu, quand bien même il l'aurait voulu. L'outrance du président américain a pour seul but de mettre en scène ses tentatives de tenir ses promesses de campagne et de masquer ainsi que ses décisions visent avec constance à affermir la domination de l'impérialisme américain sur l'économie mondiale, alors que les marges de manœuvre de ce dernier se réduisent. Et cela impose d'affermir sa domination sur sa propre classe ouvrière.

Ce n'est évidemment pas au compte des travailleurs américains que Trump agit, et ses mesures n'ont pas amélioré leur situation. La baisse de l'emploi industriel se poursuit inexorablement, et les années 2017 et 2018 ne montrent aucune inflexion des

(3) Chiffres de la Banque fédérale de New York, disponible sur son site www.newyorkfed.org.

(4) *Le Patient Protection and Affordable Care Act* (loi de protection des patients et des soins abordables), ou Obamacare, est une loi votée par le Congrès et promulguée par Barack Obama le 23 novembre 2010. Principal volet de la « réforme » de la protection sociale aux Etats-Unis.

(5) L'Accord de libre-échange nord américain, connu sous l'acronyme ALENA (*North American Free Trade Agreement*), est un traité entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994 qui institue une zone de libre-échange entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique.

(6) Littéralement, la « ceinture de rouille ».

courbes : la politique de Trump est au mieux sans effet pour les travailleurs américains ; en réalité, elle est tout entière dirigée contre eux. Il agit au compte de l'impérialisme américain, qui ne trouve aucun avantage à faire revenir la production aux États-Unis : de 2010 à 2018, les profits des entreprises américaines ont été multipliés par 2,9. La fraction de ces profits venant de l'industrie est passée de 22 % à 12 %, celle des profits réalisés à l'étranger est passée de 18 % à 21 %.

Il est encore trop tôt pour juger des effets de la renégociation de l'ALENA, mais les deux premières années du mandat de Trump n'ont pas permis de redévelopper l'industrie automobile : les exportations ont stagné au niveau de 2016, quand les importations continuaient d'augmenter à hauteur de 6 % en deux ans (en dollars constants).

VINGT-TROIS CANDIDATS POUR UN DUEL

La situation économique dans laquelle s'ouvrent les primaires de 2020 n'a donc pas fondamentalement changé en quatre ans. La situation politique, en revanche, a évolué. La crise de l'appareil républicain a fini de détruire toute opposition à Trump en son sein, le décès de ses deux principaux opposants (Bush père et McCain) parachevant ce qui était déjà en cours. Les ténors qui visaient l'investiture en 2016, Marco Rubio, Ted Cruz, Jeb Bush, les dirigeants républicains Paul Ryan, Mike Pence, Mitt Romney ont tous annoncé qu'ils ne seraient pas candidats aux primaires républicaines de 2020, laissant le champ libre à Trump. Il semble donc probable qu'il n'ait pas d'opposant sérieux lors des primaires républicaines et que ces primaires ne soient qu'une chambre d'enregistrement de sa candidature... à moins que la crise qui ronge le Parti républicain et l'ensemble des institutions politiques américaines ne débouche sur un nouveau coup de théâtre, comme celui qui a amené à la désignation de Trump il y a quatre ans.

Cette crise est telle que tout est possible. Dans un premier temps, les conclusions de l'enquête « russe » du procureur Mueller ont semblé fermer la voie à des poursuites judiciaires contre le président Trump. Mais Mueller a depuis affirmé que son enquête n'avait pas blanchi Trump et

qu'elle ne pouvait de toute façon pas le mettre en cause au vu des règles auxquelles elle était soumise. Cette déclaration permet d'envisager une procédure d'*impeachment* contre Trump, pour laquelle les dirigeants démocrates se montrent très réticents. Même sans une telle mesure, la déclaration de Mueller fragilise la position de Trump et laisse ouverte la possibilité de nouvelles révélations le mettant en cause.

La crise ébranle l'ensemble des institutions politiques américaines. Du côté du Parti démocrate, ces primaires sont celles qui opposent le plus grand nombre de candidats de l'histoire, les deux partis confondus. Actuellement, 23 candidats majeurs sont recensés, battant le record de 17 candidats des primaires républicaines de 2016. Ce sont d'ailleurs deux situations similaires : le Parti républicain ne trouvait pas de candidat à opposer à Trump ; pour le Parti démocrate, c'est Sanders qu'il faut contrer.

Bien sûr, Sanders porte un programme très différent de celui de Trump. Avec constance, il porte des revendications pour l'augmentation du salaire minimum, pour un système de sécurité sociale publique et pour la gratuité de l'enseignement supérieur. Ce programme correspond à des besoins profonds des travailleurs américains et rencontre depuis 2016 un intérêt de la part des électeurs démocrates traditionnels. Cela s'est traduit, lors des élections à mi-mandat, par l'élection de plusieurs membres de la Chambre proches de lui, à commencer par Alexandria Ocasio-Cortez (7). Ce n'est pas un mouvement massif, mais après la défaite de Clinton il y a deux ans, il apparaît comme un candidat sérieux dans ces primaires.

C'est notamment sur son programme que la totalité des autres candidats a dû se déterminer. Ainsi, la presque totalité d'entre eux a repris la perspective d'un relèvement du salaire minimal fédéral à 15 dollars, de mécanismes permettant des études supérieures gratuites et de celle d'un système de santé public. La forme que prend cette exigence, issue pour une bonne part des syndi-

(7) Alexandria Ocasio-Cortez, née en 1989 dans le Bronx, à New York, où elle grandit, élue le 6 novembre 2018 représentante du district de New York à la Chambre des représentants, devenant ainsi la plus jeune candidate jamais élue au Congrès américain. Elle se revendique du « socialisme démocratique » et du DSA.

cats américains, est l'extension du système Medicare (« *Medicare for all* », Medicare pour tous), qui garantit la gratuité des soins pour les personnes âgées. Bien sûr, toutes ces promesses sont généralement assorties de précautions oratoires, annonçant qu'il s'agit d'objectifs à long terme qu'il faudra atteindre graduellement.

Le candidat que l'appareil démocrate a fini par dégager contre Sanders est Joe Biden, 76 ans (Trump en a 72 et Sanders 77), ancien vice-président des États-Unis sous Obama, qui est identifié à la fois à l'appareil démocrate et à tous les échecs de la présidence Obama. Il est notable que c'est d'ailleurs le seul candidat démocrate d'importance à défendre une réforme de l'Obamacare plutôt que l'extension des mécanismes publics de santé à l'ensemble de la population.

En 2016, Sanders avait recueilli plus de 43 % des suffrages contre 55 % à Clinton, et 1 846 délégués élus à la convention démocrate contre 2 205. Mais la victoire de Clinton était assurée très en amont par la présence de 614 « super-délégués », les membres démocrates du Congrès ainsi que des représentants de l'appareil démocrate, qui lui étaient acquis (570 ont voté pour elle). L'organisme dirigeant du Parti démocrate, le DNC (8), lui était acquis et a pesé sur les votes, comme l'a révélé la fuite d'e-mails au cours de sa campagne présidentielle. Suite à cela, le Parti démocrate a adopté de nouvelles règles, faisant que les super-délégués devront pour deux tiers d'entre eux se conformer au vote des primaires, et l'appareil démocrate ne sera pas à même de peser aussi directement sur les résultats.

Pour l'instant, les sondages donnent Biden entre 30 et 40 % et Sanders autour de 20 %. Aucun autre candidat ne dépasse les 10 %, et les sondages, tenant compte de la probable défection de nombreux candidats dès les premières primaires, donnent Biden et Sanders au coude à coude. Nous sommes encore loin des primaires, et beaucoup de choses peuvent encore arriver d'ici-là, mais la configuration de ce scrutin ressemble beaucoup à celle de 2016.

LA CAMPAGNE DE SANDERS

Sanders a reçu dès le premier jour de sa campagne 6 millions de dollars de soutien auprès de 225 000 donateurs, 10 millions en

une semaine. Le soutien moyen versé est de 20 dollars, indiquant la composition sociale populaire de ses partisans. Quatre ans après la surprise qu'il a créée en 2016, Sanders continue de bénéficier d'un soutien populaire fort, en particulier chez les jeunes.

Sanders se présente comme socialiste démocratique, proche (mais pas membre) des Socialistes démocratiques d'Amérique (*Democratic Socialists of America*, DSA). Cette organisation a vu ses effectifs exploser après 2016 et la campagne de Sanders, passant de 6 000 ou 7 000 membres à près de 60 000 en 2019. De nombreux jeunes, étudiants ou travailleurs intellectuels, ont rejoint DSA dans la foulée de la campagne Sanders.

Ces jeunes militants ont généralement des illusions dans le Parti démocrate et cherchent à peser sur ses dirigeants pour les amener à prendre des mesures sociales (ou écologiques, d'ailleurs). Le système politique américain, entièrement construit autour de la domination de deux partis capitalistes, ne laisse pas de perspective simple pour faire adopter des mesures sociales, et ces illusions ne sont donc pas surprenantes.

Mais cet afflux subit a nourri les discussions internes : des caucus (groupes internes consacrés à une question spécifique) se sont constitués. Et lorsque la question a été posée de la position de DSA sur la campagne Sanders 2020, la discussion a été nourrie. Ainsi, des sections importantes ont pris position contre un soutien immédiat à Sanders, jugé prématuré. C'est le cas par exemple de la section de San Francisco, qui réclamait également que la décision soit prise par un congrès de DSA et non par son comité central sur la base d'un vote par correspondance.

C'est le cas aussi d'Alexandria Ocasio-Cortez, membre de DSA et récemment élue à la Chambre sous l'étiquette démocrate, qui a refusé d'apporter dès maintenant son soutien à Sanders, soulignant que la législature en cours posait des questions plus urgentes. Ces questions de calendrier sont loin d'être secondaires : elles posent en effet la question du système politique américain, organisé rituellement autour d'élections, tous les deux ans, pour déterminer lequel des deux partis sera majoritaire.

(8) *Democratic National Committee*, DNC – Comité national démocrate, organisme de direction du Parti démocrate au niveau national.

Néanmoins, et assez logiquement, le vote interne organisé par DSA a donné 76 % des voix au soutien immédiat à Sanders (24 % des membres ont participé à ce vote). Le comité politique de DSA a donc décidé le soutien à la campagne de Sanders.

LES NOIRS AMÉRICAINS ET LA QUESTION DES RÉPARATIONS

Le caucus des afro-socialistes et socialistes de couleur de DSA avait apporté une objection de fond à ce soutien en soulevant la question des réparations. Les réparations sont l'héritage de la promesse faite aux anciens esclaves par Lincoln de recevoir 40 acres de terre et une mule, promesse qui ne fut bien sûr jamais mise en œuvre. Cent cinquante ans après, les Noirs, descendants d'esclaves, continuent d'être une part constitutive de la nation américaine ségréguée. Payés en moyenne 20 % de moins que les Blancs, vivant souvent dans des zones bien délimitées, pauvres, mal entretenues et gangrenées par la drogue, les réparations représentent la reconnaissance de leur situation particulière. Or Sanders a une position floue sur le sujet et défend qu'il faut améliorer la situation particulière des Noirs en même temps que la situation générale des travailleurs américains. Il refuse ainsi de considérer le problème des 14,1 % de Noirs américains comme une question particulière nécessitant des mesures particulières.

Et pourtant, la situation des Noirs américains est spécifique, ils ne sont pas des immigrés mais une composante fondatrice de la nation américaine : économiquement, ils ont été particulièrement frappés par la crise de 2008 ; sur le plan des libertés civiques, les meurtres de Noirs par les policiers se poursuivent. Les statistiques se passent de commentaires : aux États-Unis, la mortalité infantile est près de deux fois plus élevée chez les enfants noirs (10 pour mille) que chez les enfants blancs (6 pour mille) — chiffres pour 2016 de l'administration américaine de la santé, le CDC.

La vague d'expulsions qui a résulté de la crise de 2008 a frappé les plus pauvres, et tout particulièrement les Noirs. Cela a permis une opération immobilière massive : les maisons des parties du centre-ville où les Noirs étaient concentrés ont été rachetées à vil prix pendant que leurs anciens occupants

étaient renvoyés en grande banlieue (ou même, pour une part, jetés à la rue). Cette situation est aggravée par les politiques des autorités locales, qui ferment les lignes de transport desservant ces quartiers, leurs écoles, leurs logements sociaux au prétexte de leur délabrement. La *gentrification* (9) touche de plein fouet les Noirs américains, les rejetant des centres économiques, et donc du travail. Des mécanismes de fichage policier sont mis en place. Par exemple, la police de Chicago (sous l'autorité d'un maire démocrate) a mis en place un système de fichage systématique et constitue des fiches au gré des observations des policiers sur le terrain. La personne concernée n'en est pas au courant, mais chaque policier avec qui elle peut être en contact l'est, et, à chaque demande à la municipalité (notamment pour postuler à un emploi), la fiche apparaît. Il y a bien évidemment beaucoup plus de risque de se retrouver avec une de ces fiches lorsque l'on vit dans un quartier noir.

Les statistiques de la violence policière sont également éloquentes : les Noirs ont 50 % de risques de plus que les Blancs d'être tués par des policiers. C'est à l'occasion de tels meurtres que surviennent des manifestations sous le mot d'ordre « *Black lives matter* » (10).

Avec Trump, les discours du Parti républicain sont plus ouvertement racistes que jamais. D'autre part, les démocrates au pouvoir n'ont pas amélioré la situation des Noirs et ont souvent mis en œuvre des mesures très directement contre eux dans les villes qu'ils dirigent : la *gentrification*, les décisions de police. Les élections de 2020 n'offrent aucune perspective à des millions de Noirs américains.

Cela fait six ans que le mot d'ordre « *Black lives matter* » est né, et il continue de rassembler des milliers de Noirs. Mais *Black lives matter* n'est pas une organisation. A chaque meurtre par un policier, à chaque acquittement ou non-lieu accordé à un policier meurtrier, la manifestation surgit et dégage dans son mouvement même les

(9) Néologisme du mot anglais *gentry* « petite noblesse », *gentrification* signifie « embourgeoisement » en français. Phénomène urbain par lequel des personnes aisées s'approprient un espace initialement occupé par des habitants plus pauvres, transformant ainsi le profil économique et social du quartier au profit d'une couche sociale supérieure.

(10) « *Les vies des Noirs comptent.* »

cadres qui vont l'organiser. Il y a une méfiance justifiée par toute l'histoire du mouvement noir américain à se doter d'un appareil.

Au sein des syndicats, toute une couche de militants noirs se dégage, à tous les niveaux intermédiaires de l'appareil. Ils sont des militants syndicaux, faisant leur travail syndical, mais ils sont aussi des militants noirs et savent que leur couleur de peau n'est pas indifférente à leur situation sociale. Ils sont aussi à même de faire le pont entre les revendications syndicales et les besoins relevés par les associations et groupes locaux dans les quartiers noirs.

LE MOUVEMENT SYNDICAL AMÉRICAIN

Le nombre de jours de grève en 2018 (2 815 000) est le plus important depuis 2004 (11). Un autre chiffre est très significatif : le nombre de travailleurs impliqués dans une action de grève est de 485 200, sans précédent depuis 1984. Ces chiffres proviennent en particulier des grèves d'enseignants, qui ont marqué l'année 2018 et qui se poursuivent en 2019. Ce sont souvent des grèves courtes, en particulier parce qu'elles obtiennent rapidement des victoires, au moins partielles, sur leurs revendications.

Ces grèves sont le résultat d'une orientation, défendue dans certains syndicats, de construction d'un syndicalisme d'organisation plutôt que de service. Dans de nombreux Etats, il est obligatoire de contribuer financièrement au syndicat, au titre du travail qu'il effectue de représentation des salariés. Cela a amené à une tendance du syndicalisme américain à être un syndicalisme de service, un réseau de fonctionnaires syndicaux défendant les revendications individuelles. Le terme de syndicalisme d'organisation désigne à l'opposé la constitution d'un réseau de délégués d'établissements, au contact de leurs collègues, établissant les revendications et donnant une ossature pour les défendre.

Cette orientation a pour effet de permettre des grèves massives et organisées. Les grèves d'Oakland et de Los Angeles se sont caractérisées par une participation massive et par l'organisation de tous les détails de la grève, à commencer par les piquets de grève, dont les participants étaient recensés école par école et centralisés au fur et à

mesure. Chaque jour, une manifestation était organisée, vers laquelle les piquets convergeaient pour éviter tout isolement. Les liens avec les associations de quartier, et bien sûr plus particulièrement avec les organisations de parents d'élèves, étaient suivis de près et permettaient de recueillir du soutien pour les grévistes. C'est une organisation de la grève qui renoue avec les traditions du mouvement syndical américain abandonnées depuis les années 1980.

Plus que la séparation historique du syndicalisme enseignant entre deux syndicats (l'AFT [12], confédérée dans l'AFL-CIO, et la NEA [13], autonome), c'est cette ligne de démarcation entre syndicats de service et d'organisation qui explique aujourd'hui où ces grèves ont lieu. Et leurs succès, au moins partiels, entretiennent cette vague de grèves. Au début du mois de mai, des grèves d'une journée ont eu lieu en Caroline du Nord et en Caroline du Sud, tandis que les enseignants du Tennessee, qui n'ont pas le droit de grève, se faisaient massivement porter malade pendant deux jours.

Les grèves touchent également d'autres secteurs. Les hôtels Marriott ont ainsi connu une grève de plus d'un mois, qui a permis aux salariés des hôtels de la chaîne d'arracher des augmentations de salaires. Les 31 000 salariés de la plus grande chaîne de magasins d'alimentation de Nouvelle Angleterre, Stop & Shop, ont fait grève pendant onze jours et obtenu le maintien des garanties présentes dans leur contrat collectif, ainsi que des augmentations de salaires. Dans la foulée, une autre grande chaîne de distribution a accédé aux revendications du syndicat. Les statistiques des premiers mois de 2019 semblent indiquer que la tendance à l'augmentation des grèves se poursuit. Alors que le nombre de syndiqués est en baisse constante aux Etats-Unis (10,5 % des salariés sont syndiqués, 11,7 % sont représentés par un syndicat), où de nombreux obstacles sont mis à la syndicalisation, un sondage de Gallup indiquait en août dernier un niveau de soutien aux syndicats de 62 %, au plus haut depuis 2003.

(11) Chiffres du BLS.

(12) *American Federation of Teachers* (AFT), organisation syndicale enseignante affiliée à l'AFL-CIO.

(13) *National Education Association* (NEA), organisation syndicale enseignante autonome, membre de l'Internationale de l'Éducation.

Richard Trumka, président de la confédération américaine, l'AFL-CIO, vient de délivrer un discours devant des travailleurs du Michigan (14). Ce discours mentionne les grèves d'enseignants, celle des magasins Stop & Shop et celle de l'hôtel Marriott de Detroit (qui est dans le Michigan). Puis, Trumka explique comment il a tenté d'infléchir la négociation par Trump du traité succédant à l'ALENA et comment il n'y est pas parvenu. Et il conclut enfin par un plaidoyer pour que les élections de 2020 portent sur les questions ouvrières. Ces élections auront lieu dans un an et demi. L'augmentation des grèves, même si elle n'est pour l'instant qu'un frémissement (on est très loin des niveaux de grève des années 1970, par exemple), est une indication qu'une large couche de cadres ouvriers cherche à renouer avec la lutte des classes la plus directe et n'est pas prête à attendre aussi longtemps pour voir ses revendications satisfaites.

C'est une crise profonde qui traverse l'appareil d'Etat américain, dans ses deux composantes, républicaine et démocrate. Il n'est plus en mesure d'assurer à sa classe ouvrière les avantages relatifs qu'il lui avait consentis dans toute la période d'après-guerre, lui garantissant dans une certaine mesure une tranquillité intérieure afin de

pouvoir mener sa politique étrangère. C'est ainsi que des millions de travailleurs américains se trouvent rejetés dans la misère et la précarité.

L'AFL-CIO, qui a toujours défendu l'appareil démocrate, a dû adopter sous la pression des délégués à son congrès des motions affirmant que son soutien n'est pas automatique. Mais toutes les forces politiques, dont l'AFL-CIO, tendent à expliquer que les élections de 2020 sont la question majeure et que la défaite de Trump est le prérequis à tout changement. La grande majorité des militants ouvriers et une grande partie des travailleurs souhaitent cette défaite. Cependant, un mouvement se cherche et progresse. Il prend notamment la forme d'un soutien d'une part importante de l'électorat démocrate à Sanders, mais il est plus profond. C'est lui aussi qui est à l'œuvre dans le mouvement de réappropriation des organisations syndicales, posant la question d'une représentation de la classe ouvrière se libérant du cadre électoral mis en place par la bourgeoisie américaine.

Devan Sohier

1^{er} juin 2019

(14) Retranscrit sur le site de l'AFL-CIO.



Couvertures du précédent numéro de *La Vérité*, n° 101, édité simultanément en cinq langues : français, anglais, espagnol, allemand, portugais.

Rédaction, administration et correspondance
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

Editée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue trimestrielle publiée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Marc Gauquelin

